



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 mars 1959

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, March 21st, 1959

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o", signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 10116-59)

A. I. Miller Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1959, constituant en corporation: Murray Lapin, de la ville de Hampstead, Morris M. Weiner et Sidney Cutler, tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce d'immeubles et celui de développement de terrains, sous le nom de "A. I. Miller Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2450 rue Badeaux, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 10116-59)

A. I. Miller Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1959, incorporating: Murray Lapin, of the town of Hampstead, Morris M. Weiner and Sidney Cutler, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To engage in the real estate and land development business, under the name of "A. I. Miller Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 90 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 2450 Badeaux Street, Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13781-58)

Albert Roux Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1959, constituant en corporation: Édouard Roux, Camille Roux, manufacturiers, Rosario Roux, comptable, et Daniel Roux, contremaître-menuisier, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de portes, fenêtres, chassis, bois et autres produits du bois, sous le nom de "Albert Roux Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 350 actions communes de \$100 chacune et en 650 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14910-58)

Algérie Savard & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1959, constituant en corporation: Algérie Savard, Laurent Savard et Bertrand Savard, tous entrepreneurs, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Algérie Savard & Fils Ltée", avec un capital total de \$125,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 161, boulevard Rivière-du-Moulin, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10099-59)

Allan Levine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement, construction et placements, sous le nom de "Allan Levine Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,800 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 376 chemin Dufferin, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 13781-58)

Albert Roux Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1959, incorporating: Édouard Roux, Camille Roux, manufacturers, Rosario Roux, accountant, and Daniel Roux, foreman-joiner, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in doors, windows, window-frames, lumber and other products of wood, under the name of "Albert Roux Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 350 common shares of \$100 each and into 650 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14910-58)

Algérie Savard & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1959, incorporating: Algérie Savard, Laurent Savard and Bertrand Savard, all contractors, of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Algérie Savard & Fils Ltée", with a total capital stock of \$125,000, divided into 750 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 161 Rivière-du-Moulin Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10099-59)

Allan Levine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1959, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development, construction and investment company, under the name of "Allan Levine Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 3,800 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 376 Dufferin Road, Hampstead, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10289-59)

Allied Extrusions Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1959, constituant en corporation: Bruno Lainesse, industriel, de Douville, Marcel Gaudette, industriel, Gaston Gaudette, marchand, tous deux de Saint-Hyacinthe, et Ronald Keeling, industriel, de Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Fabriquer et généralement faire le commerce en gros et détail des substances plastiques de toutes sortes et dérivées et des articles faits totalement ou en partie de ces substances ou autres semblables, sous le nom de "Allied Extrusions Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3140, rue Dessaulles, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10289-59)

Allied Extrusions Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1959, incorporating: Bruno Lainesse, industrialist, of Douville, Marcel Gaudette, industrialist, Gaston Gaudette, merchant, both of Saint Hyacinthe, and Ronald Keeling, industrialist, of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

To manufacture and generally carry on the wholesale and retail business of plastic substances of all kinds and derivatives thereof, articles made in whole or in part of said substances or similar thereto, under the name of "Allied Extrusions Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3140 Dessaulles Street, Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10313-59)

**AMaBaie Proprietors League, Incorporated
La Ligue des Propriétaires d'AMaBaie,
Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Gagnon, avocat, Crawford E. Johnson, comptable, Jean-Louis Bourret, ingénieur public, Charles Bastien, technicien, John E. K. Decorwin, ingénieur industriel, Claude Brisebois, vendeur, Jack R. Burnside, administrateur, R. John Martin, technicien, Gordon Maybury, John Phillips et Maurice Lacroix, administrateurs, tous de la ville de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Représenter les intérêts des membres possédant des propriétés et promouvoir l'embellissement d'AMaBaie, supporter les problèmes de son urbanisme et pourvoir au bien-être de ses habitants, sous le nom de "AMaBaie Proprietors League, Incorporated — La Ligue des Propriétaires d'AMaBaie, Incorporée".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à AMaBaie, ville de Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10313-59)

**AMaBaie Proprietors League, Incorporated
La Ligue des Propriétaires d'AMaBaie,
Incorporée**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Gagnon, lawyer, Crawford E. Johnson, accountant, Jean-Louis Bourret, public engineer, Charles Bastien, technician, John E. K. Decorwin, industrial engineer, Claude Brisebois, salesman, Jack R. Burnside, administrator, R. John Martin, technician, Gordon Maybury, John Phillips and Maurice Lacroix, executives, all of the town of Pierrefonds, for the following purposes:

To represent the members property owners' interests and to promote the beautifying of AMaBaie, sponsor its urbanism and the welfare of its inhabitants, under the name of "AMaBaie Proprietors League, Incorporated — La Ligue des Propriétaires d'AMaBaie, Incorporée".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at AMaBaie, town of Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14510-58)

Bijouterie Charles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1959, constituant en corporation: Charles Allaire, horloger-bijoutier, Lucien Thinel et Jean-Yves Filfe, avocats, tous de St-Jérôme, pour les objets suivants:

(A.G. 14510-58)

Bijouterie Charles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1959, incorporating: Charles Allaire, clock-maker-jeweller, Lucien Thinel, and Jean-Yves Filfe, advocates, all of St-Jérôme, for the following purposes:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de "Bijouterie Charles Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14792-58)

Blue Top Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Guy Girard, notaire, d'Outremont, Jeannine Deschamps Picotte, veuve, secrétaire et Lucien Pépin, notaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Blue Top Co. Ltd.", avec un capital total de \$45,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6690 Upper Lachine Rd., Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10575-59)

Bonlac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1959, constituant en corporation: Jacqueline Eyquem Aubry, Giselle Dufresne, secrétaires, et Lucille Blais Lambert, ménagère, toutes filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Bonlac Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10385-59)

Boxbar Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1959, constituant en corporation: Harold Lande, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Joseph Samuel Caplan, de Montréal, et Solomon Weber, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce d'immeubles, et développement de terrains, sous le nom de "Boxbar Investments Ltd.", avec un capital total

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, manufacturers of watches and in other similar business, under the name of "Bijouterie Charles Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14792-58)

Blue Top Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Guy Girard, notary, of Outremont, Jeannine Deschamps Picotte, widow, secretary, and Lucien Pépin, notary, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Blue Top Co. Ltd.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6690 Upper Lachine Rd., Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third of December, 1958.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10575-59)

Bonlac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February 1959, incorporating: Jacqueline Eyquem Aubry, Giselle Dufresne, secretaries, and Lucille Blais Lambert, housekeeper, all filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Bonlac Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10385-59)

Boxbar Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1959, incorporating: Harold Lande, Queen's Counsel, of Westmount, Joseph Samuel Caplan, of Montreal, and Solomon Weber, Queen's Counsel, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To engage in the real estate and land development business, under the name of "Boxbar Investments Ltd.", with a total capital stock of

de \$30,000, divisé en 3,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10573-59)

Brunet Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1959, constituant en corporation: Jean-Jacques Brunet, électricien, Aure Brunet, menuisier, et Rollande Laframboise Brunet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Jacques Brunet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de l'Ile Bizard, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce d'entrepreneur électricien, sous le nom de "Brunet Electric Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 226, rue Dupont, Ile Bizard, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14029-58)

**Buanderie Paquette Ltée
Paquette Laundry Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Annette Lessard, veuve, employée de buanderie, de Laval-des-Rapides, Moe Liberman, comptable, et Gloria Bell, sténographe, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pourvoyeurs d'uniformes, tabliers, serviettes et toiles de toutes sortes moyennant location et le commerce général de buanderie, sous le nom de "Buanderie Paquette Ltée — Paquette Laundry Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10420-59)

Camélia Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1959, constituant en corporation: Séverin Lachapelle, Louis Rémillard, avocats, et Gilles Blais, étudiant, tous de Québec, pour les objets suivants:

\$30,000, divided into 3,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10573-59)

Brunet Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1959, incorporating: Jean-Jacques Brunet, electrician, Aure Brunet, carpenter, and Rollande Laframboise Brunet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Jacques Brunet, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Ile Bizard, for the following purposes:

To generally carry on the business of master electrician, under the name of "Brunet Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 226 Dupont Street, Ile Bizard, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14029-58)

**Buanderie Paquette Ltée
Paquette Laundry Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Annette Lessard, widow, laundry operator, of Laval-des-Rapides, Moe Liberman, accountant, and Gloria Bell, stenographer, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a supplier of coats, aprons, towels and linens of all kinds on a rental basis and the business of a general laundry, under the name of "Buanderie Paquette Ltée — Paquette Laundry Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10420-59)

Camélia Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1959, incorporating: Séverin Lachapelle, Louis Rémillard, advocates, and Gilles Blais, student, all of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce de fleuriste, pépiniériste et cultivateur de graines, sous le nom de "Camélia Inc.", avec un capital total de \$39,000, divisé en 90 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1055, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10119-59)

Cedarbrook Golf & Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Harry Shurnik, dentiste, de la ville Côte St-Luc, Oscar Dash, vendeur, Albert Gomberg, avocat, tous deux de Montréal, et Emmanuel Veinish, comptable agréé, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Promouvoir, exploiter et gérer un club de golf et champêtre, sous le nom de "Cedarbrook Golf & Country Club Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à 1449 rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10139-59)

Column Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1959, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce d'immeubles et développement de terrains, sous le nom de "Column Realty Corporation", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 14450-58)

Danhar Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Harry A. Singerman, Daniel Freedman, tous deux marchands, et Sam Abramovitch, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on the business of florist, nurseryman and seed grower, under the name of "Camélia Inc.", with a total capital stock of \$39,000, divided into 90 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1055 St. John Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10119-59)

Cedarbrook Golf & Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Harry Shurnik, dentist, of the town of Côte St. Luc, Oscar Dash, salesman, Albert Gomberg, advocate, both of Montreal, and Emmanuel Veinish, chartered accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To promote, operate and manage a golf and country club, under the name of "Cedarbrook Golf & Country Club Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at 1449 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10139-59)

Column Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1959, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin and Arthur Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To engage in the real estate and land development business, under the name of "Column Realty Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14450-58)

Danhar Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Harry A. Singerman, Daniel Freedman, both merchants, and Sam Abramovitch, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Danhar Investments Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 14295-58)

Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept novembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Esther McDonnell, vendeuse, majeure, épouse de Christopher McDonnell, et dûment autorisée, Catherine McQuade, ménagère, majeure, épouse de Michael McQuade, et dûment autorisée, Susan Mullan, ménagère, fille majeure, Mary Ryan commis de banque, fille majeure, tous quatre de Montréal, et Margaret Kearney, sténographe, fille majeure, de Lachine, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager des relations plus étroites entre les membres qui sont récemment arrivés d'Irlande et les canadiens de naissance qui sont d'origine irlandaise, sous le nom de "Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 12089-58)

Debneda Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Hyman Schwartzbein, comptable agréé, Laure Schwartzbein, ménagère épouse séparée de biens dudit Hyman Schwartzbein, tous deux de la ville de Hampstead, et Harold Lande, avocat et conseil en loi de la Reine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en immeubles, sous le nom de "Debneda Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

To act as an investment company, under the name of "Danhar Investments Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14295-58)

Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Esther McDonnell, saleslady, of age, wife of Christopher McDonnell, and duly authorized, Catherine McQuade, housewife, of age, wife of Michael McQuade, and duly authorized, Susan Mullan, housekeeper, spinster of age, Mary Ryan, bank clerk, spinster of age, all four of Montreal, and Margaret Kearney, stenographer, spinster of age, of Lachine, for the following purposes:

To promote and encourage closer ties between the members who are new arrivals from Ireland and those of Irish extraction who are Canadians by birth, under the name of "Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1958.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12089-58)

Debneda Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Hyman Schwartzbein, chartered accountant, Laure Schwartzbein, housewife, wife separate as to property of the said Hyman Schwartzbein, both of the town of Hampstead, and Harold Lande, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers, under the name of "Debneda Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14370-58)

Du Bois Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix février 1959, constituant en corporation: Gabriel B. Longtin, optométriste, de Verdun, Jean Hayeur, gérant général, de St-Michel, et Françoise Ouimet, institutrice, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "Du Bois Enterprises Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8385, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 14370-58)

Du Bois Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1959, incorporating: Gabriel B. Longtin, optometrist, of Verdun, Jean Hayeur, general manager, of St-Michel, and Françoise Ouimet, teacher, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company and real estate agents in all their specialties, under the name of "Du Bois Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 200 common shares of a par value of \$5 each and into 800 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 8385 Saint-Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10326-59)

Eli Brown Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières, sous le nom de "Eli Brown Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et un janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10326-59)

Eli Brown Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, both advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and immovable property, under the name of "Eli Brown Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10395-59)

Elsa Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1959, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Shirley Simon, Claude Morin, toutes deux secrétaires et Ellen Haggemueller, commis, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Elsa Realty Inc.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10395-59)

Elsa Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1959, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Shirley Simon, Claude Morin, both secretaries, and Ellen Haggemueller, clerk, all three filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Elsa Realty Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10261-59)

Embassy Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable agréé, Allan Colton, fabricant, et Abe Arick, agent d'immeubles, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, amélioration et construction, sous le nom de "Embassy Investment Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 14870-58)

Emcee Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, comptable agréé et Iown Lanteigne, sténographe, épouse séparée de biens de Roger Lanteigne, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'accessoires et fournitures pour hôtels et restaurants, sous le nom de "Emcee Industries Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 100 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,980 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10320-59)

Essgey Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler les affaires d'une compagnie d'immeubles, amélioration et développement, sous le nom de "Essgey Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10261-59)

Embassy Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1959, incorporating: Manuel Sachs, chartered accountant, Allan Colton, manufacturer, and Abe Arick, realtor, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, improvement and construction company, under the name of "Embassy Investment Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14870-58)

Emcee Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, chartered accountant, and Iown Lanteigne, stenographer, wife separate as to property of Roger Lanteigne, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of hotel and restaurant supplies and equipment, under the name of "Emcee Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$1 each, 100 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 3,980 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10320-59)

Essgey Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and development company, under the name of "Essgey Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14421-58)

Galerie Dresdnère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1959, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, de Montréal, Bernard Gardner, de Rosemere et Jules Leavitt, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Gérer une galerie d'art, sous le nom de "Galerie Dresdnère Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 14421-58)

Galerie Dresdnère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1959, incorporating: Sol Sidney Fels, of Montreal, Bernard Gardner, of Rosemere, and Jules Leavitt, of the town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To operate an art gallery, under the name of "Galerie Dresdnère Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,900 preferred shares of a par value of \$10 each and 100 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10520-59)

Galipeau Musique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1959, constituant en corporation: Arthur I. Shulman, Gregory Charlap, de Montréal, et Max Slapack, de la ville Côte St-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin d'articles de musique, sous le nom de "Galipeau Musique Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1480 est, rue Fleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10520-59)

Galipeau Musique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1959, incorporating: Arthur I. Shulman, Gregory Charlap, of Montreal, and Max Slapack, of the town of Côte St. Luc, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a music store, under the name of "Galipeau Musique Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1480 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10184-59)

Garage Marineau & Frères Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix février 1959, constituant en corporation: Onil Marineau, Roger Marineau et Marcel Marineau, tous mécaniciens, de Shawinigan, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage Marineau & Frères Incorporé", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10184-59)

Garage Marineau & Frères Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1959, incorporating: Onil Marineau, Roger Marineau and Marcel Marineau, all mechanics, of Shawinigan, for the following purposes:

To deal in automobiles and carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Marineau & Frères Incorporé", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10321-59)

Garden State Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 10321-59)

Garden State Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first

du vingt et un janvier 1959, constituant en corporation: Daniel Morris, Irving Halperin, avocats, Ernest Rashkovan, notaire et Edna Town, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents pour la vente d'immeubles, et autres biens de marchands en détail, firmes et corporations; exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Garden State Realities Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

day of January, 1959, incorporating: Daniel Morris, Irving Halperin, advocates, Ernest Tashkovan, notary, and Edna Town, stenographer, fille majeure et usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To act as agents for the sale of real estate and other assets of retail merchants, firms and corporations; to carry on business as general contractors and builders, under the name of "Garden State Realities Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10181-59)

Gatineau Sand & Gravel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1959, constituant en corporation: Fernand Philips, entrepreneur, Aurèle Gagnon, commerçant, et Maurice Dostaler, avocat, tous de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation de terrains contenant du gravier ou du sable et le commerce de marchands de gravier et de sable, sous le nom de "Gatineau Sand & Gravel Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 378, rue Notre-Dame Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10181-59)

Gatineau Sand & Gravel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1959, incorporating: Fernand Philips, contractor, Aurèle Gagnon, dealer, and Maurice Dostaler, advocate, all of Gatineau, for the following purposes:

To develop lands containing gravel or sand and carry on the business of gravel and sand merchants, under the name of "Gatineau Sand & Gravel Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 378 Notre Dame Street, Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14551-58)

G. R. Brick & Stone Work Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1959, constituant en corporation: Normand Gaudet, Raoul Rajotte, tous deux constructeurs, de Ste-Rose-Est, et Rolland Langlois, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "G. R. Brick & Stone Work Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose-Est, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 14551-58)

G. R. Brick & Stone Work Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1959, incorporating: Normand Gaudet, Raoul Rajotte, both builders, of Ste-Rose-East, and Rolland Langlois, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and as general building contractors, under the name of "G. R. Brick & Stone Work Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose-East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14937-58)

Guizot Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en cor-

(A.G. 14937-58)

Guizot Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Murray

poration: Murray Lapin, de la ville de Hampstead, Alan B. Gold et Sidney Cutler, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Guizot Investment Corporation", avec un capital total de \$1,006,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 10,000 actions privilégiées, catégorie "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie "B" d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 330 ouest, rue Guizot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10619-59)

H. Boivin Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1959, constituant en corporation: Hubert Boivin, entrepreneur, de Jonquière, Albert Cloutier et Jacqueline Boivin, secrétaires, célibataires, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "H. Boivin Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10301-59)

Heartlands Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, comptable, Philip Borrow, notaire, Jeanine L. Fobert, Ellen Anne Hurley et Freda Alexander, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Heartlands Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 410 rue St-Nicholas, chambre 403, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10323-59)

Hercules Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1959, constituant en cor-

Lapin, of the town of Hampstead, Alan B. Gold and Sidney Cutler, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Guizot Investment Corporation", with a total capital stock of \$1,006,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each, 10,000 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each and 1,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 330 Guizot Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10619-59)

H. Boivin Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1959, incorporating: Hubert Boivin, contractor, of Jonquière, Albert Cloutier and Jacqueline Boivin, secretaries, spinsters, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "H. Boivin Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10301-59)

Heartlands Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1959, incorporating: Avram Harold Garmaise, accountant, Philip Borrow, notary, Jeanine L. Fobert, Ellen Anne Hurley and Freda Alexander, secretaries, filles majeures all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Heartlands Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 410 St. Nicholas Street, Room 403, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10323-59)

Hercules Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1959, incorporating: Daniel King-

poration: Daniel Kingstone, Michael Greenblatt, tous deux avocats, Joseph Nuss, étudiant, et Katherine Ingledew, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Hercules Realty Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10536-59)

Hy-Bro Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1959, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Max Teitelbaum, avocats, et Miss Marilyn Denny, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Hy-Bro Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 265 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10492-59)

Jamar Holding Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Marc Jessop, de Ste-Foy, André Marceau et Jacques Marquis, de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Jamar Holding Co.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10264-59)

Janus Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Leo Rosentzweig, Stanley Taviss, William Levitt, Louis A. DeZwirek, conseil en loi de la Reine, tous les cinq avocats, Elizabeth Klougman, secrétaire,

stone, Michael Greenblatt, both advocates, Joseph Nuss, student, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Hercules Realty Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10536-59)

Hy-Bro Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1959, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Max Teitelbaum, advocates, and Miss Marilyn Denny, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Hy-Bro Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 265 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10492-59)

Jamar Holding Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1959, incorporating: Marc Jessop, of St. Foy, André Marceau and Jacques Marquis, of Québec, all advocates, for the following purposes:

To carry out the operations of a holding company, under the name of "Jamar Holding Co.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10264-59)

Janus Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Leo Rosentzweig, Stanley Taviss, William Levitt, Louis A. DeZwirek, Queen's Counsel, all five advocates, Elizabeth Klougman, secretary, spinster of the full age of

filles majeure, et Charles Schmitter, commis, tous les six de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Janus Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10259-59)

Jim's Car Wash Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Jimmy Magliulo, mécanicien, Anthony DePretis, agent d'assurances, et Giro Magliulo, laveur d'automobiles, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un poste de service et faire tous les travaux nécessaires à cette fin, sous le nom de "Jim's Car Wash Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1238 rue St-George, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 14495-58)

Kitchen-Aid Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trente janvier 1959, constituant en corporation: Roch Lussier, vendeur, Roger Lamarche, commis, tous deux de Granby, et Rosaire Carignan, vendeur, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce d'ustensiles de cuisine, appareils de cuisson et autres utilités domestiques, sous le nom de "Kitchen-Aid Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10461-59)

Koyan Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1959, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Harold S. Freeman, Daniel Morris, avocats, et Dorothy Martel, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement de terrains, sous le

majority, and Charles Schmitter, clerk, all six of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Janus Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10259-59)

Jim's Car Wash Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1959, incorporating: Jimmy Magliulo, mechanic, Anthony DePretis, insurance agent, and Giro Magliulo, car washer, all of Montreal, for the following purposes:

To operate an automobile service station and do all that is necessary for that purpose, under the name of "Jim's Car Wash Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1238 St. George Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14495-58)

Kitchen-Aid Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1959, incorporating: Roch Lussier, salesman, Roger Lamarche, clerk, both of Granby, and Rosaire Carignan, salesman, of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in kitchen utensils, cooking apparatus and other household utilities, under the name of "Kitchen-Aid Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10461-59)

Koyan Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1959, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Harold S. Freeman, Daniel Morris, advocates, and Dorothy Martel, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and land development company, under the name of

nom de "Koyan Development Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 14359-58)

La Construction Tadoussac Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1959, constituant en corporation: Raoul Plourde, entrepreneur, de Laterrière, Jean-Louis Gauthier, Léo Lessard, Roland Roy, commerçants, Wilfrid-E. Dugal, gérant, Jean-Arthur Lessard, rentier, et Antoine Dubuc, industriel, tous six de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "La Construction Tadoussac Limitée", avec un capital total de \$240,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10419-59)

Laguynet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1959, constituant en corporation: Wilfrid Lacasse, industriel, Gérard Brunet, administrateur, et Léo Guay, garagiste, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Laguynet Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6005, rue des Érables, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10497-59)

Lavigueur Assurance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1959, constituant en corporation: Gustave Lavigueur, courtier d'assurance agréé, Rita De Rome Lavigueur, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gustave Lavigueur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Jacques Lavigueur, étu-

"Koyan Development Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14359-58)

La Construction Tadoussac Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1959, incorporating: Raoul Plourde, contractor, of Laterrière, Jean-Louis Gauthier, Léo Lessard, Roland Roy, dealers, Wilfrid-E. Dugal, manager, Jean-Arthur Lessard, annuitant, and Antoine Dubuc, industrialist, all six of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors under the name of "La Construction Tadoussac Limitée", with a total capital stock of \$240,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10419-59)

Laguynet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1959, incorporating: Wilfrid Lacasse, industrialist, Gérard Brunet, executive, and Léo Guay, garage-keeper, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors; deal in real estate, under the name of "Laguynet Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 6005 des Érables Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10497-59)

Lavigueur Assurance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January 1959, incorporating: Gustave Lavigueur, chartered insurance broker, Rita De Rome Lavigueur, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gustave Lavigueur, and duly authorized by him for the purposes therein, Jacques Lavigueur, student,

diant, et Gilles de Billy, avocat et conseiller en loi de la Reine, tous de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses branches le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Lavigueur Assurance Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 372, rue Du Roi, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14361-58)

Le Prêt d'Honneur de Jonquière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze février 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Théogène Larouche, commis, Jean-Paul Vaillancourt, grossiste, et Alfred Carre, gérant, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux étudiants pauvres ou sans revenus suffisants pour payer leurs études, sous le nom de "Le Prêt d'Honneur de Jonquière Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 13672-58)

Le Publicité-Club de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Bouchard, de Westmount, Mariette Mineau, célibataire majeure, Jean Tougas, René-L. Caron, Yves Mercier, Paul-A. Audet, tous cinq de Montréal, Thérèse Côté, célibataire majeure, de Saint-Laurent, et Roger Neron, de Châteauguay (Station), tous publicitaires, pour les objets suivants:

Sans but pécuniaire, se consacrer au soutien, à l'avancement, au rayonnement de la profession de publicitaire, ainsi qu'à l'étude et à la défense des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres, publicitaires professionnels francophones, suivant la définition qui apparaît aux règlements de la société, sous le nom de "Le Publicité-Club de Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

and Gilles de Billy, advocate and Queen's Counsel, all of Sillery, for the following purposes:

To carry on, in all its branches, the business of insurance brokers and agents, under the name of "Lavigueur Assurance Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 372 Du Roi Street, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14361-58)

Le Prêt d'Honneur de Jonquière Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Théogène Larouche, clerk, Jean-Paul Vaillancourt, wholesale dealer, and Alfred Carre, manager, all of Jonquière, for the following purposes:

To form an association in order to assist needy students or those without sufficient means of paying their tuition, under the name of "Le Prêt d'Honneur de Jonquière Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13672-58)

Le Publicité-Club de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Bouchard, of Westmount, Mariette Mineau, spinster of full age, Jean Tougas, René-L. Caron, Yves Mercier, Paul-A. Audet, all five of Montreal, Thérèse Côté, spinster of full age, of Saint-Laurent, and Roger Neron, of Châteauguay (Station), all publicists, for the following purposes:

Without any pecuniary motive, to be dedicated towards the support, advancement, extension of the publicity profession as well as for the study and defence of the professional, economical, social and moral interests of its members, professional French-speaking publicists, according to the definition which appears in the by-laws of the association, under the name of "Le Publicité-Club de Montréal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10361-59)

Les Entreprises Hull-Gatineau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1959, constituant en corporation: Romain Benoit, Germain Benoit, Conrad Benoit, Jérôme Benoit, tous quatre entrepreneurs en construction, de Hull-Sud, et Gaston St-Amand, agent d'immeubles, de Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de "Les Entreprises Hull-Gatineau Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 445, rue Plouffe, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10608-59)

Les Granits du Lac Saguay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six janvier 1959, constituant en corporation: Guy Simard, vendeur, de Ville LaSalle, Jeannette Cyr, comptable, fille majeure, et Claude Simard, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleur de pierres et de manufacturier de pierres artificielles, sous le nom de "Les Granits du Lac Saguay Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 20,000 actions communes de \$1 chacune et en 550 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac Des Écorces, comté de Labelle, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le six janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14794-58)

Les Immeubles Gaudreault & Gagnon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Henri Gagnon, courtier en assurance, Isidore Gaudreault, inspecteur, Annette Gaudreault, ménagère, fille majeure, tous trois de Chicoutimi, et Gaston Gagnon, courtier en assurance, de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Commerce de biens immobiliers de toutes sortes, sous le nom de "Les Immeubles Gaudreault & Gagnon Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10361-59)

Les Entreprises Hull-Gatineau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1959, incorporating: Romain Benoit, Germain Benoit, Conrad Benoit, Jérôme Benoit, all four building contractors, of Hull-South, and Gaston St-Amand, real estate agent, of Gatineau, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Hull-Gatineau Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 445 Plouffe Street, Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10608-59)

Les Granits du Lac Saguay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of January, 1959, incorporating: Guy Simard, salesman, of Ville LaSalle, Jeannette Cyr, accountant, spinster of full age, Claude Simard, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as stone-cutter and of manufacturer of artificial stones, under the name of "Les Granits du Lac Saguay Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 550 preferred "A" category of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Lac des Écorces, county of Labelle, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14794-58)

Les Immeubles Gaudreault & Gagnon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1959, incorporating: Henri Gagnon, insurance broker, Isidore Gaudreault, inspector, Annette Gaudreault, housewife, spinster, all three of Chicoutimi, and Gaston Gagnon, insurance broker, of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of immoveable property, under the name of "Les Immeubles Gaudreault & Gagnon Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10493-59)

Les Pavages Laurentiens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Paul-E. Côté, entrepreneur, de Sacré-Coeur, Philippe Michaud, comptable agréé, et Thérèse Canuel, secrétaire, célibataire, tous deux de Rimouski, pour les objets suivants:

Exécuter des travaux de construction et réparations de routes, de pavage d'asphalte et exploiter une carrière de pierre, sous le nom de "Les Pavages Laurentiens Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sacré-Coeur, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10493-59)

Les Pavages Laurentiens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1959, incorporating: Paul-E. Côté, contractor, of Sacré-Coeur, Philippe Michaud, chartered accountant, and Thérèse Canuel, secretary, spinster, both of Rimouski, for the following purposes:

To execute construction work and road repairs, asphalt paving, and to operate a stone quarry, under the name of "Les Pavages Laurentiens Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sacré-Coeur, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10532-59)

Les Pétroles Maskoutains Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1959, constituant en corporation: Jean Montplaisir, avocat, Jacqueline Laurendeau, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Marcel Landry, avocat, de Montée Pré-Vert, Beloeil, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de garage en général, sous le nom de "Les Pétroles Maskoutains Limitée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 824, rue Centrale, Saint-Joseph-de-Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10532-59)

Les Pétroles Maskoutains Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1959, incorporating: Jean Montplaisir, advocate, Jacqueline Laurendeau, secretary, spinster, both of Montreal, and Marcel Landry, advocate, of Montée Pré-Vert, Beloeil, for the following purposes:

To carry on a general garage business under the name of "Les Pétroles Maskoutains Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 824 Centrale Street, Saint-Joseph-de-Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10268-59)

Lomaly Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, Joseph Nuss, étudiant, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Lomaly Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10268-59)

Lomaly Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, Joseph Nuss, student, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lomaly Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$1 each, 1,000 preferred shares of a par value of \$1 each and 3,850 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10382-59)

Lord Auto Parts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1959, constituant en corporation: Paul-Émile Lord, vendeur, Janine Riverin et Fleuret Riverin, secrétaires, filles majeures, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Lord Auto Parts Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10382-59)

Lord Auto Parts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1959, incorporating: Paul-Émile Lord, salesman, Janine Riverin and Fleuret Riverin, secretaries, spinsters of full age, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and to carry on business as garage-keepers, under the name of "Lord Auto Parts Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1959.

50084 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10604-59)

Lucien Brouillette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1959, constituant en corporation: Damase Brissette, André St-Jacques, avocats, tous deux de Longueuil, et Lucien Brouillette, homme d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire toutes les opérations de recherches, forage, raffinage, fabrication, canalisation, achats, transport et généralement commerce d'huiles, graisse, pétrole et de tous leurs produits et du gaz naturel, sous le nom de "Lucien Brouillette Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10604-59)

Lucien Brouillette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1959, incorporating: Damase Brissette, André St-Jacques, advocates, both of Longueuil, and Lucien Brouillette, business man, of Montreal, for the following purposes:

To carry on all research, drilling, refining, manufacturing, canalization, purchase, transportation operations and to generally deal in oils, grease, petrol and in all their products and natural gas, under the name of "Lucien Brouillette Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1959.

50084 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10542-59)

Mac Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Mac Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 5,000 actions, catégorie "A" de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10542-59)

Mac Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1959, incorporating: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Mac Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each, 5,000 Class "A" shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1959.

50084-o P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10594-59)

Mathers Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1959, constituant en corporation: Gérard Nepveu, secrétaire, d'Outremont, Jean-Guy Mathers, entrepreneur et constructeur, et Juliette Renaud, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Mathers, tous deux de St-Eustache-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur, constructeur général, dessinateur, compilateur, expert, dans les constructions, réparations, améliorations, gestions de tous immeubles quelconques, sous le nom de "Mathers Realities Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10594-59)

Mathers Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February 1959, incorporating: Gérard Nepveu, secretary, of Outremont, Jean-Guy Mathers, contractor and builder, and Juliette Renaud, housewife, wife of the said Jean-Guy Mathers, both of St. Eustache-sur-le-Lac, for the following purposes:

To act as contractor, general builder, draftsman, compiler, expert, in construction work, repairing, improving and managing of all immovables whatsoever, under the name of "Mathers Realities Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint Eustache, county of Two-Mountains, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10026-59)

Maxaar Realty & Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1959, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Shirley Simon, Claude Morin, secrétaires, et Ellen Haggemueller, commis, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Maxaar Realty & Investment Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10026-59)

Maxaar Realty & Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1959, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Shirley Simon, Claude Morin, secretaries, and Ellen Haggemueller, clerk, all three filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Maxaar Realty & Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10235-59)

M. C. Houle Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix février 1959, constituant en corporation: Marcel-Clément Houle, Joseph-Jean-Marie-Benoit Houle, vendeurs, tous deux de Shawinigan-Sud, et Lionel-Joseph Janna, comptable agréé, de Shawinigan, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "M. C. Houle Auto Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10235-59)

M. C. Houle Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1959, incorporating: Marcel-Clément Houle, Joseph-Jean-Marie-Benoit Houle, salesmen, both of Shawinigan-South, and Lionel-Joseph Janna, chartered accountant, of Shawinigan, for the following purposes:

To deal in automobiles and carry on business as garage-keepers, under the name of "M. C. Houle Auto Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10486-59)

McLabCo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1959, constituant en corporation: Jules Labarre, chimiste, de Montréal, Germain McAvoy, pharmacien, de Longueuil, et Louis Coderre, bourgeois, de Sillery, pour les objets suivants:

Fabriquer, vendre et faire le commerce en gros de spécialités médicales, de préparations pharmaceutiques et médicales, d'instruments, appareils et matériel scientifiques, sous le nom de "McLabCo Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 60, boulevard Marie Victorin, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10486-59)

McLabCo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1959, incorporating: Jules Labarre, chemist, of Montreal, Germain McAvoy, pharmacist, of Longueuil, and Louis Coderre, gentleman, of Sillery, for the following purposes:

To manufacture, sell and carry on a wholesale business of medical specialties, pharmaceutical and medical preparations, scientific instruments, appliances and material, under the name of "McLabCo Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 60, Marie Victorin Boulevard, Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14848-58)

Meath Investment Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1959, constituant en corporation: Gilles Beaupré, Patricia Pitman, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Robert Munro, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Acheter, louer et autrement acquérir, détenir, améliorer, développer, entretenir, transformer, prendre en location, exploiter, gérer, utiliser et hypothéquer, nantir et autrement grever des propriétés immobilières et tous intérêts et droits en icelles, sous le nom de "Meath Investment Company", avec un capital total de \$9,000, divisé en 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 14848-58)

Meath Investment Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1959, incorporating: Gilles Beaupré, Patricia Pitman, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Robert Munro, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To purchase, lease and otherwise acquire, to hold, improve, develop, maintain, alter, rent, operate, manage, use and to mortgage, charge and otherwise encumber real property and any interest and right therein, under the name of "Meath Investment Company", with a total capital stock of \$9,000, divided into 900 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14681-58)

Mechanical Service & Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1959, constituant en corporation: Paul-S. Desautels, commerçant, Louis-Philippe Pilon, comptable, tous deux d'Arvida, et Louis-C. Roy, comptable, de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de moteurs, machines, de leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de "Mechanical Service & Sales Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

(A.G. 14681-58)

Mechanical Service & Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1959, incorporating: Paul-S. Desautels, tradesman, Louis-Philippe Pilon, accountant, both of Arvida, and Louis-C. Roy, accountant, of Ste-Foy, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in motors, machines, in the spare parts and accessories, and in other instruments and apparatus, under the name of "Mechanical Service & Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10546-59)

Mera Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1959, constituant en corporation: Neil Phillips, Yvonne Bélanger, et Sylvia Vineberg, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder y construire, et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placement, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte à ceux, sous le nom de "Mera Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10271-59)

Molson & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1959, constituant en corporation: Daniel Doheny, conseil en loi de la Reine Grand Hall Day, David Mackenzie et John Lawrence, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en placements et actions, souscripteurs à forfait et promoteurs, comme mandant, agent, courtier ou facteur, sous le nom de "Molson & Company Limited", avec un capital-actions, divisé en 50,000 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$1 chacune et 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités ne sera pas inférieur à \$200,000.

Le siège social de la compagnie sera à 485 rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10355-59)

Monik Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1959, constituant en corporation: Basil Danchyshyn, Gabriel Glazer, étudiants en droit, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement de terrains, sous le nom de "Monik Realty Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10546-59)

Mera Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1959, incorporating: Neil Phillips, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, both secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immovable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Mera Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10271-59)

Molson & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1959, incorporating: Daniel Doheny, Queen's Counsel, Grant Hall Day, David Mackenzie and John Lawrence, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of investment dealers, stockbrokers, underwriters and promoters, as principal, agent, broker or factor, under the name of "Molson & Company Limited", with a capital stock divided into 50,000 Class "A" preferred shares of a par value of \$10 each, 1,000 Class "B" preferred shares of a par value of \$1 each and 5,000 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than \$200,000.

The head office of the company will be at 485 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10355-59)

Monik Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1959, incorporating: Basil Danchyshyn, Gabriel Glazer, law students, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and land development company, under the name of "Monik Realty Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 1440 rue Towers, chambre 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10484-59)

Niagara Cyclo-Massage (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1959, constituant en corporation: Rosaire Cormier, distributeur, Marc Jessop, avocat, tous deux de Ste-Foy, et Jacques Marquis, avocat, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils de massages et accessoires électriques de tous genres et plus spécialement d'appareils Cyclo-Massage Niagara, sous le nom de "Niagara Cyclo-Massage (Quebec) Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14272-58)

Northway Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1959, constituant en corporation: Norman Butcher, agent d'immeubles, Marjorie Anderson Butcher, ménagère, épouse séparée de biens dudit Norman Butcher, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et John McDougall, avocat, tous de Rosemère, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce d'immeubles, terrains, et développement, sous le nom de "Northway Realities Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10586-59)

Oakdale Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1959, constituant en corporation: Ben Zion Goldstein, marchand, Jack Greenstein, avocat, et Pinchas Blitt, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Oakdale Realty Co.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at 1440 Towers Street, room 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10484-59)

Niagara Cyclo-Massage (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1959, incorporating: Rosaire Cormier, distributor, Marc Jessop, advocate, both of Ste-Foy, and Jacques Marquis, advocate, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in appliances for massage and electrical appliances of all kinds and more especially in Cyclo-Massage Niagara apparatus, under the name of "Niagara Cyclo-Massage (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14272-58)

Northway Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1959, incorporating: Norman Butcher, realtor, Marjorie Anderson Butcher, housewife, wife separate as to property of the said Norman Butcher, and duly authorized by him for these purposes, and John McDougall, advocate, all of Rosemère, for the following purposes:

To engage in the real estate and land development business, under the name of "Northway Realities Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10586-59)

Oakdale Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1959, incorporating: Ben Zion Goldstein, merchant, Jack Greenstein, advocate, and Pinchas Blitt, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty company, under the name of "Oakdale Realty Co.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10460-59)

One Eighty Six Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Ben Zion Goldstein, marchand, Jack Greenstein, avocat, et Pinchas Blitt, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire en général le commerce et le négoce de terrains, constructions et autres propriétés immobilières et droits, sous le nom de "One Eighty Six Investment Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10460-59)

One Eighty Six Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1959, incorporating: Ben Zion Goldstein, merchant, Jack Greenstein, advocate, and Pinchas Blitt, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To generally deal and traffic in lands, buildings, or other immoveable property and rights, under the name of "One Eighty Six Investment Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each and 800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10338-59)

Oxford Mortgage Brokers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1959, constituant en corporation: Ben Zion Goldstein, marchand, Jack Greenstein, avocat, et Pinchas Blitt, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers en placements d'emprunt, hypothèques et nantissements et pour l'achat la vente et l'amélioration de toutes propriétés immobilières, commerces ou entreprises, sous le nom de "Oxford Mortgage Brokers Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50048 P. FRENETTE.

(A.G. 10338-59)

Oxford Mortgage Brokers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1959, incorporating: Ben Zion Goldstein, merchant, Jack Greenstein, advocate, and Pinchas Blitt, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To act as agents and brokers for the placement of loans, mortgages and hypothecs and for the purchase, sale, improvement of any immoveable property, business or undertaking, under the name of "Oxford Mortgage Brokers Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each and 800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13673-58)

P. David Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1959, constituant en corporation: Rosario Genest, avocat, d'Outremont, Jean-Paul Bergeron, avocat, de Montréal-Ouest, et Annette Lafleur, secrétaire, célibataire majeure, de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "P. David Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Marguerite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 13673-58)

P. David Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1959, incorporating: Rosario Genest, advocate, of Outremont, Jean-Paul Bergeron, advocate, of Montreal-West, and Annette Lafleur, spinster of full age, of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as contractors in construction work, under the name of "P. David Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Marguerite, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12107-58)

Pointe Claire Pre-School Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1959, constituant en corporation sans capital-actions: A. Keith Bartram, ingénieur en métallurgie, John Cawley, gérant de ventes, Chester E. Petite, ingénieur de ventes, Curzon R. Ostrom, ingénieur, Francis W. Judge, consultant, William T. Farrell, président, D. Harvie Hay, économiste, Richard T. Forrest, employé d'une ligne aérienne, et Aubrey Goodman, secrétaire, tous de Pointe Claire, pour les objets suivants:

Exploiter une ou plusieurs écoles consacrées à l'éducation des jeunes enfants et/ou écoles maternelles sur une base de coopération et sans but rémunérateur, sous le nom de "Pointe Claire Pre-School Association".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à 15D, avenue Cartier, Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 12107-58)

Pointe Claire Pre-School Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: A. Keith Bartram, metallurgical engineer, John Cawley, sales manager, Chester E. Petite, sales engineer, Curzon R. Ostrom, engineer, Francis W. Judge, consultant, William T. Farrell, president, D. Harvie Hay, economist, Richard T. Forrest, airline employee, and Aubrey Goodman, secretary, all of Pointe Claire, for the following purposes:

To operate one or more nursery schools and/or kindergartens on a co-operative basis and with a non-profit making motive, under the name of "Pointe Claire Pre-School Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 15D Cartier Avenue, Pointe Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10386-59)

Port Cartier Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1959, constituant en corporation: Camil Noël, avocat et conseil en loi de la Reine, Jacques-R. Alleyn, Claude Rioux, avocats, Agathe Ferron et Charlotte-C. Delisle, secrétaires, céditaires, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises; exercer le commerce d'automobiles et de moyens de transport de toutes sortes et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Port Cartier Transport Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$20 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Cartier, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10386-59)

Port Cartier Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1959, incorporating: Camil Noël, advocate and Queen's Counsel, Jacques-R. Alleyn, Claude Rioux, advocates, Agathe Ferron and Charlotte-C. Delisle, secretaries, spinsters, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of forwarding passengers and goods; deal in automobiles and means of transportation of all kinds, and carry on business as garage-keepers, under the name of "Port Cartier Transport Inc."; with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$20 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Port-Cartier, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10398-59)

Precast Marble & Stone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix février 1959, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, J.-Clovis Dagenais, avocat et conseil en loi de la Reine, et Lorraine Côté, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de marbre, pierre et autres matériaux de construction, sous le nom de "Precast Marble & Stone Inc.", avec un capital total de

(A.G. 10398-59)

Precast Marble & Stone Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1959, incorporating: Lucien Roux, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, J.-Clovis Dagenais, advocate and Queen's Counsel, and Lorraine Côté, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

Deal in marble, stone and other building materials, under the name of "Precast Marble & Stone Inc.", with a total capital stock of

\$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10672-59)

Price Brothers Paperboard Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix février 1959, constituant en corporation: Joseph-Pierre Augustin Gravel, conseil en loi de la Reine, François de Billy Gravel, John D'Arcy Asselin, tous trois avocats, Ethel Margaret McCallum, secrétaire, et Alice Fleury, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Produire et faire le commerce de bois de charpente, papier, carton, pulpe, bois de pulpe et tous autres ingrédients utilisés dans la fabrication du papier, carton et marchandises en bois en général sous le nom de "Price Brothers Paperboard Corporation", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 65 rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10142-59)

**Provincial Molybdenum Corporation,
Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minière de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1959, constituant en corporation: Saul Charles Emmanuel Melkman, exploitant minier, Samuel Grant, marchand, Charles Holdstock, avocat, tous trois de Montréal, George Freeman Mc Neill, commandant de la force aérienne, Arthur Charles Melkman, gérant de ventes, tous deux de Como, Floyd Keith Henry, commandant de la force aérienne, de Ste-Adèle-en-Haut, et Leslie Ross Mc Kenzie, marchand, de Moose Jaw, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Provincial Molybdenum Corporation, Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 4,900,000 actions de \$1 chacune et 100,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à 3474 Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

\$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10672-59)

Price Brothers Paperboard Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1959, incorporating: Joseph-Pierre Augustin Gravel, Queen's Counsel, François de Billy Gravel, John D'Arcy Asselin, all three advocates, Ethel Margaret McCallum, secretary, and Alice Fleury, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber, paper, paperboard, pulp, pulpwood and all other ingredients used in connection with the manufacture of paper, paperboard and wood goods generally, under the name of "Price Brothers Paperboard Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 65 Ste. Ann Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10142-59)

**Provincial Molybdenum Corporation,
Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1959, incorporating: Saul Charles Emmanuel Melkman, Mine Operator, Samuel Grant, merchant, Charles Holdstock, advocate, all three of Montreal, George Freeman Mc Neill, air-commander, Arthur Charles Melkman, sales manager, both of Como, Floyd Keith Henry, air-commander, of Ste. Adèle-en-Haut, and Leslie Ross Mc Kenzie, merchant, of Moose Jaw, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Provincial Molybdenum Corporation, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 4,900,000 shares of \$1 each and 100,000 preferred shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its common shares.

The head office of the company will be at 3474 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14922-58)

**Publicité Rocaro Inc.
Rocaro Publicity Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze février 1959, constituant en corporation: Marcel Laurin, marchand, Rosaire Careau, imprimeur, Victorien Gauthier, comptable, tous trois de Québec, et Louis Fréchette, graveur, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimerie, de publicité et faire toutes autres opérations en découlant d'une manière générale, sous le nom de "Publicité Rocaro Inc. — Rocaro Publicity Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 14922-58)

**Publicité Rocaro Inc.
Rocaro Publicity Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1959, incorporating: Marcel Laurin, merchant, Rosaire Careau, printer, Victorien Gauthier, accountant, all three of Quebec, and Louis Fréchette, engraver, of Sillery, for the following purposes:

To carry on the business of printing, advertising and carry out all operations pertaining thereto in a general way, under the name of "Publicité Rocaro Inc. — Rocaro Publicity Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10618-59)

Quebec StereoSound Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1959, constituant en corporation: Laurent-P. Bolduc, avocat, Alberte Cloutier et Jacqueline Boivin, secrétaires, célibataires, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de radio, de télévision, phonographes, accessoires électriques, instruments de musique, sous le nom de "Quebec StereoSound Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10618-59)

Quebec StereoSound Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1959, incorporating: Laurent-P. Bolduc, advocate, Alberte Cloutier and Jacqueline Boivin, secretaries, spinsters, all of Quebec, for the following purposes:

Deal in radio and television sets, phonographs, electrical appliances, musical instruments, under the name of "Quebec StereoSound Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10600-59)

Quemont Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1959, constituant en corporation: Jean Rivard, avocat, Aline Denis, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Québec, et Lina Lemieux, secrétaire, célibataire majeure, de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Quemont Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10600-59)

Quemont Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1959, incorporating: Jean Rivard, advocate, Aline Denis, secretary, spinster of full age, both of Quebec, and Lina Lemieux, secretary, spinster of full age of Charlesbourg, for the following purposes:

To operate a business as builders and general contractors, under the name of "Quemont Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10576-59)

Restaurant Lamandé Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1959, constituant en corporation: Robert Beaudoin, comptable agréé, Madeleine Mercure, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Réjeanne Groulx, secrétaire, comptable, fille majeure, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Restaurant Lamandé Inc.", avec un capital divisé en 1,800 actions sans valeur au pair et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$19,000.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o. P. FRENETTE.

(P.G. 10303-59)

**Robar Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1959, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi de la Reine, Francis Joseph Dolan, comptable, Arthur Quesnel, commis, Mildred Murphy, ménagère, fille majeure, et Eleanor Hart, statisticienne, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais y compris des terrains d'huile, de gaz et gisements et les négocier, sous le nom de "Robar Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$6,000,000, divisé en 6,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10421-59)

Rolland Hallé Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1959, constituant en corporation: Rolland Hallé, Jacqueline Hallé, célibataire, tous deux de St-David, Lévis, et Marc Cantin, de Québec, tous professeurs, pour les objets suivants:

Exploiter et/ou autrement faire affaires comme hôteliers, restaurateurs et dirigeants d'écoles, studios et/ou institutions de danse, sous le nom de "Rolland Hallé Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

(A.G. 10576-59)

Restaurant Lamandé Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1959, incorporating: Robert Beaudoin, chartered accountant, Madeleine Mercure, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Réjeanne Groulx, secretary, accountant, fille majeure, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Restaurant Lamandé Inc.", with a capital stock divided into 1,800 shares without par value and 1,000 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company shall commence its operations shall be of at least \$19,000.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10303-59)

**Robar Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1959, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Francis Joseph Dolan, accountant, Arthur Quesnel, clerk, Mildred Murphy, housekeeper, unmarried woman of the full age of majority, and Eleanor Hart, statistician, unmarried woman of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, including oil and gas lands and deposits and to deal in same, under the name of "Robar Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$6,000,000, divided into 6,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10421-59)

Rolland Hallé Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1959, incorporating: Rolland Hallé, Jacqueline Hallé, spinster, both of St-David, Lévis, and Marc Cantin, of Quebec, all professors, for the following purposes:

To operate and/or otherwise carry on business as hotel-keepers, restaurateurs and school directors, studios and/or dancing institutions, under the name of "Rolland Hallé Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1157, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14540-58)

Roxboro Building Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1959, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove, Edward H. Bernfeld et Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire et exercer le commerce de démolisseurs, constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Roxboro Building Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 14552-58)

Royal Electric Sorel Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze février 1959, constituant en corporation: Fernand Lefebvre, maître-électricien, Mariette Crépeau, ménagère, épouse commune en biens dudit Fernand Lefebvre, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jacques Crépeau, électricien, tous de Sorel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de "Royal Electric Sorel Service Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 41, rue Roy, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10192-59)

Seaburt Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1959, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, comptable agréé, et Iown Lanteigne, sténographe, épouse séparée de biens de Roger Lanteigne, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger, améliorer, transformer et gérer des édifices et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Seaburt Ltd.",

The head office of the company will be at 1157 St-John Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14540-58)

Roxboro Building Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1959, incorporating: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove, Edward H. Bernfeld and Max Bernfeld, Queen's Counsel, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of demolishers, builders and contractors, under the name of "Roxboro Building Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14552-58)

Royal Electric Sorel Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1959, incorporating: Fernand Lefebvre, master-electrician, Mariette Crépeau, housewife, wife common as to property of the said Fernand Lefebvre, and duly authorized by him for the purposes therein, and Jacques Crépeau, electrician, all of Sorel, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, under the name of "Royal Electric Sorel Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 41 Roy Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10192-59)

Seaburt Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1959, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, chartered accountant, and Iown Lanteigne, stenographer, wife separate as to property of Roger Lanteigne, all of Montreal, for the following purposes:

To erect, improve, alter and manage buildings and deal in building materials, under the name of "Seaburt Ltd.", with a total capital stock of

avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

\$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10489-59)

Sherwood Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1959, constituant en corporation: John Maria Cerini, conseil en loi de la Reine, Paul-Denis Martel, tous deux de Montréal et Robert Learmont Jamieson, de Pointe Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de construction et de développement de terrains, sous le nom de "Sherwood Construction Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10489-59)

Sherwood Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1959, incorporating: John Maria Cerini, Queen's Counsel, Paul-Denis Martel, both of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and land development company, under the name of "Sherwood Construction Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14690-58)

Socquet Fortin Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1959, constituant en corporation: Guy Blanchette, Jean-L. Peloquin, avocats, et Claude Pinard, clerc, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Socquet Fortin Construction Ltée", avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et en 40,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 14690-58)

Socquet Fortin Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1959, incorporating: Guy Blanchette, Jean-L. Peloquin, advocates, and Claude Pinard, clerk, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors under the name of "Socquet Fortin Construction Ltée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and into 40,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10030-59)

South Parkways Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1959, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi de la Reine, Ben Schecter, Michael Awada, avocats, et Margaret McMartin, commis, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et placements, sous le nom de "South Parkways Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

(A.G. 10030-59)

South Parkways Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1959, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Ben Schecter, Michael Awada, advocates, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and investment company, under the name of "South Parkways Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à suite 903, 414 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10227-59)

Sunshine Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1959, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, avocats, et Annette Katz, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et réparateurs de vêtements, tissus, marchandises et fournitures de maison, sous le nom de "Sunshine Cleaners Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10448-59)

Téléphone de St-Honoré de Shenley Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Jean-Marie Champagne, Alphonse Dubé, Dominique Quirion, Bernadin Roy, cultivateurs, Paul Fortier, courrier, Paul Brousseau, industriel, et Georges Pelchat, maréchal-ferrant, tous de St-Honoré, pour les objets suivants:

Construire, louer, acquérir et exploiter, dans la paroisse de St-Honoré de Shenley et les environs, un réseau de téléphone électrique, sous le nom de "Téléphone de St-Honoré de Shenley Inc.", avec un capital total de \$39,000, divisé en 650 actions de \$60 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Honoré de Shenley, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10443-59)

The Larkin Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1959, constituant en corporation: Guy-Avon Larkin, courtier, William Larkin, courtier d'assurance, et Madame Aline Larkin, ménagère, épouse commune en biens dudit Guy-Avon Larkin, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "The Larkin Realty Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en

The head office of the company will be at Suite 903, 414 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10227-59)

Sunshine Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1959, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, advocates, and Annette Katz, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Sunshine Cleaners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10448-59)

Téléphone de St-Honoré de Shenley Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1959, incorporating: Jean-Marie Champagne, Alphonse Dubé, Dominique Quirion, Bernadin Roy, farmers, Paul Fortier, postman, Paul Brousseau, industrialist, and Georges Pelchat, blacksmith, all of St-Honoré, for the following purposes:

To build, rent, acquire and operate, in the parish of St-Honoré de Shenley and thereabouts, an electric telephone system under the name of "Téléphone de St-Honoré de Shenley Inc.", with a total capital stock of \$39,000, divided into 650 shares of \$60 each.

The head office of the company will be at Saint-Honoré de Shenley, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10443-59)

The Larkin Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1959, incorporating: Guy-Avon Larkin, broker, William Larkin, insurance broker, and Mrs. Aline Larkin, housewife, wife common as to property of the said Guy-Avon Larkin, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "The Larkin Realty Corp.", with a total capital stock of \$40,000,

10,000 actions communes de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 204, rue Wellington, nord, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10023-59)

Town-View Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1959, constituant en corporation: Max Slapack, Arthur Shulman, avocats, et Judith Fink, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général d'immeubles et gérer, exercer celui de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Town-View Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10224-59)

Tropicana Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, de la ville de Côte St-Luc, Moses Moscovitch, Irving L. Adessky, avocats, et Sema Black, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction générale, sous le nom de "Tropicana Realty Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 10231-59)

Trulator Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1959, constituant en corporation: Robert Harold Earle Walker, conseil en loi de la Reine, Charles Alexander Phelan et John Howard Gomery, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Trulator Realty Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

dividés en 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 204 Wellington Street, North, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10023-59)

Town-View Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1959, incorporating: Max Slapack, Arthur Shulman, advocates, and Judith Fink, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in real estate and to conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Town-View Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10224-59)

Tropicana Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1959, incorporating: Charles Brownstein, advocate, of the town of Côte St. Luc, Moses Moscovitch, Irving L. Adessky, advocates, and Sema Black, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate as a general construction company, under the name of "Tropicana Realty Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10231-59)

Trulator Realty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1959, incorporating: Robert Harold Earle Walker, Queen's Counsel, Charles Alexander Phelan and John Howard Gomery, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Trulator Realty Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 25,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10242-59)

Turcotte & Rainville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1959, constituant en corporation: Robert Rainville, Paul-Émile Turcotte, tous deux entrepreneurs, de Saint-Michel, Alphonse Éthier, entrepreneur, de Joliette, et Roland Pillenière, courtier, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de biens immobiliers de toutes sortes, sous le nom de "Turcotte & Rainville Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 1,300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7580, 9ième avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10242-59)

Turcotte & Rainville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1959, incorporating: Robert Rainville, Paul-Émile Turcotte, both contractors, of Saint-Michel, Alphonse Éthier, contractor, of Joliette, and Roland Pillenière, broker, of Longueuil, for the following purposes:

To deal in real estate of every nature and kind, under the name of "Turcotte & Rainville Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 1,300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7580, 9th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10285-59)

Valois Garden Apartments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1959, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, Samuel Chait, Maxwell Shenker, avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de placements, sous le nom de "Valois Garden Apartments Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5542 rue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10285-59)

Valois Garden Apartments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1959, incorporating: Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, Samuel Chait, Maxwell Shenker, advocates, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment corporation, under the name of "Valois Garden Apartments Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5542 Van Horne Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14203-58)

W. A. Bown Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1959, constituant en corporation: Harry Edward Grundy, Bartley Nelson Holtham, avocats et conseils en loi de la Reine, et Simone Sharpe, veuve, secrétaire, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Produire et faire le commerce de billots, bois de charpente et produits du bois, sous le nom de "W. A. Bown Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A.G. 14203-58)

W. A. Bown Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1959, incorporating: Harry Edward Grundy, Bartley Nelson Holtham, advocates and Queen's Counsels, and Simone Sharpe, widow, secretary, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in logs, timber and wood products, under the name of "W. A. Bown Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 750 common shares of a par value of \$100 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 28 rue Conley, Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(P.G. 14733-58)

3685 Peel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1959, constituant en corporation: Harold Lande, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Joseph Samuel Caplan, de Montréal, et Solomon Weber, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement de terrains, sous le nom de "3685 Peel Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at 28 Conley Street, Lennoxville, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14733-58)

3685 Peel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1959, incorporating: Harold Lande, Queen's Counsel, of Westmount, Joseph Samuel Caplan, of Montreal, and Solomon Weber, Queen's Counsel, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and land development company, under the name of "3685 Peel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 14673-58)

**Cement & Marble Industries Ltd.
Industries de Ciment & Marbre Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize février 1959, à la compagnie "Cement & Marble Quarry Products Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 décembre 1957, changeant son nom en celui de "Cement & Marble Industries Ltd.— Industries de Ciment & Marbre Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10182-59)

**Compositeurs Mont-Royal
Mount Royal Typesetters Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze février 1959, à la compagnie "Montreal Typesetters Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 18 mars 1958, changeant son nom en celui de "Compositeurs Mont-Royal — Mount Royal Typesetters Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 14673-58)

**Cement & Marble Industries Ltd.
Industries de Ciment & Marbre Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of February 1959, to the company "Cement & Marble Quarry Products Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 14, 1957, changing its name to that of "Cement & Marble Industries Ltd.— Industries de Ciment & Marbre Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10182-59)

**Compositeurs Mont-Royal
Mount Royal Typesetters Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of February, 1959, to the company "Montreal Typesetters Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 18, 1958, changing its name into that of "Compositeurs Mont-Royal — Mount Royal Typesetters Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10240-59)

Cusson Frères (Limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six février 1959, à la compagnie "Cusson Frères (Limitée)", subdivisant ses 499 actions ordinaires de \$100 chacune en 9,980 actions ordinaires de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10240-59)

Cusson Frères (Limitée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, dated the sixth day of February 1959, to the company "Cusson Frères (Limitée)", subdividing its 499 common shares of \$100 each into 9,980 common shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10218-59)

Diamond Taxicab Association Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 6 février 1959, à la compagnie "Diamond Taxicab Association Limited", 1) convertissant ses 5,000 actions catégorie "A" (membres) d'une valeur au pair de \$100 chacune en 5,000 actions catégorie "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2) rayant les paragraphes (3) et (4) de son règlement N° 17 confirmé par des lettres patentes supplémentaires datées du 30 avril 1953, et y substituant un nouveau paragraphe (3) ayant la conséquence, entre autres choses, de rayer les restrictions sur l'émission et le transfert des actions de la catégorie "A" et ordinaires de ladite compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6e jour de février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084 P. FRENETTE.

(A.G. 10218-59)

Diamond Taxicab Association Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, dated the 6th day of February, 1959, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Diamond Taxicab Association Limited", 1) converting its 5,000 class "A" (membership) shares of the par value of \$100 each into 5,000 class "A" shares of the par value of \$100 each; 2) deleting paragraphs (3) and (4) of its by-law No. 17, confirmed by supplementary letters patent dated April 30th, 1953, and substituting therefor a new paragraph (3) having the effect, amongst other things, of deleting the restrictions on the issuance and transfer of the class "A" and common shares of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10295-59)

Guy Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf janvier 1959, à la compagnie "Guy Building Corporation", augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10295-59)

Guy Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of January, 1959, to the company "Guy Building Corporation", increasing its capital stock from \$20,000 to \$120,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10579-59)

Hampstead Golf Club, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre février 1959, à la compagnie "Hampstead Golf Club, Inc.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10579-59)

Hampstead Golf Club, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of February, 1959, to the company "Hampstead Golf Club, Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10407-59)

Hart Business Forms Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois janvier 1959, à la compagnie "Hart Business Forms Ltd.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10407-59)

Hart Business Forms Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of January, 1959, to the company "Hart Business Forms Ltd.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13153-57)

Mount Pleasant Cemetery

Avis est, par les présentes, donné, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetières S.R.Q., 1941, chapitre 314 et des dispositions de la Loi des compagnies de Québec S.R.Q. 1941, chapitre 276, qu'il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 12 février 1959, amendant les lettres patentes de constitution en corporation de la compagnie "Mount Pleasant Cemetery" en y remplaçant les mots: "établir, entretenir et administrer un cimetière" par les mots: "établir, entretenir et administrer un cimetière et acquérir des terrains, les aliéner à cette fin, sous le nom de "Mount Pleasant Cemetery".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le douze février 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50084 JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 13153-57)

Mount Pleasant Cemetery

Notice is hereby given that, under the provisions of the Cemetery Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 314, and of the provisions of the Quebec Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, supplementary letters patent dated February 12th, 1959, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, amending the letters patent of incorporation of the company "Mount Pleasant Cemetery" by replacing therein the words "to establish, maintain and manage a cemetery" by the words: "to establish, maintain and manage a cemetery and to acquire land, to alienate same for that purpose, in the name of "Mount Pleasant Cemetery".

Given at the office of the Provincial Secretary, the twelfth day of February, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
50084-o Under Secretary of the Province.

(P.G. 14278-58)

Orchid Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre janvier 1959, à la compagnie "Orchid Fashions Inc.", convertissant et subdivisant 300 actions communes de \$100 chacune en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 14278-58)

Orchid Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the twenty-fourth day of January, 1959 to the company "Orchid Fashions Inc.", converting and subdividing 300 common shares of \$100 each into 3,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10008-59)

The Smokehouse Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix février 1959, à la compagnie "Smokehouse Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 7 décembre 1957, 1° réduisant son capital de \$40,000 à \$20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 2° changeant son nom en celui de "The Smokehouse Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(A.G. 10008-59)

The Smokehouse Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the tenth day of February 1959, to the company "Smokehouse Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 7, 1957, 1. decreasing its capital from the sum of \$40,000 to \$20,000, the cancelled share capital being divided into 2,000 preferred shares of \$10 each; 2. changing its name to that of "The Smokehouse Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 8941. Marie Anne Jeanson, épouse commune en biens de Gérard Boisvert, demanderesse, vs ledit Gérard Boisvert, de la paroisse de Valcourt, district de Bedford, défendeur.

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 8941. Marie Anne Jeanson, wife common as to property of Gérard Boisvert, plaintiff vs the said Gérard Boisvert, of the parish of Valcourt, district of Bedford, defendant.

AVIS

La demanderesse a formé contre son époux une demande en séparation de biens.

Sweetsburg, le 10 mars 1959.
Les Procureurs de la demanderesse,
50086-o NORMANDIN & LÉVEILLÉ.

NOTICE

The plaintiff has instituted an action in separation as to property against her husband.

Sweetsburg, March 10, 1959.
NORMANDIN & LÉVEILLÉ,
50086-o Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 468,092. Dame Clara Klein, aussi connu comme Claire Klein, modiste de la ville et du district de Montréal, et épouse commune en biens de Imre Juszysz, aussi connu comme Emery Justus, technicien, de la ville et du district de Montréal, demanderesse vs Imre Juszysz, aussi connu comme Emery Justus, technicien, de la ville et du district de Montréal, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 468,092. Dame Clara Klein, also known as Claire Klein, dress-maker, of the city and district of Montreal, and wife common as to property of and from Imre Juszysz, also known as Emery Justus, technician, of the city and district of Montreal, plaintiff vs Imre Juszysz, also known as Emery Justus, technician, of the city and district of Montreal, defendant.

AVIS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 février 1959.

Montréal, le 12 mars 1959.
Le Procureur de la demanderesse,
50096-o HARRY BLANSHAY.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 23rd of February, 1959.

Montreal, March 12th, 1959.
HARRY BLANSHAY,
50096-o Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 469,712. Dame Jacqueline Denis, fleuriste, épouse commune en biens de Jean Carignan, fleuriste, de la cité de Lachine, district de Montréal, a formé contre ce dernier une demande en séparation de biens.

Montréal, le 12 mars 1959.
(Signé) J. B. CARBONNEAU,
D.P.C.S.
Les Avocats de Dame Jacqueline Denis,
NOËL & BOYER. 50109-o

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 469,712. Dame Jacqueline Denis, florist, wife common as to property of Jean Carignan, florist, both of the city of Lachine, district of Montreal, has formulated against her husband an action in separation of property.

Montreal, March 12th, 1959.
(Signed) J. B. CARBONNEAU,
D.P.C.S.
NOËL & BOYER,
Attorneys for Dame Jacqueline Denis. 50109-o

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 128
Section "A"

Number 128
Part "A"

Québec, le 12 mars 1959.

Quebec, March 12, 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du verre dans la région de Québec.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the glass industry in the region of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du verre dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 878 du 2 août 1950 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the glass industry in the region of Québec, rendered obligatory by the decree Number 878 of August 2, 1950 and amendments, have petitioned the Minister of Labour

requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 janvier 1959;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 878, soit modifiée comme suit:

Le paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"a) Les taux minima de salaires suivants sont payables aux salariés des classifications ci-après mentionnées:

SECTION I		
Classification:	Salaire horaire Compagnon	
	Senior	Junior
1. Monteur	\$1.44	\$1.28
2. Biscuteur-graveur	1.44	1.25
3. Biscuteur	1.41	1.25
4. Tailleur de glace polie	1.41	1.20
5. Monteur d'unité isolante	1.41	1.20
6. Argenteur	1.36	1.20
7. Tailleur de verre à vitre	1.36	1.20
8. Mastiqueur	1.36	1.20
9. Opérateur de machine automatique à biseauter, polisseur d'égratignures, vérificateur	1.27	1.11

SECTION II		
Classification:	l'heure	
	Senior	Junior
1. Polisseur (disque horizontal ou vertical) polisseur de biseaux, polisseur (courroie) givreur, sableur	\$1.15	
2. Dessinateur	1.20	
3. Aspergeur, aide-aspergeur, aide-argenteur	1.08	
4. Expéditeur (plein temps)	1.25	
5. Empaqueur	1.13	
6. Conducteur de camion	1.18	
7. Aide d'entrepôt, aide-monteur	1.10	
8. Homme d'entretien	1.23	

50106-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 128
Section "B"

Québec, le 12 mars 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section "H" (Industrie des Ascenseurs) du décret numéro 314 du 27 mars 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du travail une requête à l'effet de sou-

to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 24, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 878, be amended as follows:

Paragraph "a" of article III is replaced by the following:

"a) The following shall be the minimum rates of wages payable to employees in the classifications hereunder mentioned:

PART I		
Classification:	Per hour	
	Senior	Junior
1. Setter	\$1.44	\$1.18
2. Beveler-engraver	1.44	1.25
3. Beveler	1.41	1.25
4. Plâte glass cutter	1.41	1.20
5. Insulating unit setter	1.41	1.20
6. Silverer	1.36	1.20
7. Window glass cutter	1.36	1.20
8. Putty Layer	1.36	1.20
9. Automatic bevelling machine operator, scratch polisher, examiner	1.27	1.11

PART II		
Classification:	Per hour	
	Senior	Junior
1. Polisher (horizontal or vertical wheel), buffer, belt worker, froster, sand polisher	\$1.15	
2. Draughtsman	1.20	
3. Spray painter, spray painter's helper, silverer's helper	1.08	
4. Shipper (full time)	1.25	
5. Packer	1.13	
6. Truck driver	1.18	
7. Warehouseman's helper, setter's helper	1.10	
8. Maintenance man	1.23	

50106-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 128
Part "B"

Québec, March 12, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Part "H" (Elevator Industry) of the decree number 314 of March 27, 1957 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and

mettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 janvier 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 314, soit modifié comme suit:

L'article IX de la section "H" (Industrie des Ascenseurs) est remplacé par le suivant:

"IX. Taux de salaires: Les taux minima des salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Mécanicien.....	\$2.78
Aide	1.95"

L. DÉSILETS,

50106-o Greffier de Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 128
Section "C"

Québec, le 12 mars 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante à l'arrêté en conseil numéro 643-B du 26 juin 1957, concernant des modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 janvier 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit arrêté en conseil, numéro 643-B, soit modifié comme suit:

Les taux de salaires pour la région de Montréal, apparaissant à l'amendement numéro 3° dudit arrêté sont remplacés par les suivants:

	Méca- cien	Aide
"Région de Montréal: comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la ré- gion de Québec.	\$2.78	\$1.95"

L. DÉSILETS,

50106-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 146
Section "A"

Québec, le 12 mars 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said-decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 24, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 314, be amended as follows:

Article IX of Part "H" (Elevator Industry) is replaced by the following:

"IX. Wage rates: The minimum wage rates shall be as follows:

	Hourly rates
Mechanic.....	\$2.78
Helper.....	1.95"

L. DÉSILETS,

50106-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 128
Part "C"

Québec, March 12, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to all the decrees governing the construction industry and trades in the province.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided in article 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to Order in Council number 643-B of June 26, 1957, concerning amendments to all the decrees governing the construction industry and trades in the province;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 24, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said Order in Council, number 643-B, be amended as follows:

The rates of wages for the region of Montreal, as mentioned in amendment number 3 of the said Order are replaced by the following:

	Me- chanic	Helper
"Montreal region: including the entire territory lying between the Hull region and the Quebec region.	\$2.78	\$1.95"

L. DÉSILETS,

50106-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 146
Part "A"

Québec, March 12, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Chicoutimi.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941, révisé par l'arrêté en conseil numéro 21-C du 9 janvier 1958, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Chicoutimi;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 octobre 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "b" de l'article X est remplacé par le suivant:

"b) Toute personne à laquelle est confié du travail à forfait ou à la pièce est un salarié pour les fins du décret si elle ne fournit les matériaux. Celui qui lui confie le travail est, pour les mêmes fins, son employeur et aussi l'employeur de tous les autres ouvriers embauchés par elle."

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

50106-o

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 146
Section "B"

Québec, le 12-mars 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail à l'effet de faire la substitution suivante dans la liste des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 novembre 1958;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 657, soit modifié comme suit:

"La Fraternité des Charpentiers-Menuisiers Unis d'Amérique, Local 1001, de Sainte-Thérèse de Blainville" cesse d'être partie contractante et est remplacée à ce titre par "Le Conseil provincial de Québec de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique."

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

50106-o

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the region of Chicoutimi.

WHEREAS, pursuant to the provisions provided in article 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council and amendment to Order in Council number 1743 of July 11, 1941, revised by Order in Council number 21-C of January 9, 1958, relating to the construction industry in the region of Chicoutimi;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 4, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

Paragraph "b" of article X is replaced by the following:

"b) Every person to whom job or piece work is given shall, for the purposes of the decree, be considered as an employee when such person does not supply the materials. The one giving the work shall, for the same purposes, be considered as that person's employer and as the employer of all other workers hired by the said person."

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

50106-o

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 146
Part "B"

Quebec, March 12, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the building trades in the counties of Terrebonne and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has been petitioned in order to have the following substitution effected in the enumeration of contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 657 of May 13, 1948 and amendments, relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 8, 1958;

WHEREAS the objections have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 657, be amended as follows:

"La Fraternité des Charpentiers-Menuisiers Unis d'Amérique, Local 1001, of Sainte Thérèse de Blainville" ceases to be a contracting party and is replaced, in that capacity, by the "Quebec Provincial Council of the United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America".

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

50106-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 146
Section "C"

Québec, le 12 mars 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Joliette.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Joliette, rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 18 avril 1946 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 décembre 1958;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1336, soit modifié comme suit:

1° Au paragraphe "j" de l'article I, les mots "à la caisse" sont biffés.

2° Le nouveau paragraphe "l" suivant est ajouté à l'article I:

"l) Le mot "caissière" désigne les personnes qui tiennent la caisse du magasin et qui agissent comme commis à l'occasion, mais qui ne font pas de comptabilité."

3° Le paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant:

"b) *Jurisdiction territoriale*: Le présent décret s'applique à la cité de Joliette et à la ville de l'Assomption et au territoire compris dans un rayon de trois (3) milles des limites d'icelles."

4° Le paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Heures de travail*: a) La semaine régulière de travail est de cinquante-et-une (51) heures réparties de la façon suivante:

Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

5° Les paragraphes "e", "f" et "h" de l'article III, sont remplacés par les suivants:

"e) Les heures de travail des 23 et 30 décembre sont de 8.00 a.m. à 9.00 p.m. Cependant, le travail peut être prolongé jusqu'à 10.00 p.m. lorsque Noël et le Jour de l'An tombent un dimanche."

"f) Les heures de travail des 24 et 31 décembre sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m."

"h) *Jours de fêtes chômés et payés*: Il n'y a pas de travail les jours ci-après mentionnés:

1° *Fêtes religieuses*: Le premier de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

2° *Fêtes légales*: La Saint-Jean-Baptiste ou le lendemain si cette fête tombe un dimanche, la Confédération, la fête du Travail, le Lundi de Pâques et le jour d'Actions-de-Grâces.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 146
Part "C"

Quebec, March 12, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees in the city of Joliette.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees in the city of Joliette, rendered obligatory by the decree number 1336 of April 18, 1946 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 27, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1336, be amended as follows:

1. In paragraph "j" of article I, the word "cash" is deleted.

2. The following new paragraph "l" is added to article I:

"l) The word "cashier" means a female person who collects and/or records payments of customers in the store. Such a person may, occasionally, do clerk's work but no accounting.

3. Paragraph "b" of article II is replaced by the following:

"b) *Territorial jurisdiction*: The present decree applies to the city of Joliette and the town of l'Assomption and to the territory comprised in a radius of three (3) miles around the limits thereof."

4. Paragraph "a" of article III is replaced by the following:

"III. *Hours of work*: a) The standard work week consists of fifty-one (51) hours distributed as follows:

On Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.;

On Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

5. Paragraphs "e", "f" and "h" of article III are replaced by the following:

"e) Working hours on December 23 and 30 shall be distributed between 8.00 a.m. and 9.00 p.m. However, hours may be worked until 10.00 p.m. when Christmas Day and New Year's Day, fall on a Sunday."

"f) Working hours on December 24 and 31 shall be distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m."

"h) *Days kept as holidays with pay*: No work shall be performed on the following days:

1. *Religious holidays*: New Year's Day, January 2, Epiphany, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day.

2. *Legal holidays*: St. John the Baptist Day or the day after should such holiday fall on Sunday, Confederation Day, Labour Day, Easter Monday and Thanksgiving Day.

3° Si l'une ou l'autre des fêtes de l'Épiphanie, l'Ascension, l'Action-de-Grâces, La Toussaint et l'Immaculée-Conception tombe un vendredi, le travail est permis ce jour-là de 9.00 à 9.00 p.m. et le lundi suivant cette fête doit être chômé toute la journée.

4° Si le jour de l'An tombe un vendredi, les heures de travail du lundi suivant sont de 8.30 a.m. à 6.00 p.m."

6° L'article IV (Salaires minima) est remplacé par le suivant:

"IV. Salaires minima: Les taux de salaires ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

	Par semaine
a) Boucher: Apprenti:	
1er semestre.....	\$22.00
2e semestre.....	25.00
2ème année.....	30.00
3ème année.....	35.00
Compagnon:	
1ère année.....	40.00
2ème année.....	45.00
3ème année.....	50.00
4ème année.....	55.00
5ème année.....	60.00
En charge.....	65.00
b) Caissier:	
1ère année.....	25.00
2ème année.....	28.00
3ème année.....	30.00
c) Livreur sur camion:	
1ère année.....	30.00
2ème année.....	35.00
3ème année.....	40.00
4ème année.....	45.00
d) Livreur sur bicyclette:	
1ère année.....	20.00
2ème année.....	23.00
3ème année.....	25.00
e) Commis:	
1ère année.....	25.00
2ème année.....	30.00
3ème année.....	35.00
4ème année.....	40.00
5ème année.....	45.00"

7° Les paragraphes "b", "e" et "g" de l'article V, sont remplacés par les suivants:

"b) Aucun apprenti-boucher, aucun commis-épicer ou commis ne peut être accepté avant d'avoir atteint sa seizième année et terminé sa huitième année du cours primaire-élémentaire."

"e) La durée de l'apprentissage est celle fixée à l'article IV. L'apprenti doit, durant son stage d'apprentissage, suivre un cours d'hygiène spécial, s'il en existe un, et en obtenir un certificat d'étude."

"g) Le nombre d'apprentis par établissement est limité comme suit:

- Un apprenti où il y a un compagnon;
- Deux apprentis où il y a au moins deux compagnons;
- Quel que soit le nombre de salariés de toute catégorie, il ne peut y avoir plus de trois (3) apprentis."

8° L'article XI est remplacé par le suivant:

XI. Vacances: Dans tous les établissements commerciaux assujettis au décret, sauf s'il en est autrement statué par convention particulière, le droit aux vacances s'établit comme suit:

a) Tous les employés qui ont complété une (1) année de service pour le même employeur ont droit à une (1) semaine entière de vacances payées.

3. Should any one of the foregoing holidays namely: Epiphany, Ascension Day, Thanksgiving Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day fall on a Friday, hours may be worked on such a day from 9.00 a.m. to 9.00 p.m., but the Monday following such holiday shall not be worked.

4. Should New Year's Day fall on a Friday, the hours of work on the following Monday shall be distributed between 8.30 a.m. and 6.00 p.m.

6. Article IV (Minimum Wages) is replaced by the following:

"IV. Minimum wages: The following shall be the minimum rates of wages:

	Per week
a) Butcher: Apprentice:	
1st 6 months.....	\$22.00
2nd 6 months.....	25.00
2nd year.....	30.00
3rd year.....	35.00
Journeyman:	
1st year.....	40.00
2nd year.....	45.00
3rd year.....	50.00
4th year.....	55.00
5th year.....	60.00
In charge.....	65.00
b) Cashier (female):	
1st year.....	25.00
2nd year.....	28.00
3rd year.....	30.00
c) Delivery man on truck:	
1st year.....	30.00
2nd year.....	35.00
3rd year.....	40.00
4th year.....	45.00
d) Delivery boy on bicycle:	
1st year.....	20.00
2nd year.....	23.00
3rd year.....	25.00
e) Clerks:	
1st year.....	25.00
2nd year.....	30.00
3rd year.....	35.00
4th year.....	40.00
5th year.....	45.00"

7. Paragraphs "b", "e" and "g" of article V are replaced by the following:

"b) No apprentice-butcher, grocer-clerk or clerk is accepted before he is sixteen years old and unless he has completed the eighth year of the Primary course."

"e) The duration of apprenticeship shall be as determined in article IV. The apprentice, during his apprenticeship period, shall attend a special hygiene course, if such a course exists, and obtain a study certificate."

"g) The number of apprentices in an establishment is limited as follows:

- One apprentice where there is one journeyman;
- Two apprentices where there is at least two journeymen;
- There shall not be more than three (3) apprentices for any number of employees in any category."

8. Article XI is replaced by the following:

"XI. Vacation: In all commercial establishments governed by the decree, except when otherwise stipulated in a private agreement, vacations of employees shall be as follows:

a) All employees who have completed one (1) year of service for the same employer are entitled to one (1) whole week of vacation with pay."

Cette semaine de vacances doit être prise entre le 1er juin et le 1er septembre de chaque année.

b) Tous les employés qui ont cinq (5) ans de service pour le même employeur ont droit à deux (2) semaines entières de vacances payées.

La date de la deuxième semaine de vacances doit être déterminée après entente entre l'employeur et l'employé.

c) Tout employé qui a moins d'un (1) an de service a droit à une vacance payée d'une demi-journée par mois de calendrier au service de l'employeur, selon son salaire régulier."

9° L'article XII est remplacé par le suivant:
"XII. Tout salarié embauché ou employé de façon intermittente ou spécialement, en plus du personnel régulier à l'occasion de certaines circonstances ou pour certaines parties de semaine, ou travaillant moins de cinquante et une et demi (51½) heures par semaine, par manque d'ouvrage ou autres raisons, dans l'établissement où ses services sont requis, est considéré comme employé supplémentaire ou surnuméraire et son salaire minimum est de \$0.50 l'heure."

L. DÉSILETS,

50106-o

Greffier du Conseil Exécutif.

This week of vacation shall be taken between June 1 and September 1 of each year.

b) All employees who have five (5) years of service for the same employer are entitled to two (2) whole weeks of vacation with pay.

The date of the second week of vacation shall be determined by agreement between the employer and the employee.

c) Every employee who has less than one (1) year of service is entitled to a vacation of as many half-days as he has calendar months of service for the employer, with pay based on his regular wages."

9. Article XII is replaced by the following:
"XII. Any employee hired or employed intermittently or specially, in excess of the regular staff, on particular circumstances or for some part of the week, or working less than fifty-one and a half (51½) hours in anyone week, for lack of work or some other reasons in the establishment where his services are required, is considered as an extra or supernumerary employee and is paid a minimum of \$0.50 per hour."

L. DÉSILETS,

50106-o

Clerk of the Executive Council.

Assemblée

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie "Canadian Pacific Railway Company", Montréal, Canada, mercredi, le 15e jour d'avril 1959, à onze heures du matin, pour l'élection de deux directeurs représentant les obligataires, et, en général, pour la transaction de toute autre affaire.

Les actionnaires enregistrés le 12e jour de mars 1959 peuvent assister et voter à l'assemblée.

Daté à Montréal, Canada, le 17e jour de février 1959.

50037-11-3

Le Secrétaire,
J. C. BONAR.

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the shareholders of "Quebec Central Railway Company" will be held at the offices of the "Canadian Pacific Railway Company", Montreal, Canada, on Wednesday, the 15th day of April, 1959, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the election of two Directors representing the Security Holders and, for the transaction of business generally.

Stockholders of record on the 12th day of March, 1959, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 17th day of February 1959.

50037-11-3-o

J. C. BONAR,
Secretary.

Avis divers

(P.G. 10831-59)

RICHMOND WOOD HEEL LIMITED

Règlement N° 42

qui est un règlement pour augmenter le nombre de directeurs

Il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Richmond Wood Heel Limited", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois (3) à cinq (5);

2° Le règlement N° 3 de la compagnie est amendé en remplaçant les mots "trois directeurs" par les mots "cinq directeurs".

Vraie copie certifiée du règlement N° 42 de "Richmond Wood Heel Limited", décrété le 29 décembre 1958.

Montréal, 9 février 1959.

(Sceau)
50103

Le Secrétaire,
R. H. E. WALKER.

Miscellaneous Notices

(A.G. 10831-59)

RICHMOND WOOD HEEL LIMITED

By-Law No. 42

being a by-law to increase the number of directors

It is hereby enacted as a by-law of "Richmond Wood Heel Limited" as follows:

1. That the number of directors of the company is increased from three (3) to five (5);

2. By-law No. 3 of the company is amended by replacing the words "three directors" by "five directors".

Certified to be a true copy of By-law No. 42 of "Richmond Wood Heel Limited", enacted December 29, 1958.

Montreal, February 9, 1959.

(Seal)
50103-o

R. H. E. WALKER,
Secretary.

(P.G. 14295-58)

Avis est, par les présentes, donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 28 janvier 1959, approuvé les règlements de "Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 6 janvier 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des Compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50087- JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Instituteurs et Institutrices du Comté d'Huntingdon", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le neuf mars 1959.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Huntingdon, comté d'Huntingdon.

Le Sous-secrétaire de la province,
50090-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le cinq mars 1959, l'honorable Secrétaire de la province a autorisé le changement de nom du "Syndicat Catholique des Employés de Garage, District de Québec", dont la formation a été autorisée le 27 juillet 1938, en celui de "Syndicat Catholique des Employés de Garage de Québec Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le neuf mars 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50100-0 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 3767-46)

ANTOINE GUERTIN LIMITÉE

Règlement spécial "A" (1959)

pour augmenter le nombre des directeurs

Il est décrété comme règlement spécial de la compagnie:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à cinq (5).

2. Trois (3) directeurs formeront le quorum de toute assemblée du Conseil d'Administration.

3. Lorsque ce règlement deviendra valide, les directeurs en fonction à cette époque pourront nommer parmi les actionnaires dûment qualifiés de la compagnie deux (2) autres directeurs pour demeurer en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Copie fidèle du règlement ci-dessus adopté par les directeurs d'"Antoine Guertin Limitée", le 27 février 1959 et approuvé à l'unanimité le même jour par les actionnaires de ladite compagnie.

Montréal, le 13 mars 1959.

(Seau) Le Secrétaire,
50115 ÉMILE CORDEAU.

(A.G. 14295-58)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of the "Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc.", as adopted at the meeting held on January 6th, 1959, have been approved on January 28th, 1959, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
50087-0 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Instituteurs et Institutrices du Comté d'Huntingdon", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March ninth, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Huntingdon, county of Huntingdon.

JEAN BRUCHÉSI,
50090 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, on the fifth day of March 1959, the Honourable the Provincial Secretary authorized the changing of the name of "Syndicat Catholique des Employés de Garage, District de Québec", the formation of which had been authorized July 27, 1938, to that of "Syndicat Catholique des Employés de Garage de Québec Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, the ninth day of March 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
50100 Under Secretary of the Province.

(A.G. 3767-46)

ANTOINE GUERTIN LIMITÉE

Special By-law "A" (1959)

to increase the number of directors

Be it enacted as a special By-law of the company:

1. The number of directors of the company is increased from three (3) to five (5).

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. After this By-law has become valid the directors then in office may elect from amongst the duly qualified shareholders of the company two (2) other directors to remain in office until the next annual general meeting or until their successors are elected.

Certified true copy of the above By-law enacted by the directors of "Antoine Guertin Limitée", on February 27th, 1959 and unanimously approved the same day by the shareholders of the said company.

Montreal, March 13th, 1959.

(Seal) ÉMILE CORDEAU,
50115-0 Secretary.

Province de Québec

VILLE DE LA POINTE DU MOULIN

Règlement N° 15

fixant à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins.

Il est proposé par Monsieur Charles C. Rollit secondé par Monsieur Marc Fillion et résolu

Qu'il soit statué et ordonné par règlement du conseil de la ville, et il est par le présent règlement statué et ordonné comme suit:

Article 1. La durée des fonctions du maire et des échevins est fixée à trois (3) ans à compter des prochaines élections générales.

Article 2. Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi.

Le maire de la ville
de La Pointe du Moulin,
(Signé) RÉAL ROUSSEAU.
Le Secrétaire-trésorier de la
ville de La Pointe du Moulin,
(Signé) MAURICE D'HONT.

50130-o

Province of Quebec

TOWN OF LA POINTE DU MOULIN

By-law No. 15

fixing at three years the duration of the functions of the mayor and aldermen.

It is proposed by Mr. Charles C. Rollit, seconded by Mr. Marc Fillion and resolved

That it is enacted and ordained by by-law of the Town Council, and it is by this present by-law enacted and ordained as follows:

Article 1. The duration of the functions of the mayor and aldermen is fixed at three (3) years from and after the next general elections.

Article 2. The present by-law shall enter into force according to law.

(Signed) RÉAL ROUSSEAU,
Mayor for the town
of Pointe du Moulin.
(Signed) MAURICE D'HONT,
Secretary-Treasurer for the town
of Pointe du Moulin.

50130

Compagnies dissoutes

(P.G. 13181-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bedford Housing Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 août 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatorze mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 12352-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Beta Investment Corp.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25 mai 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatorze mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14373-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Conasco-Ungava Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en cor-

Companies Dissolved

(A.G. 13181-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bedford Housing Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 5, 1953.

Notice is also given that from and after March fourteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12352-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Beta Investment Corp.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 25, 1954.

Notice is also given that from and after March fourteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14373-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Conasco-Ungava Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the

poration en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 19 février 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatorze mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 11969-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dainty Apparel Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9 janvier 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatorze mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14193-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Franel Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 2 août 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatorze mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14196-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Grande Allée Apartment House Company", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10 septembre 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 12962-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Helaine's Incorporated", constituée en corporation en vertu de ladite première

Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated February 19, 1957.

Notice is also given that from and after March fourteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11969-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dainty Apparel Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 9, 1946.

Notice is also given that from and after March fourteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14193-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Franel Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 2nd, 1957.

Notice is also given that from and after March fourteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14196-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Grande Allée Apartment House Company", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 10, 1943.

Notice is also given that from and after March sixteenth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12962-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Helaine's Incorporated", incorporated under said Part I of the Quebec Com-

partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 janvier 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 10621-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jean J. Crête Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 août 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14626-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Développements St-Eustache & Cie Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 29 mars 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 13178-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Menuiserie Jacques-Cartier Woodcraft Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 16 octobre 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 13578-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Progrès Industriel de Roxton-Falls Incorporé", constituée en corporation en vertu

panies' Act, by letters patent dated January 18, 1951.

Notice is also given that from and after March sixteenth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10621-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jean J. Crête Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 18, 1932.

Notice is also given that from and after March sixteenth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14626-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Développements St-Eustache & Cie Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 29, 1955.

Notice is also given that from and after March sixteenth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13178-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Menuiserie Jacques-Cartier Woodcraft Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 16, 1953.

Notice is also given that from and after March sixteenth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13578-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Progrès Industriel de Roxton-Falls Incorporé", incorporated by letters patent of the said Part I of

de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 mai 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 13088-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Mary's Bowling Alley Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 septembre 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatorze mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 13616-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Vista Construction Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8 janvier 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatorze mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 14376-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Yukon-Ungava Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 25 février 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatorze mars 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50084-o P. FRENETTE.

(P.G. 12458-57)

AVIS DE CORRECTION

Re: KENZIE GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Dans le dernier avis publié sous le titre de "compagnies dissoutes" — voir *Gazette officielle*

the Quebec Companies' Act, dated May 17, 1950.

Notice is also given that from and after March sixteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13088-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Mary's Bowling Alley Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 28, 1956.

Notice is also given that from and after March fourteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13616-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Vista Construction Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 8, 1957.

Notice is also given that from and after March fourteenth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14376-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Yukon-Ungava Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated February 25, 1957.

Notice is also given that from and after March fourteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50084 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12458-57)

NOTICE OF CORRECTION

Re: KENZIE GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

In the last notice published under the title of "compagnies dissoutes" — see the *Quebec Official*

de Québec, N° 11, du 14 mars 1959, à la page 1214 — prière de lire "Kenzie", au lieu de Zenzie, le nom de la compagnie dissoute en question étant en effet "Kenzie Gold Mines Limited" (No Personal Liability).
50084

Gazette, No. 11, of March 14, 1959, on page 1214, — kindly read "Kenzie" instead of Zenzie, the name of the dissolved company in question actually being "Kenzie Gold Mines Limited" (No Personal Liability).
50084-o

Département de l'Instruction Publique

N° 487-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Vinoy, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire de Chénéville, même comté.

Québec, le 11 mars 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50091-12-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1281-58.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de D'Israëli, dans le comté de Wolfe, en celui de Disraëli, même comté.

Québec, le 13 mars 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50098-12-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 131-59.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Callières, dans le comté de Charlevoix, à la municipalité scolaire du village de St-Siméon, dans le même comté.

Québec, le 13 mars 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50099-12-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 164-59.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Macaza, comté de Labelle, les lots 27 et 28, rang nord-est Rivière Rouge, du cadastre officiel du canton Marchand, pour les annexer à la municipalité scolaire de l'Annonciation, même comté.

Québec, le 16 mars 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50122-12-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1334-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-François-Ouest, dans le comté de Beauce, à celle de la ville de Beauceville, même comté.

Québec, le 16 mars 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50123-12-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1208-58.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Germain, dans le comté de Drummond, les lots 814 à 845 inclusivement du cadastre officiel du 8e rang du canton de Grantham, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Germain-de-Grantham, même comté.

Québec, le 16 mars 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50124-12-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 487-58.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Vinoy, in the county of Papineau, to the school municipality of Chénéville, same county.

Quebec, March 11, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50091-12-2 Superintendent of Education.

No. 1281-58.

Application is made to change the name of the School Municipality of the village of D'Israëli, in the county of Wolfe, to that of Disraëli, same county.

Quebec, March 13, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50098-12-2 Superintendent of Education.

No. 131-59.

Application is made to annex the present territory of the school territory of Callières, in the county of Charlevoix, to the school municipality of the village of St-Siméon, in the same county.

Quebec, March 13, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50099-12-2 Superintendent of Education.

No. 164-59.

Application is made to detach from the school municipality of Macaza, county of Labelle, lots 27 and 28, range north-east Rivière Rouge, of the official cadaster of the township of Marchand, in order that they be annexed to the school municipality of l'Annonciation, same county.

Quebec, March 16, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50122-12-2 Superintendent of Education.

No. 1334-58.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-François-West, in the county of Beauce, to that of the town of Beauceville, same county.

Quebec, March 16, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50123-12-2 Superintendent of Education.

No. 1208-58.

Application is made to detach from the school municipality of St-Germain, in the county of Drummond, lots 814 to 845 inclusively of the official cadaster of range 8 of the township of Grantham, in order that they be annexed to the school municipality of the village of St-Germain-de-Grantham, same county.

Quebec, March 16, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50124-12-2 Superintendent of Education.

N° 503-54.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-François-Xavier-de-Brompton, comté de Richmond, le lot 18 du rang III du cadastre officiel de la paroisse de St-François-Xavier-de-Brompton, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Grégoire-de-Greenlay, même comté.

Québec, le 16 mars 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50125-12-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 503-54.

Application is made to detach from the school municipality of St. François-Xavier-de-Brompton, county of Richmond, lot 18 of range III of the official cadaster of the parish of St. François-Xavier-de-Brompton, in order that they be annexed to the school municipality of St. Grégoire-de-Greenlay, same county.

Quebec, March 16, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50125-12-2 Superintendent of Education.

N° 222-59.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Somerset-Nord, comté de Mégantic, à la municipalité scolaire de Laurierville, même comté.

Québec, le 18 mars 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50131-12-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 222-59.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Somerset-North, county of Megantic, to the school municipality of Laurierville, same county.

Quebec, March 18, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50131-12-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose (municipalité de ville de Fabreville), division d'enregistrement de Laval

Avis est par la présente donné que le lot 230-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 mars 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50085-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel d'une partie du canton de Lafèche (municipalité de ville de Hauterive) division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 7-224 (rue) est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 mars 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50085-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal (municipalité de ville de Montréal-Ouest) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 139-783-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 mars 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50085-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache (municipalité de paroisse de St-Eustache) division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 47-42 à 47-53, partie du lot 47-54 et les lots 47-55 à 47-66 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 mars 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50085-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste-Rose (municipality of town of Fabreville) registration division of Laval

Notice is hereby given that lot 230-2 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 4, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
50085-o AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Official cadastre of a part of township of Lafèche (municipality of town of Hauterive) registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that a part of lot 7-224 (Street) has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 2, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
50085-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Official cadastre of municipality of the parish of Montreal (municipality of town of Montreal-West) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 139-783-2 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 6, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
50085-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St-Eustache (municipality of parish of St-Eustache) registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lots 47-42 to 47-53, part of lot 47-54 and lots 47-55 to 47-66 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 9, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
50085-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 686, du 18 mars 1943, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 146 du 12 mars 1959, section "F", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, established under decree number 686 of March 18, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 146 of March 12, 1959, part "F", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 28 février 1959 au 28 février 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from February 28, 1959, to February 28, 1960; the levy shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 686 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% des salaires qu'ils paient à leurs salariés régis par ledit décret.

a) The professional employers governed by the decree number 686, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 686 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires.

b) The employees governed by the decree number 686, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit comité mensuellement en même temps que sa propre cotisation.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums payable to the Parity Committee and remit same to the said committee, every month, together with his own assessments.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates; March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de la Navigation Côtière et Intérieure du port de Montréal, pour la période comprise entre le 28 février 1959 et le 28 février 1960.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the period between February 28, 1959 and February 28, 1960.

COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION CÔTIÈRE ET INTÉRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL

THE JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL NAVIGATION OF THE PORT OF MONTREAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 28 février 1959 et le 28 février 1960.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 28, 1959 and February 28, 1960.

Recettes:	
Cotisations (1/3 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$3,500.00
Salariés.....	3,500.00
	\$7,000.00

Receipts:	
Assessments (1/3 of 1%):	
Professional employers.....	\$3,500.00
Employees.....	3,500.00
	\$7,000.00

Déboursés:	
Salaires	\$6,000.00
Vérification	60.00
Dépenses de bureau	600.00
Jetons de présence	200.00
Divers	140.00
	\$7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1959. 50106-o

Expenses:	
Salaries	\$6,000.00
Audition	60.00
Office expenses	600.00
Meeting expenses	200.00
Miscellaneous	140.00
	\$7,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour.
Quebec, March 21, 1959. 50106-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, établi en exécution du décret numéro 481, du 5 mai 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 128 du 12 mars 1959, section "G", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1959 au 1er mars 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionnée:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie du Lait assujettis audit décret numéro 481 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret numéro 481 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré dans leur occupation.

c) Tous les salariés de l'Industrie du Lait, régis par ledit décret numéro 481 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations de ses salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au Comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie du

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Milk Industry of Quebec, formed under decree number 481 of May 5th, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 128 of March 12, 1959, part "G", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 1, 1959, to March 1, 1960 and is laid as follows:

a) The professional employers of the milk industry governed by the said decree, No. 481 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) All artisans governed by the said decree, No. 481 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for an employee of the same occupation.

c) The employees of the milk industry, governed by the said decree No. 481, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of collection

The professional employer and the artisan shall send their assessments every month to the Parity Committee.

The professional employer shall collect the assessments of his employees from the wages paid to them and remit same to the Parity Committee together with his own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given 5 days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of

Lait de Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1959 et le 1er mars 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LAIT DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1959 et le 1er mars 1960.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 4,650.00
Salariés	4,650.00
Artisans	800.00
	<u>\$10,100.00</u>

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire	\$ 3,224.00
Inspecteur	3,744.00
Loyer du bureau	360.00
Frais d'inspection	900.00
Frais légaux	50.00
Vérification	80.00
Papeterie et fournitures	100.00
Timbres	40.00
Frais de déplacement	800.00
Téléphone et assurance chômage	150.00
Dépenses non prévues	652.00
	<u>\$10,100.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1959.

50106-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal, établi en exécution du décret numéro 85 du 4 février 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 128 du 12 mars 1959, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 16 février 1959 au 15 février 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 85 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 85 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% d'une rémunération moyenne de \$80.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 85 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de

the Milk Industry of Quebec for the period between March 1, 1959, and March 1, 1960.

PARITY COMMITTEE OF THE MILK INDUSTRY OF QUÉBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1959 and March 1, 1960.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$ 4,650.00
Employees	4,650.00
Artisans	800.00
	<u>\$10,100.00</u>

Disbursements:

Salaries:

Secretary	\$ 3,224.00
Inspector	3,744.00
Office rent	360.00
Inspection expenses	900.00
Legal fees	50.00
Audition	80.00
Stationery and supplies	100.00
Postage	40.00
Travelling expenses	800.00
Telephone and unemployment insurance	150.00
Unforeseen expenses	652.00
	<u>\$10,100.00</u>

GÉRARD TERMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1959.

50106-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal Region, formed under decree number 85 of February 4, 1959, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 128 of March 12, 1959, part "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereunder described:

1. Assessments

The period of levy extends from February 16, 1959 to February 15, 1960; the levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 85, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree number 85, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of an average remuneration of \$80.00 per week.

c) The employees governed by the decree number 85, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on

rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Distributeurs de Pain de la Région de Montréal, pour la période comprise entre le 16 février 1959 et le 15 février 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DISTRIBUTEURS DE PAIN DE LA RÉGION DE MONTRÉAL 39 est, rue Notre-Dame, Montréal

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 16 février 1959 et le 15 février 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$25,000.00
Salariés.....	25,000.00
Recettes diverses.....	100.00
	\$50,100.00

Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire-gérant.....	\$ 6,240.00
Employés du bureau.....	2,600.00
Inspecteurs.....	13,000.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs.....	2,000.00
Administration.....	1,000.00
Loyer du bureau.....	1,500.00
Frais légaux.....	5,000.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	3,000.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	2,500.00
Vérification des livres.....	400.00
Assurances et frais de cautionnement.....	100.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	1,000.00
Jetons de présence aux membres du Comité.....	1,440.00
Taxes d'affaires et autres.....	500.00

which all particulars required by the Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee may require sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal Region, for the period between February 16, 1959 and February 15, 1960.

PARITY COMMITTEE OF BREAD DELIVERY OF THE MONTREAL REGION 39 Notre-Dame East, Montreal

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 15, 1959 and February 15, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$25,000.00
Employees.....	25,000.00
Various receipts.....	100.00
	\$50,100.00

Disbursements:	
Salaries:	
Managing Secretary.....	\$ 6,240.00
Office employees.....	2,600.00
Inspectors.....	13,000.00
Travelling expenses:	
Inspectors.....	2,000.00
Administration.....	1,000.00
Office rent.....	1,500.00
Legal fees.....	5,000.00
Stationery, printing, stamps, telephone and telegrams.....	3,000.00
Furniture and office equipment.....	2,500.00
Audition.....	400.00
Insurance and fidelity bond.....	100.00
Travelling expenses of president and members.....	1,000.00
Meeting expenses of committee members.....	1,440.00
Water and other taxes.....	500.00

Publicité	1,000.00	Publicity	1,000.00
Dépréciation du mobilier	150.00	Depreciation of office equipment	150.00
Dépenses diverses et imprévus	2,280.00	Various and unforeseen expenses	2,280.00
	<u>\$43,710.00</u>		<u>\$43,710.00</u>
Surplus	6,390.00	Surplus	6,390.00
	<u>\$50,100.00</u>		<u>\$50,100.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1959. 50106-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1959. 50106-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 128 du 12 mars 1959 (section "E"), certains règlements spéciaux du Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

19° *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, l'heure à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Pour les fins du présent règlement, la journée de travail commence à 12.01 a.m. et se termine à 11.59 p.m.

20° *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1959. 50106-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Directeurs de Funérailles de Montréal et du district, établi en exécutif du décret numéro 279 du 4 mars 1948, a été autorisé

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council No. 128 of March 12, 1959, (part "E"), some special by-laws of the Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal Region have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Committee.

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

19. *Keeping of a register:* Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree No. 85 of February 4, 1959 and amendments, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, including all other information deemed useful to the enforcement of the decree.

For the purpose of the present by-law, the work day begins at 12.01 a.m. and ends at 11.59 p.m.

20. *Monthly report:* Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree No. 85 of February 4, 1959 and amendments, to submit to it a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, mentioning the name in full and address of all employees in his employ, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms on which the report is to be made.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1959. 50106-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal and District formed under decree No. 279 of March 4, 1948, has been authorized by a regula-

par règlement approuvé par l'arrêté en conseil, numéro 146 du 12 mars 1959, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 13 mars 1959 au 13 mars 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 279 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 279 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$75.00 par semaine pour l'embaumeur et \$60.00 par semaine pour l'homme de service.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 279 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité le ou avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Directeurs de Funérailles de Montréal et du district pour la période comprise entre le 13 mars 1959 et le 13 mars 1960.

tion approved by Order in Council No. 146 of March 12, 1959, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments, upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 13, 1959, to March 13, 1960; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 279, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 279, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed in the decree for journeymen, namely \$75.00 per week for the embalmer, and \$60.00 per week for the service man.

c) The employees governed by the said decree, number 279, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to require sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five (5) days' notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Funeral Directors of Montreal and District for the period between March 13, 1959, and March 13, 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DIRECTEURS
DE FUNÉRAILLES DE MONTRÉAL ET DU DISTRICTTHE PARITY COMMITTEE OF THE FUNERAL
DIRECTORS OF MONTREAL AND DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour
la période comprise entre le 13 mars 1959 et
le 13 mars 1960.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between March 13, 1959 and March
13, 1960.

Recettes

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$3,400.00
Artisans	600.00
Salariés	3,400.00
	\$7,400.00

Déboursés

Salaires:

Secrétariat	\$1,020.00
Inspecteurs	1,900.00

Frais de déplacement:

Inspecteurs	1,060.00
Secrétaire	500.00

Frais légaux

	200.00
--	--------

Papeterie, impression, timbres, télé-

phone et télégrammes	300.00
----------------------------	--------

Vérification des livres

	140.00
--	--------

Assurances et frais de cautionnement

	10.00
--	-------

Frais de déplacement du président et

des membres	1,400.00
-------------------	----------

Jetons de présence aux membres du

Comité	870.00
	\$7,400.00

Receipts

Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$3,400.00
Artisans	600.00
Employees	3,400.00
	\$7,400.00

Disbursements

Salaries:

Secretary's office	\$1,020.00
Inspectors	1,900.00

Travelling expenses:

Inspectors	1,060.00
Secretary	500.00

Legal fees

	200.00
--	--------

Stationery, printing, postage, tele-

phone and telegrams	300.00
---------------------------	--------

Audition

	140.00
--	--------

Insurance and Fidelity Bond

	10.00
--	-------

Travelling expenses of chairman and

members	1,400.00
---------------	----------

Committee members' attendance ...

	870.00
	\$7,400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1959.

50106-0

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1959.

50106-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de Saint-François, établi en exécution du décret numéro 255 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil, numéro 146 du 12 mars 1959 (Section "D"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations, des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Minister of Labour hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis district, formed under decree No. 255 of March 5, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 146 of March 12, 1959 (Part "D"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1959 au 1er mars 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from March 1, 1959 to March 1, 1960; this levy is applied as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettie audit décret.

a) Professional employers governed by the said decree, No. 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$50.00.

b) Artisans governed by the said decree, No. 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of an average wage rate of \$50.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

c) Employees governed by the said decree, No. 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François, pour la période comprise entre le 1er mars 1959 et le 1er mars 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DU DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1959 et le 1er mars 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 738.00
Salariés.....	738.00
Artisans.....	1,377.00
Honoraires d'examens.....	100.00
	\$2,953.00

Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$1,300.00
Inspecteur.....	500.00
Loyer du bureau.....	120.00
Frais légaux.....	100.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	270.00
Vérification des livres.....	40.00
Bureau d'examineurs.....	100.00
Publicité.....	160.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	200.00
Jetons de présence.....	160.00
Dépenses diverses et imprévus.....	3.00
	\$2,953.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1959. 50106-o

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall collect at the end of each week, from the wages of every one of their employees, the sums owed to the Parity Committee.

Professional employers shall complete their report, sign it and file it with the Parity Committee every month. The Committee has the right to require that the said report be sworn to when it deems it advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

The report, together with the assessments, shall be filed with the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis district for the period between March 1 1959, and March 1, 1960.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE OF ST. FRANCIS DISTRICT

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 1, 1959 and March 1, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional Employers.....	\$ 738.00
Employees.....	738.00
Artisans.....	1,377.00
Examination fees.....	100.00
	\$2,953.00

Disbursements:	
Salaries:	
Secretary.....	\$1,300.00
Inspectors.....	500.00
Office rent.....	120.00
Legal fees.....	100.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	270.00
Audition.....	40.00
Board of Examiners.....	100.00
Publicity.....	160.00
Travelling expenses of president and members.....	200.00
Meeting expenses.....	160.00
Various and unforeseen expenses....	3.00
	\$2,953.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, March 21, 1959. 50106-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées, lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Comité des Patrons de Salons de Coiffure de Hull;

ET, D'AUTRE PART:

L'Union Internationale des Coiffeuses de Hull, Local 1043A;
pour les employeurs et les salariés des professions visées, suivant les conditions ci-après décrites:

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. *Juridiction professionnelle*: La juridiction professionnelle du décret s'étend à toute personne qui exécute elle-même ou fait exécuter par un salarié un travail faisant l'objet du décret.

2. *Définitions*: Pour la mise en vigueur des dispositions du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) "Coiffeur pour dames" désigne une personne du sexe masculin ou féminin qui a obtenu du Comité paritaire, suivant les prescriptions de ses règlements, un certificat de qualification et qui exerce l'art de la coiffure ou exécute l'une ou l'autre des opérations suivantes: ondulation, teinture, décoloration, taillage, flambage, tressage des cheveux, épilation, massage, maquillage, manucure, traitement du cuir chevelu, indéfrisable avec ou sans appareils ou produits chimiques, montage ou démontage de l'indéfrisable, monture et ajustage des cheveux postiches.

b) *Maître-coiffeur pour dames*: Ce terme désigne un compagnon coiffeur pour dames qui a exercé son métier pendant au moins un (1) an et a obtenu du Comité paritaire un certificat le qualifiant comme tel.

c) "Apprenti-coiffeur pour dames" désigne une personne en stage d'apprentissage du métier de coiffeur pour dames, à l'école ou dans un salon de coiffure.

d) "Manucure-esthéticienne" désigne une personne qui, dans un salon de beauté ou de coiffure, exécute un travail mentionné aux paragraphes "o", "p" et "q" du présent article.

e) "Apprenti-manucure-esthéticienne" désigne une personne en stage d'apprentissage du métier de manucure-esthéticienne, à l'école ou dans un salon de beauté ou de coiffure.

f) "Artisan" désigne une personne qui exerce seule ou en société avec une ou plusieurs autres personnes, pour son ou leur propre compte, le métier de coiffeur pour dames ou de manucure-esthéticienne.

g) "Compagnon" désigne une personne qui détient un certificat de qualification émis par le Comité paritaire.

h) "Employé régulier" désigne un compagnon ou apprenti dont les services sont retenus et rémunérés à la semaine par un employeur. Ce terme désigne et comprend également, pour la mise en vigueur des dispositions du décret auxquelles

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Comité des Patrons de Salons de Coiffure de Hull";

And, ON THE OTHER PART:

"L'Union Internationale des Coiffeuses de Hull, Local 1043A;"
for the employers and the employees of the trades concerned, according to the following conditions.

GENERAL PROVISIONS

1. *Professional jurisdiction*: The professional jurisdiction of the decree extends to any person who performs or causes employees to perform operations governed by the decree.

2. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) "Ladies hairdresser" means a male or female person who has obtained a certificate of competency from the Parity Committee, under the provisions of its by-laws, and who plies the hairdressing art or does any of the foregoing operations: waving, dyeing, bleaching, cutting, singeing, braiding, plucking, massage, make-up, manicure, scalp treatment, permanent wave with or without machines or chemical product, setting up or finishing permanent wave, making and fitting wigs.

b) *Ladies master-hairdresser*: This term designates a ladies' journeyman hairdresser who has plied his trade for at least one (1) year and has been certificated as such by the Parity Committee.

c) "Apprentice ladies hairdresser" means a person serving apprenticeship in the ladies hairdressing trade, either at the school or in a hairdressing parlor.

d) "Manicure aesthetician" means a person who does the operations mentioned in subsections "o", "p" and "q" of the present section in a beauty or hairdressing parlor.

e) "Apprentice manicure aesthetician" means a person serving apprenticeship in the manicure aesthetician trade, either at the school or in a beauty or hairdressing parlor.

f) "Artisan" means a person who plies, alone or in partnership with one or more other persons, for his or their own benefit, the ladies' hairdressing or manicure aesthetician trade.

g) "Journeyman" means a person certificated by the Parity Committee.

h) "Regular employee" means a journeyman or apprentice whose services are hired and paid for by the week by an employer. This term also includes, for purposes of enforcement of provisions of the decree, to which he is subject

il est soumis comme un employé régulier, l'employeur coiffeur pour dames exerçant lui-même son métier.

i) "Remplaçant" désigne un compagnon dont les services sont retenus par l'employeur pour remplacer, dans l'exécution de son travail, l'employeur, l'artisan ou l'employé régulier, et dont le salaire est établi sur une base quotidienne.

j) "Salaire", sous réserve de la Loi de la Convention Collective, désigne une personne qui, moyennant rémunération, exécute, en tout ou en partie, un travail quelconque faisant l'objet du décret.

k) "Salon de coiffeur", "salon de coiffure" et "salon de beauté" désignent un lieu ou un établissement où s'exercent, s'apprennent ou s'enseignent les métiers et leurs opérations visés par le décret.

l) "Ondulation" signifie: placer, tresser, friser, coiffer, ondule les cheveux au moyen de l'indéfrisable, du komol, du marcel, du papier, de la mise en plis ou par tout autre moyen ou façon.

m) "Teinture" signifie: décolorer ou teindre les cheveux ou retoucher, au moyen de la teinture sous toutes ses formes, les sourcils et les cils.

n) "Coupe de cheveux" signifie: couper, amincir, étagier, effiler les cheveux ou exécuter ce travail de quelque manière que ce soit au moyen de la tondeuse, des ciseaux ou du rasoir.

o) "Massage" signifie: maquiller le visage, masser, nettoyer, stimuler, manipuler ou embellir le visage, le cou, les bras ou les mains.

p) "Manucure" signifie: enlever les cuticules, corriger la pousse des ongles, former, polir, émailer, nettoyer, embellir, limer, couper, faire briller les ongles avec ou sans l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes ou poudres.

q) "Épilation" signifie: enlever les poils follets au moyen d'instruments spéciaux ou d'appareils à l'électrolyse ou par l'emploi de crèmes, cires ou poudres dépilatoires.

r) "Traitement du cuir chevelu" signifie: soigner les cheveux, en enlever les pellicules, les remettre en bon état, les nettoyer, donner des shampooings, des traitements à l'huile au moyen de ou sans appareils spéciaux, lampes solaires, lampes à rayons ultra-violet ou infra-rouges, ou vibreurs à haut voltage.

s) "Ajustage des cheveux postiches" signifie: faire ou ajuster les perruques, toupets, transformations, tresses, boucles; nouer, implanter, faire la monture ou le mélange des cheveux, exécuter toute opération réservée aux perruquiers.

t) "Indéfrisable" signifie le frisure ou l'ondulation des cheveux. L'indéfrisable, exécutée à froid ou avec chaleur, s'obtient au moyen de l'une ou de l'autre, ou de toutes les opérations suivantes à la fois:

i. L'application aux cheveux d'une solution chimique ne produisant aucune chaleur;

ii. L'enroulement des cheveux par mèches ou bouclettes sur un cylindre appelé onduleur ou bigoudi;

iii. Le chauffage des cheveux à une température d'au moins 212° F, soit au moyen d'un appareil électrique ou à vapeur ou de tampon chimique;

iv. Le démontage qui consiste à enlever un appareil ou à défaire le travail d'une opération ci-haut mentionnée, afin de terminer l'indéfrisable;

v. Toute autre opération ou produit utilisé donnant aux cheveux une ondulation ou frisure à caractère indéfrisable.

vi. L'indéfrisable comprend en plus l'une ou l'autre ou toutes les opérations suivantes: le shampooing, la coupe de cheveux ou la mise-en-plis.

as if he were an employee, the employer who does actual trade work.

i) "Occasional employees", means a journeyman whose services are hired by an employer to replace, in the execution of his work, the employer, the artisan or regular employee, and whose wages are established on a daily basis.

j) "Employee", except for the provision of the Collective Agreement Act, means a person who, in consideration of payment, executes, in whole or part, any operation governed by the decree.

k) "Hairdressing parlor" and "beauty parlor" mean a place or establishment where the trades or operations governed by the decree are executed, learned or taught.

l) "Wave" means: to arrange, braid, curl, dress, wave the hair by means of permanent wave or Komol, Marcel, paper or finger wave or any other way.

m) "Dyeing" means the bleaching or dyeing of the hair, or retouching, by means of any dyeing process, the eyebrows or eyelashes.

n) "Haircut" means: to cut, thin, taper the hair and perform such operations with clipper, scissors or razor.

o) "Massage" means: to make up the face, massage, cleanse, stimulate, treat or embellish the face, the neck, the arms or the hands.

p) "Manicure" means: to remove cuticles, check the growth of nails, form, polish, clean, embellish, file, cut, the nails with or without the use of cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams or powders.

q) "Depilation" means: to remove superfluous hairs by means of special instruments or electrolysis apparatus or by using depilatory cream, wax or powder.

r) "Scalp treatment" means: to treat, recondition and cleanse the hair, remove dandruffs, give shampoos, oil treatments with or without special apparatus, solar lamps, ultra-violet or infra-red lamps or high voltage vibrators.

s) "Fitting of wigs" means: make or adjust wigs, toupets, transformations, tresses, curls; fix, add, set or mix hairs, perform any of the wig makers' operations.

t) "Permanent wave" means the curling or waving of the hair. The permanent wave, either cold or hot process, is obtained through one or more of the following operations:

i. The application on the hair of a chemical solution producing no heat;

ii. The winding of the hair, in locks or curls, around cylinders called curlers.

iii. The heating of the hair to a temperature of at least 212° F. by means of an electric or steam apparatus or with chemical pads;

iv. The removal which consists in removing an apparatus or undoing the work of an operation above mentioned in order to complete the permanent wave;

v. Any other operation or product in use that gives the hair a permanent wave or curl.

vi. The permanent wave also includes one or more of the following operations: shampoo, haircut of finger wave.

3. *Propriété des certificats de qualification:* Les certificats de qualification émis par le Comité paritaire appartiennent à leurs détenteurs, lesquels doivent les garder constamment en leur possession, au lieu de leur travail.

4. *Vente ou cession de salon:* Au cas de vente ou de cession d'un salon de coiffeuse ou de beauté, durant la période annuelle de service d'un salarié, l'acheteur ou cessionnaire de ce salon doit assumer l'obligation du vendeur ou cédant relativement à l'octroi à ce salarié des vacances auxquelles il a droit suivant les prescriptions du décret.

5. *Rémunération des services rendus à la clientèle:* L'employeur ou le salarié qui fournit au client les services mentionnés au décret, doit lui en exiger le prix comptant, en monnaie légale, dès le travail terminé.

Il est interdit à l'employeur et au salarié d'offrir ou de donner gratuitement ses services à la clientèle, d'en réduire le prix, de donner ou accepter, directement ou indirectement, quelque prime, cadeau, objet ou avantage que ce soit, en vue ou ayant pour effet de réduire le prix des services, ou d'attirer ou tenter d'attirer la clientèle, au moyen d'annonces, circulaires, panneaux-réclame ou autre procédé de publicité quelconque, ou de toute autre manière, faisant connaître ou offrant des services à des prix inférieurs à ceux fixés par le décret.

6. *Heure légale:* Les mentions d'heures au décret se réfèrent à l'heure légale de chaque endroit compris dans la juridiction territoriale du décret. Lorsque l'heure avancée a été décrétée par les autorités compétentes d'un endroit, l'heure légale y est l'heure avancée, pour la période décrétée.

7. *Limitation de la durée de travail établie au décret:* La durée des heures de travail, telle que déterminée au décret, ne doit pas déroger aux dispositions de la loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175 et amendements), aux décrets émanés sous son empire, ou aux règlements prescrits par les autorités municipales compétentes.

8. *Fêtes chômées:* Les jours de fêtes chômées sont les suivants: les dimanches et les lundis, le Premier de l'An, le deux janvier, le premier juillet, la Fête du Travail, la Noël et le 26 décembre.

9. *Vacances payées:* a) L'employeur doit accorder au salarié, à son emploi durant une période continue d'une année, sans perte de temps, sauf pour des motifs d'absence légitime, une semaine de vacances payées.

b) Ces vacances doivent être octroyées durant la période du 1er mai au 1er octobre de chaque année et l'employeur est tenu d'aviser le salarié au moins sept (7) jours à l'avance de la date déterminée pour le début de ses vacances.

c) L'employeur d'un seul salarié peut affectuer avec ce dernier une convention écrite, dont copie doit être déposée au comité paritaire, à l'effet de substituer à la semaine de vacances obligatoires deux périodes formées des trois premiers jours de deux semaines distinctes. Dans ce cas, la rémunération du salarié pour les trois derniers jours de travail de chacune de ces deux semaines doit être celle de l'employé temporaire.

d) Après une année révolue de services le salarié, quittant son emploi au cours d'une nouvelle période d'emploi annuelle, a droit à une demi-journée de vacances payées par mois de travail.

3. *Ownership of certificates of competency.* Certificates of competency issued by the Parity Committee belong to their holders who shall keep them constantly in their possession while at work.

4. *Sale or transfer of parlor.* In the event of sale or transfer of a ladies' hairdressing or beauty parlor during the annual period of services of an employee, the buyer or transferee of such parlor shall assume the obligations of the seller or transferor as to the granting to such employee of the vacation to which he is entitled under the provisions of the decree.

5. *Remuneration of services rendered to customers:* The employer or the employee who renders to a customer the services mentioned in the decree shall demand payment in cash upon completion of the work.

No employer or employee shall offer or render, free of charge, services to customers, or reduce the price thereof, or give or accept, directly or indirectly, any premium, gift, article or advantage whatever for the purpose of reducing, or tending to reduce the price of services or to attract or attempt to attract customers by means of advertisements, circulars, sign-boards or other publicity, or any other way, announcing or offering services at prices lower than those fixed by the decree.

6. *Legal time:* Hours mentioned in the decree shall be based on the legal time of each locality comprised in the territorial jurisdiction of the decree. When the Daylight Saving Time is enforced by the competent authorities of a locality, the legal time shall be the Saving Time for the period determined by said authorities.

7. *Limitation of the duration of work as established in the decree:* The duration of working hours, as determined in the decree, shall not derogate from the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175 and amendments), from the decrees enacted under its authority, or from regulations passed by competent municipal authorities.

8. *Days kept as holidays:* The following shall be days kept as holidays: Sundays and Mondays, New Year's Day, January 2, July 1st, Labour Day, Christmas Day and December 26.

9. *Vacation with pay:* a) The employer shall grant to his employees who have been with him for a continuous period of one year, without loss of time, except for justified reasons, one week of vacation with pay.

b) This vacation shall be granted during the period extending from May 1st to October 1st of each year and the employer shall notify the employee at least seven (7) days in advance of the date fixed for the beginning of his vacation.

c) The employer having but one employee may enter into a written agreement with such employee, copy of which to be filed with the Parity Committee, for the purpose of substituting for the obligatory vacation week two periods comprising the first three days of two distinct weeks. In that case, the employee's remuneration for the last three working days of each of these two weeks shall be that of the temporary employee.

d) After one complete year of service, the employee who quits in the course of a new yearly period of employment is entitled to one half day of vacation with pay per month of work.

e) Le salarié qui n'a pas bénéficié des vacances prévues au paragraphes précédents du présent article a le droit de réclamer de son employeur une somme égale à son salaire pour la période de vacances à laquelle il avait droit.

10. *Préavis de congé*: L'employeur et le salarié ont réciproquement droit à un préavis de congé de sept (7) jours au cas d'abandon de services ou de congédiement.

11. *Logement et nourriture*: L'employeur fournissant logement ou nourriture au salarié n'en peut exiger plus de cinq dollars (\$5.00) pour le gîte et dix dollars (\$10.00) pour la nourriture, par semaine.

12. *Travail à domicile*: Les coiffeurs pour dames et manucures-esthéticiennes tenant un salon, et leurs salariés, sont seuls autorisés à exercer leur métier à domicile, durant les heures de travail déterminées par le décret.

13. *Ententes ou conventions prohibées*: Est radicalement nulle et interdite toute entente ou convention, de quelque nature qu'elle soit, entre employeur et salarié, en vue ou ayant pour effet, directement ou indirectement, d'éluider l'une quelconque des dispositions du décret.

14. *Renseignements au Comité paritaire*: Avant de pouvoir exercer un métier visé par le décret ou tenir un salon, le coiffeur pour dames ou la manucure-esthéticienne doit déclarer au Comité paritaire ses nom, prénom et adresse le nom sous lequel il exerce son métier ou tient son salon, son régime matrimonial de même que tout changement subséquent de nom, d'adresse ou d'état matrimonial et, s'il n'opère pas seul un salon, les nom, prénom, adresse et régime matrimonial de son ou ses associés, de même que tout changement subséquent de nom, d'adresse et de régime matrimonial de son ou ses associés.

15. Le coiffeur pour dames ou la manucure-esthéticienne doit aussi, dans un délai de dix (10) jours, aviser par écrit le Comité paritaire de la cessation de l'exercice du métier ou de la vente, cession ou clôture définitive de son salon.

16. *Travail postérieur à la clôture*: Le travail requis par un client se trouvant dans un salon avant l'heure de clôture, peut être exécuté même après cette heure.

17. *Congé de repas*: Le salarié doit bénéficier d'une heure de congé payé pour ses repas du midi et, en outre, pour ceux du soir lorsque le travail de la journée ne doit pas se terminer avant huit heures (8.00 p.m.) du soir.

18. *Commission payable au cas de salaire supérieur à celui du décret*: Un employé régulier recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum fixé par le décret a droit à la commission calculée sur les recettes de son travail excédant de plus de \$10.00 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

19. *Période obligatoire d'emploi*: Les services de l'employé temporaire doivent être retenus pour une période d'au moins deux (2) jours de travail par semaine.

20. *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend la cité de Hull, les villes de Deschênes, Pointe-à-Gatineau et Aylmer et un rayon de dix (10) milles en-deçà des limites de la Province de Québec.

21. *Heures de travail*: La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures réparties comme suit:

Les mardi, jeudi et samedi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les mercredi et vendredi: de 9.00 a.m. à 8.00 p.m.

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 8.00 p.m. à l'exception des mois de

e) The employee who has not had the vacation provided for under the foregoing subsections may claim from his employer an amount equal to his wages for the vacation period to which he was entitled.

10. *Notice*: The employer and the employee are both entitled to seven (7) days' notice in the event of dismissal or departure.

11. *Board and lodging*: The employer who furnishes board and lodging to his employee shall not charge more than five dollars (\$5.00) for lodging and ten dollars (\$10.00) for board, per week.

12. *Services at home*: Ladies' hairdressers and manicures-aestheticians operating a parlor and their employees, shall alone have the right to ply their trade at home, during the hours of work determined in the decree.

13. *Forbidden agreements*: Any agreement whatever between an employer and an employee, tending, directly or indirectly, to elude any one of the provisions of the decree shall be null and forbidden.

14. *Information to the Parity Committee*: Before plying the trade governed by the decree or operating a parlor, the ladies' hairdresser or the manicure-aesthetician shall give to the Parity Committee his name in full, the name under which he plies his trade or operates his parlor, his civil status, as well as any subsequent change of name, address or civil status and, if he does or operates a parlor alone, the name in full, address and civil status of his associate or associates, as well as any subsequent change of name, address and civil status of his associate or associates.

15. The ladies' hairdresser or manicure-aesthetician shall also, within a delay of ten (10) days, notify the Parity Committee in writing of the suspension of trade's practice, of the sale, transfer or definite closing of his parlor.

16. *Work after closing time*: Work required by a customer who was in the parlor before closing time may be carried out even after such time.

17. *Meal hours*: The employee shall be given one hour with pay for his noon meal, and another hour for the evening meal when the day's work does not end before 8.00 p.m.

18. *Commission payable in cases of wages higher than those of the decree*: A regular employee who receives weekly wages higher than the minimum ones fixed by the decree is entitled to a commission computed on the receipts of his work exceeding his weekly wages by more than \$10.00.

19. *Obligatory period of employment*: The services of the occasional hand, shall he hired for a minimum period of two (2) days per week.

20. *Territorial Jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the city of Hull, the towns of Deschênes, Pointe-à-Gatineau and Aylmer and a radius of ten (10) miles within the limits of the Province of Québec.

21. *Hours of work*: The weekly duration of work shall consist of forty-eight (48) hours distributed as follows:

Tuesday, Thursday and Saturday: 9.00 to 6.00 p.m.;

Wednesday and Friday: 9.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 9.00 a.m. to 8.00 p.m., with the exception of the months of July

juillet et août les samedis de 9.00 a.m. à 1.00 p.m.

22. *Salaires minima*: a) Coiffeur ou coiffeuse: \$22.00 par semaine, plus une commission de 10% de son travail dépassant \$44.00 par semaine.

b) Manucure-esthéticienne: \$15.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant \$30.00 par semaine.

c) Remplaçant: \$4.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

d) Apprenti coiffeur pour dames:

	Par semaine
1er semestre.....	\$ 3.00
2ème semestre.....	6.00
2ème année et subséquemment.....	12.00

23. *Prix minima des services*: Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux.....	\$1.00
Flambage des cheveux.....	0.40
Indéfrisable, sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau.....	5.00
Mèche individuelle.....	0.25
Teinture des cheveux.....	5.00
Retouche de la teinture des cheveux.....	4.00
Shampooing teinture.....	3.50
Décoloration.....	5.00
Rinçage de couleur.....	0.50
Ondulation au papier.....	2.00
Ondulation à l'eau.....	1.00
Ondulation Komol.....	1.00
Ondulation Marcel.....	1.00
Shampooing.....	0.50
Shampooing à l'huile.....	1.50
Repeignage des cheveux.....	0.50
Manucure.....	1.00
Massage facial.....	2.50
Épilation des sourcils.....	0.75
Épilation avec cire épilatoire.....	3.00
Épilation par électrolyse (de l'heure).....	7.00
Traitement du cuir chevelu.....	2.50
Friction avec lotion.....	0.50

24. *Apprentissage*: La durée de l'apprentissage de la coiffure est de trois (3) ans.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1959.

50106-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements) que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amen-

and August, on Saturday: 9.00 a.m. to 1.00 p.m.

22. *Minimum wages*: a) Hairdresser: \$22.00 per week, plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding \$44.00 per week.

b) Manicure-aesthetician: \$15.00 per week, plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding \$30.00 per week.

c) Occasional employee: \$4.00 per day, plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

d) Apprentice ladies' hairdresser:

	per week
1st six months.....	\$ 3.00
2nd six months.....	6.00
2nd year and thereafter.....	12.00

23. *Minimum prices of services*: Employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder unenumerated:

Haircut.....	\$ 1.00
Singeing of the hair.....	0.40
Permanent wave, including haircut, shampoo and water wave.....	5.00
Single curls.....	0.25
Dyeing of the hair.....	5.00
Retouching dyed hair.....	4.00
Tint shampoo.....	3.50
Bleaching.....	5.00
Color rinse.....	0.50
Paper wave.....	2.00
Water wave.....	1.00
Komol wave.....	1.00
Marcel wave.....	1.00
Shampoo.....	0.50
Oil shampoo.....	1.50
Recombing of the hair.....	0.50
Manicure.....	1.00
Facial.....	2.50
Plucking of eyebrows.....	0.75
Application of depilatory wax.....	3.00
Electrolysis depilation (per hour).....	7.00
Scalp treatment.....	2.50
Rubbing with lotion.....	0.50

24. *Apprenticeship*: The duration of apprenticeship for the hairdressing trade shall be three (3) years.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1959.

40106-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 98 of January 29, 1948 and amendments,

dements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse des villes de Victoriaville, d'Arthabaska, de Plessisville et Princeville et du village de Warwick, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° A l'article IV, paragraphe a), les prix des services ci-après mentionnés, pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, zones I et II, seront remplacés par les suivants:

"Ondulation à l'eau	\$1.25
Shampooing	0.75"

2° A l'article IV, paragraphe a), les prix des services ci-après mentionnés, pour les barbiers et coiffeurs pour hommes, zones I et II, seront remplacés par les suivants:

	Zones	
	I	II
Coupe de cheveux:		
Pour enfants de moins de 15 ans	\$0.50	\$0.40
Pour adultes des deux sexes	0.85	0.75

3° A l'article V, paragraphe a), la durée du travail pour les barbiers et coiffeurs pour hommes, zone I sera remplacée par la suivante:

"Le lundi, de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Le samedi: de 8.00 a.m. à midi (dernier client à midi)."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 21 mars 1959. 50106-o

relating to the barbering and hairdressing trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska, Plessisville and Princeville and the village of Warwick, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. In article IV, paragraph a), the prices of the services hereafter mentioned, for ladies hairdressers, zones I and II, will be replaced by the following:

"Water wave	\$1.25
Shampoo	0.75"

2. In article IV, paragraph a), the prices of the services hereafter mentioned, for barbers and men's hairdressers, zones I and II, will be replaced by the following:

	Zones	
	I	II
Haircut:		
Children under 15 years of age ..	\$0.50	\$0.40
Adults	0.85	0.75

3. In article V, paragraph a), the duration of work for barbers and men's hairdressers, zone I, will be replaced by the following:

"Monday: 8.00 a.m. to midday;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
Saturday: 8.00 a.m. to midday (work on the last customer to be completed no later than midday)."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirddays following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1959. 50106-o

Lettres patentes

Institut Marie-Ignace Melin

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1959, constituant en corporation l'"Institut Marie-Ignace Melin".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Fort-Chambly.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le seize mars 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

50129-o

Letters Patent

Institut Marie-Ignace Melin

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishop Act, 14 George VI, chapter 76, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued letters patent, under date of March fifth 1959, constituting as a corporation the "Institut Marie-Ignace Melin".

The head office of the above mentioned corporation is situated in the town of Fort-Chambly.

Given at the office of the Provincial Secretary, the sixteenth day of March 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

50129

Ministère des Finances Assurances

Department of Finance Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "The Maritime Life Assurance Company", enregistrée sous le numéro 613, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1445 qui l'autorise, à compter du 17 février 1959, à effectuer dans la province des contrats d'assurance sur la vie.

Le siège social de la compagnie est situé à 65, chemin Spring Garden, Halifax, Nouvelle-Écosse.

La compagnie a nommé monsieur Rosario Pauze, 3102, rue Guyard, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 mars 1959.

Pour le Ministre des finances de la province,

GEORGES LAFRANCE,

50097-12-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "The Maritime Life Assurance Company", registered under number 613, has obtained the license and certificate of registry number 1445, authorizing it, as from the 17th of February 1959, to undertake in this Province contracts of life insurance.

The head office of the company is situated at 65 Spring Garden Road Halifax, Nova Scotia.

The company has appointed Mr. Rosario Pauze, 3102 Guyard Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of March 1959.

For the Minister of Finance of the Province,

GOERGES LAFRANCE,

50097-12-2-on Superintendent of Insurance.

Nominations

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Stanstead.....	Gérin, Antoine (1).....	Avocat — Advocate.....	Coaticook.

(1) En remplacement de madame Louis Sidelau, démissionnaire. — In place of Mrs Louis Sidelau, resigner.

Québec, le 16 mars 1959.

Le Président général des élections,
50084-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Québec, March 16, 1959.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
50084-o Chief Returning-Officer.

Québec, ce 17 mars 1959.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, l'honorable Onésime Gagnon, C.P., C.R., de nommer, le 2 mars 1959, le Lieutenant-Colonel Richard Crépeau, CD, aide de camp honoraire.

Le Sous-secrétaire de la province,
50084-o JEAN BRUCHÉSI.

Québec, March 17th, 1959.

The Lieutenant-Governor of the Province of Québec, the Honourable Onésime Gagnon, P.C., Q.C., has been pleased to appoint, as of March the 2nd, 1959, Lieutenant-Colonel Richard Crépeau, CD, as Honorary Aide-de-Camp.

JEAN BRUCHÉSI,
50084-o Under-Secretary of the Province.

Office des Marchés Agricoles du Québec

Quebec Agricultural Marketing Board

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, Chapitre 37, telle qu'amendée par 6-7 Elizabeth II, Chapitre 26), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur, des producteurs intéressés.

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37, as amended by 6-7 Elizabeth II, chapter 26), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved by at least 75% in number and value of all the producers concerned.

Le plan conjoint sera désigné comme: "Le Plan conjoint des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan sera désigné comme: "L'Office des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière", et aura sa principale place d'affaires à Ste-Anne de la Pocatière, comté de Kamouraska.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres, tous producteurs de bois *bona fide* régis par le plan conjoint, dont un président, un vice-président et un trésorier.

Les administrateurs provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront MM;

The plan is designated as: "The Ste Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Plan".

The producers' board established following the approval of the plan is designated as: "The Ste Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Board", and its head office shall be located at Ste-Anne de la Pocatière, Kamouraska County.

The producers' board shall consist of seven members, all *bona fide* producers of wood bound by the joint plan, including a President, a Vice-President and a Treasurer.

The provisional administrators entrusted with the application of the plan shall be Messrs.:

Nom Name	Fonction Function	Adresse Address
Narcisse Lachance	Président-President	Rivière Ouelle, Petite Anse
Émile Coulombe	Vice-Président-Vice-President	R. R. 2, Montmagny
Félix Bélanger	Trésorier-Treasurer	Ste-Anne de la Pocatière
Edwin Bélanger	Administrateur-Director	St-Cyrille
Adalbert Gamache	Administrateur-Director	St-Marcel
Roméo Lapointe	Administrateur-Director	St-Alexandre
Maurice Pelletier	Administrateur-Director	St-Pascal

Les administrateurs provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les administrateurs subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint. On ne devra pas élire plus d'un membre par paroisse.

Tout administrateur de l'office des producteurs qui cesse d'être un producteur régi par le plan, devra être remplacé par les autres membres de l'office des producteurs.

Le plan conjoint dont l'apposition, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière régira tous les cultivateurs et les propriétaires de lots à bois, producteurs de bois de pulpe, bois de sciage et bois d'oeuvre en général, dans les comtés de Montmagny, L'Islet, Kamouraska et les paroisses de Notre-Dame du Portage, St-Patrice, St-François-Xavier, St-Ludger et St-Antonin dans le comté de Rivière-du-Loup, vendu aux compagnies forestières ou autres acheteurs de la province de Québec, faisant affaires dans lesdits comtés et paroisses désignés comme Région de Ste-Anne de la Pocatière.

Les agents de négociation et de vente seront: "L'Office des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière", ou ses délégués.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'Office des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

Obligations:

a) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan, de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

The provisional administrators shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board.

The subsequent administrators of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan. No more than one member shall be elected in each parish.

Any administrator of the producers' board who ceases to be a producer bound by the plan shall be replaced by a *bona fide* producer chosen by the other members of the board.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Ste Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Board shall bind all *bona fide* farmers and woodlot owners, producers of pulpwood and other lumbers for commercial use, in the counties of Montmagny, L'Islet, Kamouraska and the parishes of Notre Dame du Portage, St. Patrice, St. François-Xavier, St. Ludger and St. Antonin in Rivière du Loup county, sold to forestry companies or any other buyer of the Province of Quebec doing business in the said counties and parishes designated as Ste Anne de la Pocatière Region.

The negotiating and selling agents of the producers' board shall be: "The Ste. Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Board", or its delegates.

The obligations, powers and attributions of the Ste Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, or more specifically, but not restrictively, as follows:

Obligations:

a) render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

c) appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

d) surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du bois, en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

e) orienter la production en accord avec l'accroissement des boisés de ferme et les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité.

Pouvoirs et attributions:

Négocier avec les compagnies forestières ou autres acheteurs de bois et toutes autres parties accréditées par l'Office des Marchés Agricoles du Québec, en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec.

Généralement:

La mise en marché et la vente des bois tendres et durs aux compagnies forestières ou autres acheteurs de la province de Québec, faisant affaires dans les comtés de Montmagny, L'Islet, Kamouraska et les paroisses de Notre-Dame du Portage, St-Antoine, St-François-Xavier, St-Patrice et St-Ludger dans le comté de Rivière-du-Loup, et provenant des boisés de ferme ou lots à bois des producteurs soumis au plan conjoint.

Et particulièrement:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de bois aux compagnies forestières ou autres acheteurs;

b) les conditions, modalités et prix du transport du bois aux manufactures de pâte à papier et aux postes de réception de ces derniers ou aux établissements des autres acheteurs;

c) l'appréciation de la qualité et de la quantité des produits du bois, mis en marché selon le plan conjoint, par les représentants attitrés et compétents de l'Office des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière;

d) les normes de qualité, d'inspection et de mesurage des bois tendres et durs;

e) Le prix de vente et les conditions de paiement;

f) les modes de retenue, par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

g) la durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

h) négocier les sources d'approvisionnement en bois desdites compagnies ou autres acheteurs;

i) la protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

j) former un comité de coopération pour tenter de régler les différends qui pourront survenir entre les parties dans le cours de l'exécution des conventions souscrites selon le plan conjoint sanctionné par les présentes;

k) former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

b) furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

d) supervise, co-ordinate and improve the marketing of wood with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) orient production in accordance with the annual growth-increase of farm woodlots and the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets and insure the marketing of quality products.

Powers and attributions:

Negotiate with forestry companies' and other buyers of wood, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Generally:

The marketing and sale of pulpwood and other lumbers for commercial use, from woodlots of the producers bound by the plan to forestry companies and other buyers in the Province of Quebec doing business in Montmagny, L'Islet, Kamouraska counties, and parishes of Notre-Dame du Portage, St. Patrice, St. François-Xavier, St. Ludger and St. Antoine in the Rivière-du-Loup County.

And particularly:

a) the conditions of acceptance and dismissal of producers or suppliers of wood to the forestry companies and other buyers;

b) the conditions, modalities and prices of transportation of wood to the pulp and paper mills and their receiving stations or those of other buyers;

c) the appreciation of the quality and quantity of the wood marketed through the plan by the duly accredited and competent representatives of the "Ste. Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Board";

d) the norms of quality, inspection and measurement of the hard and soft wood;

e) the price of sale and conditions of payment;

f) the modes of deduction by the buyers of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

g) the duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and reopening of negotiations;

h) negotiate the sources of supply of hard and soft wood with the companies and other buyers;

i) the protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

j) the formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein sanctioned plan;

k) failing agreement with the buyers either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be the Quebec Agricultural Marketing Board;

l) autoriser et recevoir, à même les montants payables à chaque producteur de bois tendre et dur régi par le plan, un prélevé de trente-cinq sous (\$0.35) par corde de bois mesurant 4' x 8' x 4' ou son équivalent, vendue aux acheteurs. Les prélevés ainsi remis à "L'Office des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière" devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en oeuvre, des mesurages et vérifications qu'elle pourra amener;

m) les surplus accumulés au cours d'une année des prélevés faits aux producteurs de bois seront distribués à la fin de l'année à ces mêmes producteurs selon le nombre de cordes de bois qu'ils auront vendues par l'entremise du plan conjoint;

n) exiger des acheteurs de bois qu'une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière soit fournie;

o) tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportun d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière" qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attirés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Sont aussi liés par le présent plan, les producteurs non-membres qui vendent leurs produits à une coopérative, et cette dernière est également liée par le présent plan pour l'achat de ces produits.

Ne sont pas liés par le présent plan,

a) les producteurs, qui vendent directement leurs produits à un consommateur ou à un marchand détaillant qui n'exploite pas plus de trois magasins ou succursales;

b) les producteurs pour ce qui est de leurs engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis leur coopérative, et un coopérative pour ce qui est de ses engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis une autre coopérative, pourvu toutefois, que sur demande, une preuve satisfaisante de ces engagements soit fournie à l'Office des Marchés.

Montréal, le 13 mars 1959.

Le Président,
(Judge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

50108-o

l) authorize and receive, from the sums payable to each hard and soft wood producer bound by the plan, a levy of thirty-five cents (\$0.35) per cord of wood measuring 4' x 8' x 4', or its equivalent sold to the buyers. The levies thus remitted to "The Ste. Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful, expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan, its application and measurements or verification it may require;

m) the surplus of wood producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year to these producers, in accordance with the number of cords of wood which were sold by them through the plan;

n) request the buyers of wood to give a guaranty of financial responsibility;

o) such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is: "The Ste. Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Board", which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Shall equally be bound by the present joint plan non-member producers who sell their products to a co-operative, and a co-operative for the purchase of these products.

Shall not be bound by the present plan,

a) the producer who sells his products directly to a consumer or to a retail dealer who operates not more than three stores or branches;

b) producers conforming to their *bona fide* agreements with their co-operative, and a co-operative conforming to its *bona fide* agreements with another co-operative, provided however that on demand, satisfactory proof of these agreements be furnished to the Quebec Agricultural Marketing Board.

Montreal, March 13th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON.
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

50108-o

Sièges sociaux

Head Offices

Avis est donné que la compagnie "Bonlac Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 février 1959, ayant son bureau principal dans le district de Montréal,

Notice is hereby given that the "Bonlac Inc.", company incorporated by letters patent on February 4, 1959, and having its head office in Montreal, has established its office at 4,050

a établi son bureau au numéro 4,050 Chemin Trafalgar road, Montreal.
Trafalgar, cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce neuvième jour de février 1959.

(Sceau)
50088-o

Le Président,
PAUL-E. LAMBERT.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 9th day of February, 1959.

(Seal)
50088-o

PAUL-E. LAMBERT,
President.

Avis est donné que "Turcotte & Rainville Inc.", constitué en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 3 février 1959, et ayant son principal siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 7,580, 9ème Avenue, Ville de St-Michel, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 18ème jour de février 1959.

50089-o

Le Président,
ROBERT RAINVILLE.

Notice is hereby given that "Turcotte & Rainville Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on the 3rd day of February 1959, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 7,580, 9th Avenue, Ville St-Michel, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of February, 1959.

50089-o

ROBERT RAINVILLE,
President.

TY-COQ VOLANT BAR B-Q, LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que "Ty-Coq Volant Bar B-Q, Ltée", une compagnie dûment constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises en date du 24ème jour de novembre 1958, ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, y a établi son bureau au 1,351 est, rue Laurier.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15ème jour de janvier 1959.

(Sceau)
50092-o

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND RIENDEAU.

Notice is hereby given that the "Ty-Coq Volant Bar B-Q, Ltée", a company duly constituted as a corporation under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent issued under date of the twenty-fourth day of November, 1958, having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 1,351 Laurier Street, East, in said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of January, 1959.

(Seal)
50092

ARMAND RIENDEAU,
Secretary-Treasurer.

Avis est donné que la compagnie "Salon de Chaussures Mademoiselle Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 30 décembre 1957, a établi son bureau-chef au numéro 396, rue des Forges, Trois-Rivières, P.Q.

Donné à Trois-Rivières, ce 13ème jour de mars 1959.

50093-o

Le Secrétaire,
E.-LUDGER BOULET, C.A.

Notice is hereby given that "Mademoiselle Shoe Salon Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on December 31st 1957, has established its head office at 396, des Forges St., Trois-Rivières, P.Q.

Dated at Trois-Rivières, this 13th day of March 1959.

50093-o

E.-LUDGER BOULET, C.A.,
Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Desmond-Hall Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 juillet 1957, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé à 1449 rue Alexander, l'a transporté à 4760 rue Hochelaga, en ladite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 1er jour de décembre 1958.

50094

Le Secrétaire,
ROBERT HALL.

NOTICE OF CHANGE IN THE ADDRESS OF THE HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Desmond-Hall Limited", a company incorporated by letters patent dated July the 31st, 1957, and having its head office in the city of Montreal where its office was situated up to date at 1449 Alexander Street, has moved it to 4760 Hochelaga Street, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 1st day of December, 1958.

50094-o

ROBERT HALL,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Les Éditions Initiatives, Compagnie Limitée", constituée en compagnie dans la province de Québec par lettres patentes datées du 26 juin 1958, et ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 14 est, rue St-Jacques à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 12 mars 1959.

50095-o

Le Secrétaire,
PHILIPPE GÉLINAS.

Notice is hereby given that the company "Les Éditions Initiatives, Compagnie Limitée", incorporated into a company in the Province of Quebec by letters patent dated June 26, 1958, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 14 St. James Street, East, at Montreal.

From and after the date of this present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twelfth day of March, 1959.

50095

PHILIPPE GÉLINAS,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Société d'Importations Européennes Co. Ltée", constituée en corporation le douze juin mil neuf cent cinquante-huit (12 juin 1958) et ayant son bureau principal à Montréal a établi son bureau au numéro 6,565, 21e Avenue, Rosemont, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 17 décembre 1958.

Vraie copie

50101-o

Le Vice-président,
HENRI VINET.

Notice is given that the company "Société d'Importations Européennes Co. Ltée", constituted as a corporation the twelfth day of June one thousand nine hundred and fifty-eight (June 12, 1958) and having its head office in Montreal, has established its office at number 6,565, 21st Avenue, Rosemont, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this December 17, 1958.

True copy

50101

HENRI VINET,
Vice-President.

Avis est donné que la compagnie "Marcel Gingras Inc.", constituée en corporation le quatorze janvier mil neuf cent cinquante-neuf, a établi le siège social de ses affaires à Pont-Viau, district de Montréal au numéro 37 boulevard des Laurentides.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Pont-Viau, ce 11 février 1959.

(Sceau)

50102-o

La Secrétaire,
ALBERTINE VACHON GINGRAS.

Notice is given that the company "Marcel Gingras Inc.", constituted as a corporation the fourteenth day of January one thousand nine hundred and fifty-nine, has established its head office at Pont-Viau, district of Montreal at number 37 Laurentides Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Pont-Viau, this February 11, 1959.

(Seal)

50102

ALBERTINE VACHON GINGRAS,
Secretary.

TOURNEMAIN REALTIES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Tournemain Realities Limited", constituée en corporation conformément à la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13e jour de novembre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 511 Place d'Armes, Montréal, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 17e jour de mars 1959.

TOURNEMAIN REALTIES LIMITED,
Le Président,
50110 (Signé) J. KENNETH ALLISON.

TOURNEMAIN REALTIES LIMITED

Notice is hereby given that "Tournemain Realities Limited" incorporated pursuant to the Quebec Companies' Act, by letters patent dated the 13th day of November, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 511 Place d'Armes, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 17th day of March, 1959.

TOURNEMAIN REALTIES LIMITED,
(Signed) J. KENNETH ALLISON,
50110-o President.

Dans l'affaire de:

OAKDALE INVESTMENT CORPORATION

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Oakdale Investment Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 1er jour de mai 1954, et ayant son siège social en les

In the matter of:

OAKDALE INVESTMENT CORPORATION

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Oakdale Investment Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the first day of May, 1954, and having its head office in the city and district of Montreal, has established

cité et district de Montréal, a établi son bureau    suite 108, 3500 avenue Atwater, Montréal 25, P.Q.

Dat      Montréal, ce 13e jour de mars 1959.

(Sceau)
50111

Le Secrétaire,
SAMUEL CHAIT.

QUEMONT ENGINEERING LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Quemont Engineering Ltd.", constituée en corporation, conformément à la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13e jour de janvier 1959, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 6655 Côte des Neiges, en lesdites cité et district de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté    Montréal, Québec, ce 13e jour de mars 1959.

(Sceau)
50112

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT JESSOP.

QUEMONT VENTURES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Quemont Ventures Limited", constituée en corporation, conformément à la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13e jour de janvier 1959, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 6655 Côte des Neiges, en lesdites cité et district de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté    Montréal, Québec, ce 13e jour de mars 1959.

(Sceau)
50113

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT JESSOP.

Dans l'affaire de:
DORION DEVELOPMENT LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Dorion Development Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 20e jour de septembre 1957, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à suite 123, 1117 ouest, rue Ste-Catherine, cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 17e jour de mars 1959.

(Sceau)
50114

Le Secrétaire,
STANLEY K. FIELDS.

(P.G. 3767-46)

ANTOINE GUERTIN LIMITÉE

Règlement spécial "B" (1959)
pour changer le bureau principal

Il est décrété comme règlement spécial de la compagnie que le bureau principal de la com-

its office at suite 108, 3500 Atwater Avenue, Montreal 25, P.Q.

Dated at Montreal, this 13th day of March, 1959.

(Seal)
50111-o

SAMUEL CHAIT,
Secretary.

QUEMONT ENGINEERING LTD.

Notice is hereby given that "Quemont Engineering Ltd.", incorporated pursuant to the Quebec Companies' Act, by letters patent dated the 13th day of January, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal in the Province of Quebec, has established its office at 6655 Côte des Neiges in the said city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 13th day of March, 1959.

(Seal)
50112-o

ALBERT JESSOP,
Secretary-Treasurer.

QUEMONT VENTURES LIMITED

Notice is hereby given that "Quemont Ventures Limited", incorporated pursuant to the Quebec Companies' Act by letter patent dated the 13th day of January, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal in the Province of Quebec, has established its office at 6655 Côte des Neiges in the said city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 13th day of March, 1959.

(Seal)
50113-o

ALBERT JESSOP,
Secretary-Treasurer.

In the matter of:
DORION DEVELOPMENT LTD.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Dorion Development Ltd." incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 20th day of September, 1957, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 123, 1117 St. Catherine Street West, city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the city of Montreal, this 17th day of March 1959.

(Seal)
50114-o

STANLEY K. FIELDS,
Secretary.

(A.G. 3767-46)

ANTOINE GUERTIN LIMITÉE

Special By-law "B" (1959)
to change the chief place of business

Be it enacted as a special By-law of the company that the chief place of business of the

pagne est transporté de Ste-Madeleine, où il était auparavant, à Ste-Pie de Bagot, au numéro 59 de la rue Roy.

Copie fidèle du règlement ci-dessus adopté par les directeurs d'Antoine Guertin Limitée, le 27 février 1959 et approuvé à l'unanimité le même jour par les actionnaires de ladite compagnie.

Montréal, le 13 mars 1959.

(Sceau)

50115-o

Le Secrétaire,
ÉMILE CORDEAU.

company is transferred from Ste. Madeleine, where it was formerly situated, to Ste. Pie de Bagot, at No. 59 Roy Street.

Certified true copy of the above By-law enacted by the directors of "Antoine Guertin Limitée" on February 27th, 1959 and unanimously approved the same day by the share holders of the said company.

Montreal, this 13th day of March, 1959.

(Seal)

50115-o

ÉMILE CORDEAU,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE JONQUIÈRE (Comté de Jonquière-Kénogami)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Lorenzo Deschênes, secrétaire-trésorier, 276 rue St-Joseph, Jonquière, comté de Jonquière-Kénogami, jusqu'à 7h.30 du soir, mardi, le 7 avril 1959, pour l'achat de \$857,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Jonquière, comté de Jonquière-Kénogami, datées du 1er mars 1959 et remboursables par séries du 1er mars 1960 au 1er mars 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 février 1959 — construction d'une école secondaire de garçons, et autres dépenses.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$857,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1960.....	x\$44,500.00
1er mars 1961.....	x 47,000.00
1er mars 1962.....	x 49,500.00
1er mars 1963.....	x 52,500.00
1er mars 1964.....	x 55,000.00
1er mars 1965.....	x 58,000.00
1er mars 1966.....	x 61,500.00
1er mars 1967.....	x 65,000.00
1er mars 1968.....	x 68,500.00
1er mars 1969.....	x 72,000.00
1er mars 1970.....	22,000.00
1er mars 1971.....	23,000.00
1er mars 1972.....	24,500.00
1er mars 1973.....	26,000.00
1er mars 1974.....	27,500.00
1er mars 1975.....	28,500.00
1er mars 1976.....	30,500.00
1er mars 1977.....	32,000.00
1er mars 1978.....	34,000.00
1er mars 1979.....	35,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$541,502.40, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$54,150.24 chacun, de 1960 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF JONQUIÈRE (County of Jonquière-Kénogami)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lorenzo Deschênes, secretary-Treasurer, 276 St. Joseph Street, Jonquière, county of Jonquière-Kénogami, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday, April 7, 1959, for the purchase of \$857,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the town of Jonquière, county of Jonquière-Kénogami, dated March 1st, 1959 and redeemable serially from March 1st, 1960 to March 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated February 2, 1959 — erection of a Boys' school for secondary studies, and other expenditures.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$857,000.00 — 20 years

Year	Capital
March 1st, 1960.....	x\$44,500.00
March 1st, 1961.....	x 47,000.00
March 1st, 1962.....	x 49,500.00
March 1st, 1963.....	x 52,500.00
March 1st, 1964.....	x 55,000.00
March 1st, 1965.....	x 58,000.00
March 1st, 1966.....	x 61,500.00
March 1st, 1967.....	x 65,000.00
March 1st, 1968.....	x 68,500.00
March 1st, 1969.....	x 72,000.00
March 1st, 1970.....	22,000.00
March 1st, 1971.....	23,000.00
March 1st, 1972.....	24,500.00
March 1st, 1973.....	26,000.00
March 1st, 1974.....	27,500.00
March 1st, 1975.....	28,500.00
March 1st, 1976.....	30,500.00
March 1st, 1977.....	32,000.00
March 1st, 1978.....	34,000.00
March 1st, 1979.....	35,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$541,502.40, granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$54,150.24 each, from 1960 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and

échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jonquière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lésdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mars 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 7 avril 1959, à 7 heures 30 du soir, à 276 rue St-Joseph, Jonquière.

Les Commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, (comté de Jonquière-Kénogami), ce 17 mars 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
LORENZO DESCHÈNES.

Adresse postale: 276 rue St-Joseph, C.P. 307,
Jonquière, P.Q.
Téléphone: Liberté 2-4291. 50126-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE MAPLE GROVE
(Comté de Beauharnois)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné Romuald Dubuc, secrétaire-trésorier, 325 Boulevard Maple Grove, Maple Grove, comté de Beauharnois, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 9 avril 1959, pour l'achat de \$130,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Maple Grove, comté de Beauharnois, datées du 1er avril 1959 et remboursables par séries du 1er avril 1960 au 1er avril 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 janvier 1959, telle que modifiée — construction d'une école complémentaire dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jonquière.

Capital and interest are payable at the bank all the branches of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to March 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, April 7, 1959, at 7.30 o'clock p.m., at 276 St. Joseph Street, Jonquière.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière, (County of Jonquière-Kénogami) this March 17, 1959.

LORENZO DESCHÈNES,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: 276 St. Joseph Street,
P.B. 307, Jonquière, P.Q.
Telephone: Liberté 2-4291. 50126-0

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF MAPLE GROVE
(County of Beauharnois)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Romuald Dubuc, Secretary-Treasurer, 325 Maple Grove Boulevard, Maple Grove, county of Beauharnois, until 8.00 o'clock p.m. Thursday, April 9, 1959, for the purchase of an issue of \$130,000.00 bonds for the school commissioners for the municipality of Maple Grove, county of Beauharnois, dated April 1st, 1959, and redeemable serially from April 1st, 1960 to April 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated January 13, 1959, as amended — construction of a complementary school in district No. 1.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$130,000.00 — 18 ans

Année	Capital
1er avril 1960.....	x \$ 6,000.00
1er avril 1961.....	x 9,000.00
1er avril 1962.....	x 12,500.00
1er avril 1963.....	x 16,000.00
1er avril 1964.....	x 19,500.00
1er avril 1965.....	3,500.00
1er avril 1966.....	4,000.00
1er avril 1967.....	4,000.00
1er avril 1968.....	4,500.00
1er avril 1969.....	4,500.00
1er avril 1970.....	5,000.00
1er avril 1971.....	5,000.00
1er avril 1972.....	5,500.00
1er avril 1973.....	5,500.00
1er avril 1974.....	6,000.00
1er avril 1975.....	6,000.00
1er avril 1976.....	6,500.00
1er avril 1977.....	7,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$56,700.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements, dont le premier de \$5,670.00, le deuxième de \$8,505.00, le troisième de \$11,340.00, le quatrième de \$14,175.00, et le cinquième de \$17,010.00, de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1969 inclusivement si elles sont émises pour le plein terme; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 9 avril 1959, à 8.00 heures du soir, en l'école du Sacré-Coeur, Maple Grove, comté de Beauharnois.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maple Grove, (Comté de Beauharnois), ce 17 mars 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUBUC.

325 Boulevard Maple Grove,
Maple Grove, (Beauharnois), P.Q.,
Téléphone COrvette 8-3946. 50127-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$130,000.00 — 18 years

Year	Capital
April 1st, 1960.....	x \$ 6,000.00
April 1st, 1961.....	x 9,000.00
April 1st, 1962.....	x 12,500.00
April 1st, 1963.....	x 16,000.00
April 1st, 1964.....	x 19,500.00
April 1st, 1965.....	3,500.00
April 1st, 1966.....	4,000.00
April 1st, 1967.....	4,000.00
April 1st, 1968.....	4,500.00
April 1st, 1969.....	4,500.00
April 1st, 1970.....	5,000.00
April 1st, 1971.....	5,000.00
April 1st, 1972.....	5,500.00
April 1st, 1973.....	5,500.00
April 1st, 1974.....	6,000.00
April 1st, 1975.....	6,000.00
April 1st, 1976.....	6,500.00
April 1st, 1977.....	7,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$56,700.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments the first of which is \$5,670.00, the second, \$8,505.00, the third, \$11,340.00, the fourth, \$14,175.00 and the fifth, \$17,010.00, from 1960 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, April 9, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Sacred-Heart School, Maple Grove, county of Beauharnois.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Maple Grove (County of Beauharnois), March 17, 1959.

ROMUALD DUBUC,
Secretary-Treasurer.

325 Maple Grove Boulevard,
Maple Grove, (Beauharnois), P.Q.,
Telephone: COrvette 8-3946. 50127

Province de Québec

VILLE DE GATINEAU
(Comté de Papineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Léo Giroux, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue Main, Gatineau, comté de Papineau, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 6 avril 1959, pour l'achat de \$318,500.00 d'obligations de la ville de Gatineau, comté de Papineau, datées du 1er avril 1959 et remboursables par séries du 1er avril 1960 au 1er avril 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même que toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos.: 150 — \$32,500.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 151 — \$10,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 152 — \$28,500.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; et 154 — \$247,500.00, travaux d'égouts, construction de trottoirs, achat d'équipement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$318,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1960.....	\$ 6,000.00
1er avril 1961.....	6,000.00
1er avril 1962.....	6,500.00
1er avril 1963.....	6,500.00
1er avril 1964.....	6,500.00
1er avril 1965.....	7,000.00
1er avril 1966.....	7,500.00
1er avril 1967.....	8,000.00
1er avril 1968.....	8,500.00
1er avril 1969.....	9,000.00
1er avril 1970.....	9,500.00
1er avril 1971.....	9,500.00
1er avril 1972.....	10,500.00
1er avril 1973.....	11,000.00
1er avril 1974.....	11,000.00
1er avril 1975.....	12,000.00
1er avril 1976.....	12,500.00
1er avril 1977.....	13,500.00
1er avril 1978.....	14,000.00
1er avril 1979.....	143,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gatineau, comté de Papineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque dans les cités d'Ottawa et de Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous

Province of Quebec

TOWN OF GATINEAU
(County of Papineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léo Giroux, Secretary-Treasurer, Town Hall, Main Street, Gatineau, county of Papineau, until 8.00 o'clock p.m. Monday, April 6, 1959, for the purchase of an issue of \$318,500.00 of bonds for the town of Gatineau, county of Papineau, dated April 1st, 1959, and redeemable serially from April 1st, 1960 to April 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: 150 — \$32,500.00, work on aqueduct and sewers; 151 — \$10,000.00, work on aqueduct and sewers; 152 — \$28,500.00, work on aqueduct and sewers; and 154 — \$247,500.00, work on sewers, sidewalk construction, purchase of equipment.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$318,500.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1960.....	\$ 6,000.00
April 1st, 1961.....	6,000.00
April 1st, 1962.....	6,500.00
April 1st, 1963.....	6,500.00
April 1st, 1964.....	6,500.00
April 1st, 1965.....	7,000.00
April 1st, 1966.....	7,500.00
April 1st, 1967.....	8,000.00
April 1st, 1968.....	8,500.00
April 1st, 1969.....	9,000.00
April 1st, 1970.....	9,500.00
April 1st, 1971.....	9,500.00
April 1st, 1972.....	10,500.00
April 1st, 1973.....	11,000.00
April 1st, 1974.....	11,000.00
April 1st, 1975.....	12,000.00
April 1st, 1976.....	12,500.00
April 1st, 1977.....	13,500.00
April 1st, 1978.....	14,000.00
April 1st, 1979.....	143,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gatineau, county of Papineau.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in the cities of Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec,

L'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 avril 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de ville, rue Main, Gatineau, comté de Papineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gatineau, (Comté de Papineau), ce 16 mars 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GIROUX.

Adresse postale :

Hôtel de ville, C.P. 460,
Rue Main, Gatineau, (Papineau), P.Q.
Téléphone: MONTcalm 3-4544. 50128-0

Province de Québec

CITÉ DE ST-MARTIN
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Alphonse Goyer, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1520 rue Principale, cité de St-Martin, comté de Laval, jusqu'à 8.30 h. du soir, lundi, le 6 avril 1959, pour l'achat de \$753,500.00 d'obligations de la cité de St-Martin, comté de Laval, datées du 1er avril 1959 et remboursables par séries du 1er avril 1960 au 1er avril 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 47 — \$67,000.00, aqueduc, égouts et pavages; 68 — \$12,700.00, aqueduc et égouts; 69 — \$80,000.00, aqueduc, égouts, pavages et trottoirs; 70 — \$224,000.00, pavages et trottoirs; 71 — \$155,000.00, pavages et trottoirs; 72 — \$112,000.00, aqueduc, égouts, pavages et trottoirs; 73 — \$16,400.00, aqueduc et égouts; 74 — \$29,700.00, pavages et trottoirs; et 75 — \$57,000.00, aqueduc, égouts, pavages et trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$753,500.00 — 20 ans

Années	Capital
1er avril 1960.....	\$23,500.00
1er avril 1961.....	26,000.00
1er avril 1962.....	27,000.00
1er avril 1963.....	28,000.00
1er avril 1964.....	29,000.00
1er avril 1965.....	30,000.00
1er avril 1966.....	31,000.00
1er avril 1967.....	35,000.00
1er avril 1968.....	35,000.00
1er avril 1969.....	36,000.00
1er avril 1970.....	37,000.00

1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, April 6th, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Main Street, Gatineau, county of Papineau.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Gatineau, (County of Papineau) March 16, 1959.

LÉO GIROUX,
Secretary-Treasurer.

Postal Address :

Town Hall, P.O.B. 460,
Main Street, Gatineau, (Papineau), P.Q.
Téléphone: MONTcalm 3-4544. 50128

Province of Quebec

CITY OF ST. MARTIN
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Alphonse Goyer, Secretary-Treasurer, City Hall, 1520 Main Street, city of St. Martin, county of Laval, until 8.30 o'clock p.m., Monday, April 6, 1959, for the purchase of \$753,500.00 of bonds of the City of St. Martin, county of Laval, dated April 1st, 1959 and redeemable serially from April 1st, 1960 to April 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos: 47 — \$67,000.00, waterworks, sewers and pavings; 68 — \$12,700.00, waterworks and sewers; 69 — \$80,000.00, waterworks, sewers, pavings and sidewalks; 70 — \$224,000.00, pavings and sidewalks; 71 — \$155,000.00, pavings and sidewalks; 72 — \$112,000.00, waterworks, sewers pavings and sidewalks; 73 — \$16,400.00, waterworks and sewers; 74 — \$29,700.00, pavings and sidewalks; and 75 — \$57,000.00, waterworks, sewers, pavings and sidewalks.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$753,500.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1960.....	\$23,500.00
April 1st, 1961.....	26,000.00
April 1st, 1962.....	27,000.00
April 1st, 1963.....	28,000.00
April 1st, 1964.....	29,000.00
April 1st, 1965.....	30,000.00
April 1st, 1966.....	31,000.00
April 1st, 1967.....	35,000.00
April 1st, 1968.....	35,000.00
April 1st, 1969.....	36,000.00
April 1st, 1970.....	37,000.00

1er avril 1971.....	38,000.00
1er avril 1972.....	40,000.00
1er avril 1973.....	40,000.00
1er avril 1974.....	41,000.00
1er avril 1975.....	48,000.00
1er avril 1976.....	48,000.00
1er avril 1977.....	51,000.00
1er avril 1978.....	54,000.00
1er avril 1979.....	56,000.00

April 1st, 1971.....	38,000.00
April 1st, 1972.....	40,000.00
April 1st, 1973.....	40,000.00
April 1st, 1974.....	41,000.00
April 1st, 1975.....	48,000.00
April 1st, 1976.....	48,000.00
April 1st, 1977.....	51,000.00
April 1st, 1978.....	54,000.00
April 1st, 1979.....	56,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cité de St-Martin.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 avril 1959 à 8.30 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 1520 rue Principale, Cité de St-Martin, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cité de St-Martin, (Comté de Laval), ce 18 mars 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONSE GOYER.

Hôtel de Ville, 1520 rue Principale,
Cité de St-Martin, (Laval), P.Q.
Téléphone: MURRAY 1-3316.

50132-o

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at City St. Martin.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which date, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, April 6, 1959, at 8.30 o'clock p.m., at the City Hall, 1520 Main Street, city St. Martin, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

City St. Martin, (County of Laval), this March 18, 1959.

ALPHONSE GOYER,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 1520 Main Street,
City of St. Martin (Laval), P.Q.
Telephone: MURRAY 1-3316.

50132

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1958, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company à divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le septième jour de mai 1959, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant Général,
F. A. DOYLE.

50107-12-6-o

Sale of Unclaimed Goods

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1958, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ont. at eleven o'clock in the forenoon, on the 7th day of May 1959, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
General Superintendent,
F. A. DOYLE.

50107-12-6-o

Ventes — Loi de faillite

Sales — Bankruptcy Act

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi N° 764-B Cour Supérieure (En Matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de: **Fernand Larouche**, entrepreneur, plombier 49, rue Hôtel de Ville, St-Honoré, comté de Chicoutimi, débiteur.

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi No. 764-B Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: **Fernand Larouche**, plumbing contractor, 49, Town Hall Street, St-Honoré, county of Chicoutimi, debtor.

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Avis est par les présentes donné que: **JEUDI**, le **VINGT-TROIS AVRIL 1959**, à **DEUX** heures de l'après-midi, seront vendus par écan public, à la porte de l'église de Ste-Anne de Chicoutimi-Nord, les immeubles ci-après décrits, savoir:

Notice is hereby given that: **THURSDAY**, the **TWENTY-THIRD** day of **APRIL**, 1959, at **TWO** o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the church door of Ste-Anne de Chicoutimi-North, the immoveables hereinafter described, to wit:

"Un lopin de terre, en forme de pointe, mesurant quarante-cinq pieds de largeur (45') sur le chemin public, ou du côté nord, sur soixante-et-dix pieds (70') du côté ouest, faisant partie du lot numéro douze-quarante-huit (12-48) au cadastre officiel du village de Ste-Anne, premier rang ouest du canton Tremblay, suivant la dernière subdivision, du lot numéro douze (12) dudit cadastre et compris dans les bornes suivantes: au nord par le chemin public, à l'est par le lot numéro 10 du même cadastre, au sud par le résidu dudit lot numéro 12-48 suivant une ligne parallèle à la ligne nord ci-dessus et distance, courant sud, de soixante-et-dix pieds de cette ligne et vers l'ouest encore par le résidu dudit lot numéro 12-48 suivant une ligne droite partant du chemin public à quarante-cinq pieds de distance, courant est, de la ligne de division entre le lot numéro 10 et ledit lot numéro 12-48 ladite ligne partant ainsi du chemin public étant parallèle à la ligne séparative des lots 12-48 et 12-47 dudit cadastre et courant sud jusqu'à soixante-et-dix pieds pour rencontrer la ligne sud ci-dessus, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

"A strip of land in the form of a point, measuring forty-five feet in width (45') on the public road, or on the north side, by seventy feet (70') on the west side, forming part of lot number twelve-forty-eight (12-48) in the official cadaster for the village of Ste-Anne, first range west of the township Tremblay, following the latter subdivision of lot number twelve (12) of the said cadaster and comprised within the following boundaries: on the north by the public road, on the east, by lot number 10 of the same cadaster, on the south, by the residue of the said lot number 12-48 following a parallel line with the north line above and distant, running south, by seventy feet from this line, and on the west again by the residue of the said lot number 12-48 following a straight line starting from the public road to forty-five feet in distance, running east, from the dividing line between lot number 10 and the said lot number 12-48 the said line starting thus from the public road being parallel to the dividing line of lots 12-48 and 12-47 of the said cadaster and running south up to seventy feet to meet the south line above, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Les lots numéros deux-trente (2-30), d'une largeur de soixante pieds (60'), moins le coin en rond situé au nord-ouest de ce lot, par cent pieds de profondeur (100'), d'une superficie de cinq mille neuf cent quarante-huit pieds carrés (5,948') et le lot numéro deux-trente-et-un (2-31), d'une largeur de soixante-et-quinze pieds (75'), par cent pieds de profondeur (100') dans le rang sept (rang 7), au cadastre officiel du canton Simard."

Lots numbers two-thirty (2-30), of a width of sixty feet (60'), less the rounded corner situated on the northwest of this lot, by one hundred feet in depth (100'), for an area of five thousand nine hundred and forty-eight square feet (5,948') and lot number two-thirty-one (2-31), of a width of seventy-five feet (75'), by one hundred feet in depth (100') in range seven (range 7), on the official cadaster of the Simard township."

Le tout sans bâtisses, mais avec dépendances.

The whole without buildings, but with dependencies.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister.

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder, subject to the rents and church apportionments which may exist.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned Trustees.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Sherif.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A, of the Code of Civil Procedure as well as article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale made by Sheriff.

Conditions de paiement: argent comptant.

Conditions: cash.

Québec, 17 mars 1959.

Quebec, March 17, 1959.

Les Syndics,
**LEFAIVRE, LABERGE,
MARMETTE & LEFAIVRE.**

**LEFAIVRE, LABERGE,
MARMETTE & LEFAIVRE,**
Trustees.

111, Côte de la Montagne,
Québec.

50118-12-2-o

111 Mountain Hill,
Quebec.

50118-12-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 2032-58, En faillite, dans l'affaire de: Marcel Béland, ex-hôtelier, 799 rue Marmier, apt. 2, Montréal-Sud, Qué.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2032-58, Sitting in Bankruptcy, in the matter of: Marcel Béland, ex-hotel-keeper, 799 Marmier Street, apt. 2, Montreal-Sud, Que.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: "Une terre connue sous le nom de Isle Larose dans le Fleuve Saint-Laurent, et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, sous le numéro huit cent huit (808), avec bâtisses dessus construites."

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes constituées sur ladite terre que l'acquéreur déclare bien connaître et en être satisfait pour l'avoir vue et visitée et l'accepter dans son état actuel.

Sera vendue à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de St-François-Xavier, Verchères, P.Q., LUNDI le DIX-HUIT MAI 1959 à ONZE heures de l'avant-midi.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure de Montréal, le 25 février 1959, et suivant les dispositions des articles 55 et suivant de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½%, conformément à la Loi. Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au sous-signé.

Daté à Montréal, ce 17e jour de mars 1959.

Le Syndic,
GÉRARD BLAIS.

Bureau de: Gérard Blais & Associés, C.A.,

2197 est, rue Sherbrooke,

Montréal, Qué.

Téléphone: LA 3-1127.

50119-12-2-o

Province de Québec, district de Québec, N° 6137 (1958). Cour Supérieure ("En faillite"). Dand l'affaire de la faillite de: J.-Adhémar Vallée, Cap-au-Renard, comté de Gaspé-Nord, Québec, débiteur, et J.-Alexandre Dansereau, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un terrain sis et situé à Rivière à Claude, mesurant de est à ouest une largeur de cent douze pieds (112') par une profondeur de soixante pieds (60'), mesure anglaise, avec la bâtisse dessus construite et utilisée comme poste ou station de service; ce terrain désigné comme faisant partie du lot portant le numéro cinquante-trois, subdivision A (Ptie de 53-A) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Duchesnay, est borné comme suit: vers le nord-ouest par l'emprise sud-ouest de l'ancienne route n° 6, vers l'est par une route, vers le sud et l'ouest par le résidu du lot 53-A appartenant pour partie à Stanislas Castonguay ledit terrain incluant en outre tous les droits du débiteur sur le terrain de l'ancienne route n° 6 et passant en front du terrain ci-dessus désigné.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Québec

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Designation: "A farm known under the name of Larose Island, in the St. Lawrence River, and designated on the official plan and book of reference for the parish of Verchères, under number eight hundred and eight (808), with buildings thereon erected".

As the whole is to be found presently, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes incorporated on the said farm which the purchaser declares to know well and to be satisfied for having seen and visited same and having accepted said farm in its present state.

Shall be sold by public auction, at the door of the parochial church of St. François-Xavier of Verchères, MONDAY MAY EIGHTEENTH, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court, at Montreal, February 25th, 1959, and according to the provisions of articles 55 and the following of the Bankruptcy Act 1949, in order that said sale shall have the effect of a Sheriff's sale in the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% in accordance with the law. For further information and the list of charges, application should be made to the undersigned.

Dated at Montreal, March 17th, 1959.

GÉRARD BLAIS,
Trustee.

Office of: Gérard Blais & Associés, C.A.,

2197 Sherbrooke Street East,

Montreal, Que.

Telephone: LA 3-1127.

50119-12-2-o

Province of Quebec, district of Quebec, No. 6137 (1958). Superior Court ("In Bankruptcy"). In the matter of the bankruptcy of: J.-Adhémar Vallée, Cap-au-Renard, county of Gaspé-North, Quebec, debtor, and J.-Alexandre Dansereau, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Designation: A lot of land lying and situated at Rivière-à-Claude, measuring east to west, a width of one hundred and twelve feet (112') by a depth of sixty feet (60'), English measure, with the building thereon erected and utilized as a service station or post; this lot of land designated as forming part of lot bearing number fifty-three subdivision A (Pt. of 53-A) on the official plan and in the book of reference for the second range of the township of Duchesnay, is bounded as follows: on the northwest by the right-of-way southwest of the old road No. 6, on the east, by a road, on the south and west by the residue of lot 53-A belonging in part to Stanislas Castonguay, the said land including moreover all the rights of the debtor on the lot of land of the old route No. 6 and passing in front of the lot of land hereinabove designated.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Quebec (in

(en faillite) rendu le 10 mars 1959, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Rivière-à-Claude, LUNDI, le ONZE MAI 1959, à DEUX heures de l'après-midi (heure locale).

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½%, conformément à la loi. La mise à prix sera de \$500.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J.-Alexandre Dansereau, syndic.

Daté à Montréal, le 12 mars 1959.

Le Syndic,

J.-ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau à: 31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal-VI, 4 3324.

50120-12-2-o

Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure "En Faillite", N° 6137-F (1958). Dans l'affaire de la faillite de: J.-Adhémar Vallée, Cap-au-Renard, comté de Gaspé-Nord, Québec, débiteur, et J.-Alexandre Dansereau, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Une terre sise et située au premier rang du lieu communément appelé Cap-au-Renard, ayant une largeur de quatre acres, sur la profondeur des terres de ce rang, désignée comme étant les lots portant les numéros quatorze subdivision A et quatorze subdivision B (14-A et 14-B) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Christie et bornée comme suit: vers le nord par le Golfe St-Laurent, vers l'est par le lot 15 de Louis-Marie Vallée, vers le sud par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang et vers l'ouest par le lot 13 appartenant pour partie au comparant et pour partie à Achille Vallée.

Une autre terre sise et située au même lieu, adjacente à la ligne ouest de celle ci-dessus désignée, ayant une largeur de quatre acres, sur toute la profondeur de la terre en labour et culture en courant vers le sud jusqu'aux terres du deuxième rang, désignée comme faisant partie du lot portant le numéro treize (Pte de 13) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Christie et bornée comme suit: vers le nord par le résidu du lot 13 d'Achille Vallée, ladite ligne nord étant déterminée par le côté nord de la terre en labour et en culture, vers l'est par la terre ci-dessus désignée, vers le sud par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang et vers l'ouest par le lot 12 d'Octave Vallée.

Une étendue de terrain sise et située au lieu appelé Cap-au-Renard, ayant de est à ouest une largeur de cent cinquante pieds (150) par la profondeur s'étendant du chemin du rang existant à cet endroit en courant vers le nord jusqu'au sommet de la falaise, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, désignée comme faisant partie du lot portant le numéro dix-huit (Pte de 18) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton Christie et bornée comme suit: vers le nord-ouest et le sud-ouest par une autre partie du lot 18 de Charles-Auguste Vallée, vers le nord-est par une autre partie du lot 18 de Louis-Marie Vallée et vers le sud-est par un chemin public.

bankruptcy) rendered on March 10, 1959, by public auction according to law, so that the said sale have the effect of a sale by sheriff according to the terms of the code of Civil Procedure, at the parochial church door of the parish of Rivière-à-Claude, MONDAY, MAY ELEVENTH, 1959, at TWO o'clock in the afternoon (local time).

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay Government rights of 2½%, according to law. The upset price shall be \$500.00.

For further information and list of charges apply to J.-Alexandre Dansereau, trustee.

Dated at Montreal, March 12, 1959.

J.-ALEXANDRE DANSEREAU,

Trustee.

Office at: 31 St. James Street, West,
Montreal-VI, 4 3324.

50120-12-2

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 6137-F (1958). In the matter of the bankruptcy of J.-Adhémar Vallée, Cap-au-Renard, county of Gaspé-North, Quebec, debtor, and J.-Alexandre Dansereau, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Description: A farm lying and situated in range one of the place commonly called Cap-au-Renard, having a width of four acres, by the depth of the farms of said range, designated as being lots bearing numbers fourteen subdivision A and fourteen subdivision B (14-A and 14-B) of the plan and book of reference of the official cadaster for the township of Christie and bounded as follows: northerly by the Gulf of St. Lawrence, easterly by lot 15 of Louis-Marie Vallée, southerly by the dividing line between ranges one and two and westerly by lot 13 belonging in part to the appearer and in part to Achille Vallée.

Another farm lying and situated in the same place, adjacent to the westerly line of that designated hereinabove, having a width of four acres, by the depth of the farm ploughed and under cultivation running in a southerly direction as far as the farms of range two, designated as forming part of lot bearing number thirteen (P. of 13) of the plan and book of reference of the official cadaster for the township of Christie and bounded as follows: northerly by the residue of lot 13 belonging to Achille Vallée, the said northerly line being determined by the north side of the farm ploughed and under cultivation, easterly by the farm hereinabove designated, southerly by the dividing line between ranges one and two and westerly by lot 12 of Octave Vallée.

An area of land lying and situated in that place called Cap-au-Renard, having from east to west a width of one hundred and fifty feet (150) by the depth extending from the range road existing at said place running in a northerly direction as far as the top of the cliff, with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, designated as forming part of lot bearing number eighteen (P. of 18) of the plan and book of reference of the official cadaster for range one of the township of Christie and bounded as follows: northwesterly and southwesterly by another part of lot 18 of Charles-Auguste Vallée, northeasterly by another part of lot 18 of Louis-Marie Vallée and southeasterly by a public road.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Québec (en faillite), rendu le 10 mars 1959 à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Marthe-de-Gaspé, LUNDI, le ONZE MAI 1959 à DIX heures de l'avant-midi (heure locale).

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de \$500.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser à J.-Alexandre Dansereau, syndic. Daté à Montréal, le 12 mars 1959.

Le Syndic,

J.-ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau à: 31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, VI-4 3324.

50121-12-2-0

Shall be sold by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Quebec (Sitting in Bankruptcy), rendered March 10, 1959 by public auction according to law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the door of the parochial church of the parish of Ste. Marthe-de-Gaspé, MONDAY, the ELEVENTH day of MAY 1959, at TEN o'clock in the forenoon (Local Time).

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay the Government tax of 2½% in accordance with the Law. The upset price shall be \$500.00.

For further information and the list of charges, apply to J.-Alexandre Dansereau, trustee.

Dated at Montreal, March 12, 1959.

J.-ALEXANDRE DANSEREAU,

Trustee.

Office at: 31 St. James Street, West,
Montreal VI-4 3324.

50121-12-2

Ventes pour taxes

Canada — Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARGENTEUIL

Avis public est par les présentes, donné par Harold G. Brannan, assistant secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots ou parties des lots ci-après mentionnées seront vendus à l'enchère publique dans la salle d'audience du Palais de Justice, dans la ville de Lachute, dans ledit comté d'Argenteuil, étant l'endroit où les sessions du conseil de comté sont tenues, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MAI mil neuf cent cinquante-neuf (14 mai 1959) à DIX heures du matin pour les taxes municipales et scolaires dues aux municipalités ci-après mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées entre ses mains avec tous les frais avant le jour de la vente.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE GRENVILLE

1 — Flavien Bertrand. — Partie du lot 9c, rang 3 de l'Augmentation de Grenville ayant 2 acres de largeur, plus ou moins, bornée au nord par le lot 9a, au sud par la ligne du rang, à l'est par une portion dudit lot possédée par Philippe Peladeau et à l'ouest par cette portion possédée par Pacifique Barrette. Taxes municipales: \$8.00; taxes scolaires: \$4.00. Total: \$12.00.

2 — Succ. David A. Young. — Lot 9b, rang 5 de l'Augmentation de Grenville, étant la demie nord du lot numéro 9. Taxes municipales: \$13.00.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE MILLE-ÎLES

3 — Argenteuil Lumber Company. — Lot 101, subdivisions 18, 21, 22, 23, 24, 26, 32, 33, 35, 50 et 65. Lot 104, subdivisions 4, 9, 12, 16, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 51, 52, 62 et 63. Côte Ste-Angélique. Taxes municipales: \$51.00.

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE D'AYERSVILLE

4 — Wilfrid Robinson, 180 rue Bradford Aysersville, Qué. — Partie 649 donnant sur la rue Aysers.

Sales for Taxes

Canada — Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL

Public notice is hereby given by Harold G. Brannan, Assistant Secretary-Treasurer of the municipal council of the county of Argenteuil, that the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Court Room of the Court House in the town of Lachute, in the said county of Argenteuil, being the place where the sittings of the county council are held, on THURSDAY, FOURTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and fifty-nine, (14th of May 1959) at TEN o'clock in the forenoon for municipal and school taxes due to the municipalities hereinafter described unless the same are paid to me with all costs before the day of the sale.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF GRENVILLE

1 — Flavien Bertrand. — Part of lot 9c, range 3 in the Augmentation of Grenville being 2 acres in width more or less, bounded north by lot 9a, south by the range line, east by portion of said lot owned by Philippe Peladeau, and west by that portion owned by Pacifique Barrette. Municipal taxes: \$8.00; school taxes: \$4.00. Total: \$12.00.

2 — Est. David A. Young. — Lot 9b, range 5 in the Augmentation of Grenville, being the north half of lot number 9. Municipal taxes: \$13.00.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF MILLE ISLES

3 — Argenteuil Lumber Company. — Lot 101 subdivisions 18, 21, 22, 23, 24, 26, 32, 33, 35, 50 and 65. Lot 104 subdivisions 4, 9, 12, 16, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 51, 52, 62, and 63. Côte Ste-Angélique. Municipal taxes: \$51.00.

MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE OF AYERSVILLE

4 — Wilfrid Robinson, 180 Bradford St., Aysersville, Que. — Part 649 having frontage on

— Partie du lot numéro 649 du cadastre officiel du canton de Chatham, borné au nord par un lot appartenant à M. Marcel Filiatreault, à l'ouest par la rue Gauthier, au sud par la rue Ayers et à l'est par un lot appartenant à M. Réal Urbain. Taxes municipales: \$447.80; taxes scolaires: \$152.99. Total: \$600.79.

5 — Elphège Beauséjour, 3351 rue Périer, Montréal-Nord, P.Q. — Partie 649 donnant sur la rue Champlain. — Partie du lot numéro 649 du cadastre officiel du canton de Chatham, borné au nord par un lot appartenant à M. Louis Beauséjour, à l'ouest par le lot 651 ou Douglas-G. Simon, au sud par un lot appartenant à Mme Doris E. Bruce et formant partie du lot 649 et à l'est par la rue Champlain. Taxes municipales: \$6.63; taxes scolaires: \$11.54. Total: \$18.17.

6 — Joseph Lefebvre, 209 rue Georges, Lachute, P.Q. — Partie 649 donnant sur la rue St-Jean. — Partie du lot numéro 649 du cadastre officiel du canton de Chatham, borné au nord par la rue St-Jean, à l'ouest par un lot appartenant à M. Zéphirin Larocque, au sud par un lot appartenant à M. Jean-Paul Larocque et à l'est par la rue St-Antoine. Taxes municipales: \$4.85; taxes scolaires: \$15.55. Total: \$20.40.

7 — René Laurin, 210 rue Evelyn, Lachute, P.Q. — Partie 649 donnant sur la rue Champlain. — Partie du lot numéro 649 du cadastre officiel du canton de Chatham, borné au nord par le lot appartenant à Mme Doris E. Bruce et formant partie du lot numéro 649, à l'ouest par le lot 651 ou Douglas G. Simon, au sud par un lot appartenant à Mme Doris E. Bruce et formant partie du lot 649 et à l'est par la rue Champlain. Taxes municipales: \$6.96; taxes scolaires: \$18.99. Total: \$25.95.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-JÉRUSALEM

8 — Trefflé Berthiaume, 9395, 28ième Ave Rivière des Prairies, P.Q. — Lot 1860 dans le premier rang de l'établissement nord de la paroisse de St-Jérusalem, sans constructions dessus érigées. Taxes municipales: \$55.00; taxes scolaires: \$41.51; frais: \$5.58. Total: \$102.09.

9 — Succ. de Jessie Snuggs a/s E. M. Jones, exécuteur, Lachute, Qué. — Un certain morceau de terrain ayant front sur le côté est de la rue Francis, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comme étant composé des lots 696-82, 696-83, 696-84 et 697-52; à déduire desdits lots 696-83, 696-84 et 697-52 moins cette partie vendue à Gerald S. MacKimmie par acte de vente passé devant Me Roger Comtois, notaire, le 10e jour d'avril 1947 et enregistré au bureau d'enregistrement d'Argenteuil sous le numéro 63557. Taxes municipales: \$68.00; taxes scolaires: \$43.20; frais: \$3.98. Total: \$115.18.

10 — M. Ed. McRae, R.R. 1, Lachute, Qué. — Partie du lot 108, paroisse de St-Jérusalem. — Un certain morceau de terrain situé sur le côté sud du chemin connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comme faisant partie du lot numéro 108, mesurant soixante-quinze pieds de largeur par une profondeur de cent cinquante pieds; borné à l'est par le lot numéro 107, au nord par ledit chemin, au sud et à l'ouest par le résidu de la propriété du vendeur, sans construction dessus érigées. Taxes municipales: \$44.60; taxes scolaires: \$64.80; intérêts: \$4.50; frais d'avis: \$0.85. Total: \$114.75.

Ayers Street. — Part of lot number 649 of the official cadaster for the township of Chatham, bounded on the north by a lot belonging to Mr. Marcel Filiatreault, on the west, by Gauthier Street, on the south, by Ayers Street, and on the east, by a lot belonging to Mr. Réal Urbain. Municipal taxes: \$447.80; school taxes: \$152.99. Total: \$600.79.

5 — Elphège Beauséjour, 3351 Périer St., Montreal-North, P.Q. — Part 649 having frontage on Champlain Street. — Part of lot number 649 of official cadaster for the township of Chatham, bounded on the north by a lot belonging to Mr. Louis Beauséjour, on the west, by lot 651 or Douglas-G. Simon, on the south by a lot belonging to Mrs. Doris E. Bruce and forming part of lot 649 and on the east, by Champlain Street. Municipal taxes: \$6.63; school taxes: \$11.54. Total: \$18.17.

6 — Joseph Lefebvre, 209 Georges St., Lachute, P.Q. — Part 649 having frontage on St. Jean Street. — Part of lot number 649 of the official cadaster of the township of Chatham, bounded on the north by St. Jean Street, on the west, by a lot belonging to Mr. Zéphirin Larocque, on the south, by a lot belonging to Mr. Jean-Paul Larocque and on the east by St. Antoine Street. Municipal taxes: \$4.85; school taxes: \$15.55. Total: \$20.40.

7 — René Laurin, 210 Evelyn St., Lachute, P.Q. — Part 649 having frontage on Champlain Street. — Part of lot number 649 of the official cadaster of the township of Chatham, bounded on the north, by lot belonging to Mrs. Doris E. Bruce, and forming part of lot number 649, on the west, by lot 651 or Douglas G. Simon, on the south, by lot belonging to Mrs. Doris E. Bruce and forming part of lot 649 and on the east by Champlain Street. Municipal taxes: \$6.96; school taxes: \$18.99. Total: \$25.95.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST. JERUSALEM

8 — Trefflé Berthiaume, 9395, 28th Ave. Rivière des Prairies, P.Q. — Lot 1860 in the first range of the north Settlement of the parish of St. Jerusalem, without buildings thereon. Municipal taxes: \$55.00; school taxes: \$41.51; costs: \$5.58. Total: \$102.09.

9 — Estate of Jessie Snuggs, c/o E. M. Jones, executor, Lachute, Que. — A certain piece of land fronting on the east side of Francis Street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jerusalem d'Argenteuil, as being composed of lots 696-82, 696-83, 696-84, and 697-52; to be deducted from said lots 696-83, 696-84, and 697-52 less that part sold to Gerald S. MacKimmie by deed of sale executed before Me Roger Comtois, notary, on the 10th of April 1947 and registered in the Argenteuil registry office under the number 63557. Municipal taxes: \$68.00; school taxes: \$43.20; costs: \$3.98. Total: \$115.18.

10 — Mr. Ed. McRae, R.R. 1, Lachute, Que. — Part of lot 108, parish of St. Jerusalem. — A certain piece of land situated on the south side of the highway, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jerusalem d'Argenteuil, as forming part of the lot number 108, measuring seventy-five feet in width by a depth of one hundred and fifty feet; bounded east by the lot number 107, north by the said highway, south and west by the remainder of the property of the vendor; without buildings thereon. Municipal taxes: \$44.60; school taxes: \$64.80; interest: \$4.50; cost of notices: \$0.85. Total: \$114.75.

11 — M. Albert Ogilvie, Rue Principale, Lachute, Qué.— Une serre appartenant à M. A. Ogilvie située sur ce certain lot de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, sous le numéro six cent quatre-vingt-quinze (695). Taxes municipales: \$94.90; taxes scolaires: \$14.40; intérêts: \$2.55, avis: \$0.85. Total: \$112.70.

11 — Mr. Albert Ogilvie, Main Street, Lachute, Que.— A green house pertaining to Mr. A. Ogilvie situated on that certain lot of land known and designated upon the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jerusalem d'Argenteuil under the number six hundred and ninety-five (695). Municipal taxes: \$94.90; school taxes: \$14.40; interest: \$2.55; notices: \$0.85. Total: \$112.70.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE CHATHAM

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF CHATHAM

12 — Wilfrid Gagné, Pine Hill, Qué.— Lot 1049-50, rang 12 dans le canton de Chatham. Taxes municipales: \$20.09; taxes scolaires: \$60.80; commission scolaire frais: \$5.52. Total: \$86.41.

12 — Wilfrid Gagné, Pine Hill, Que.— Lot 1049-50, range 12 in the township of Chatham.— Municipal taxes: \$20.09; school taxes: \$60.80; school commission costs: \$5.52. Total: \$86.41.

13 — Philippe Larocque, R.R. 5, Lachute, Qué.— Lot 741 et 744 rang 7 dans le canton de Chatham. Taxes municipales: \$88.27; taxes scolaires: \$110.00; commission scolaire frais: \$4.90. Total: \$203.17.

13 — Philippe Larocque, R.R. 5, Lachute, Que.— Lot 741 and 744, range 7 in the township of Chatham. Municipal taxes: \$88.27; school taxes: \$110.00; school commission costs: \$4.90. Total: \$203.17.

14 — Léo Paul Lavigne, adresse inconnue.— Partie du lot 820, rang 7.— Un certain morceau de terre situé dans le canton de Chatham faisant partie du lot 820 rang 7, avec bâtisses, borné au sud par le chemin public, à l'est par A.D. McGibbon, au nord par Sylvie Lacombe et Marguerite Roumageon et à l'est par le chemin public. Taxes municipales: \$61.79; taxes scolaires: \$132.60; commission scolaire frais: \$11.80. Total: \$206.19.

14 — Léo Paul Lavigne, address unknown.— Part of lot 820, range 7.— A certain piece of land situated in the township of Chatham forming part of lot 820, range 7, with building, bounded on the south, by the public road, on the east by A. D. McGibbon, on the north, by Sylvie Lacombe and Marguerite Roumageon and on east by the public road. Municipal taxes: \$61.79; school taxes: \$132.60; school commission costs: \$11.80. Total: \$206.19.

15 — Laurcat St. Onge, Carillon, Qué.— Partie du lot 824 rang 8, canton de Chatham.— Un certain morceau de terre situé dans le canton de Chatham, borné au nord et à l'ouest par la balance du lot 824 à l'est par le lot 823 et au sud par la ligne 7 et Sième rang. Taxes municipales: \$15.23; taxes scolaires: \$31.50; commission scolaire frais: \$2.79. Total: \$49.52.

15 — Laurcat St. Onge, Carillon, Que.— Part of lot 824, range 8, township of Chatham.— A certain piece of land situated in the township of Chatham, bounded on the north and on the west, by the remainder of lot 824, on the east by lot 823 and on the south by line 7 and the 8th range. Municipal taxes: \$15.23; school taxes: \$31.50; school commission costs: \$2.79. Total: \$49.52.

16 — Leonard Ayers, Pine Hill, Qué.— Partie du lot 799, rang 8, canton de Chatham.— Une parcelle de terrain dans le 8e rang appartenant à M. Leonard Ayers et formant partie du lot 799, mesurant 200' x 200', borné au nord et à l'ouest par le résidu du lot 799, à l'est par le lot 798 et au sud par la route 31, chemin public. Taxes municipales: \$4.70.

16 — Leonard Ayers, Pine Hill, Que.— Part of lot 799, range 8 township of Chatham.— A parcel of land in the 8th range belonging to M. Leonard Ayers and forming part of lot 799, measuring: 200' x 200', bounded north and west by the remainder of lot 799, east by lot 798 and south by route 31, public road. Municipal taxes: \$4.70.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE BROWNSBURG

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF BROWNSBURG

17 — Herbie Golden, Brownsburg, Qué.— Partie du lot 758, rang 7, village de Brownsburg.— Un morceau de terrain avec constructions situé dans le village de Brownsburg possédé par M. Herbie Golden, étant une partie du lot 758 mesurant 50' x 85', borné à l'est par Noël Charron, à l'ouest par Jos. Lacasse, au nord par Jos. Lacasse et au sud par la 2e Rue sud-ouest. Taxes municipales: \$18.00; taxes scolaires: \$168.50; frais: \$1.54. Total: \$188.04.

17 — Herbie Golden, Brownsburg, Que.— Part of lot 758, range 7, village of Brownsburg.— A piece of land with buildings, situated in the village of Brownsburg owned by Mr. Herbie Golden being part of lot 758 measuring 50' x 85', bounded east by Noël Charron, west by Jos. Lacasse, north by Jos. Lacasse and south by 2nd Street south west. Municipal taxes: \$18.00; school taxes: \$168.50; costs: \$1.54. Total: \$188.04.

18 — Arthias Demers, sub. 1, Brownsburg, Qué.— Partie du lot 819, rang 8, village de Brownsburg.— Un certain morceau de terre, avec bâtisse situé à Brownsburg et étant une partie du lot 819 sur une profondeur de 85 pieds et sur une largeur de 50 pieds, borné au nord par M. Réal Demers, au sud par M. Charles Harding et à l'est par la rue St-Pierre appelée du Couvent et à l'ouest par la propriété de M. Michel Gagné. Taxes municipales: \$18.00; taxes scolaires: \$42.40; frais: \$1.54. Total: \$61.94.

18 — Arthias Demers, sub. 1, Brownsburg, Que.— Part of lot 819, range 8, village of Brownsburg.— A certain piece of land, with building situated at Brownsburg and being a part of lot 819 along a depth of 85 feet and along a width of 50 feet, bounded on the north by Mr. Réal Demers, on the south, by Mr. Charles Harding and on the east, by St. Pierre Street, called "du Couvent" and on the west, by the property of Mr. Michel Gagné. Municipal taxes: \$18.00; school taxes: \$42.40; costs: \$1.54. Total: \$61.94.

19 — Omer Giroux, sub. 1, Brownsburg, Qué.— Partie du lot 819, rang 8, village de Brownsburg.— Un certain morceau de terre, avec bâtisse situé à Brownsburg et étant une partie du lot 819 sur les dimensions de 55 pieds par 62 pieds, borné à l'est par Jos. Vezeau, à l'ouest par Roger Bossé, au nord par Rosaire

19 — Omer Giroux, sub. 1, Brownsburg, Que.— Part of lot 819, range 8, village of Brownsburg.— A certain piece of land, with building situated at Brownsburg and being part of lot 819 of the dimensions of 55 feet by 62 feet, bounded on the east by Jos. Vezeau, on the west, by Roger Bossé, on the north, by Rosaire Bélisle and on the

Bélisle et au sud par la 2ième Rue N.W. Taxes municipales: \$19.00; taxes scolaires: \$26.40; frais: \$1.57. Total: \$46.97.

20 — Onésime Bigras, sub. 1, Brownsburg, Qué.— Partie du lot 819, rang 8, village de Brownsburg.— Un certain morceau de terre, avec bâtisse situé à Brownsburg et étant une partie du lot 819 sur les dimensions de 435 pieds par 100 pieds, borné à l'est par Philippe Aubin, à l'ouest par Armand Giroux au nord par la 3ième Rue N.W. et au sud par Mme Cécile Gagné Charlebois. Taxes municipales: \$48.80; taxes scolaires: \$205.79; frais: \$26.65. Total: \$281.25.

21 — Roland Lépine, Brownsburg, Qué.— Partie du lot 815-76, rang 8, village de Brownsburg.— Un certain morceau de terre, avec bâtisse, situé à Brownsburg et étant partie du lot 815-76 ayant 50 pieds de large sur une profondeur de 100 pieds, borné à l'est par la 3ième Avenue N.W. à l'ouest par la C.I.L. au nord par André Larry et au sud par Lucien Meilleur. Taxes municipales: \$54.60; taxes scolaires: \$52.80; frais: \$2.95. Total: \$110.35.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE GORE

22 — Paul H. Scroire, Rivière Gagnon, P.Q.— Partie du lot numéro 14a, rang 5.— Un certain morceau de terre situé dans le canton de Gore, comté d'Argenteuil, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiel dudit canton comme étant une partie du lot numéro quatorze A, rang cinq (Pt. 14a, R. V.) mesurant vingt-huit acres en superficie plus ou moins s'étendant sur toute la largeur dudit lot numéro quatorze A, rang cinq, sur la longueur qu'il y a entre un petit lac connu des parties jusqu'à la division du cinquième et quatrième rang; borné à l'ouest par le vendeur, au nord par le vendeur et ledit lac, à l'est par Mr. Willie Woods et au sud par Mr. Willie Robinson. Sans bâtisse dessus érigée. Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives y attachées. Taxes municipales: 1956, 1957, 1958: \$6.62; taxes scolaires 1956-57, 1957-58, 1958-59: \$4.02. Total: \$10.64.

Daté à Lachute, Québec, ce 25 février 1959.

Conseil Municipal du
Comté d'Argenteuil,
(Seau) Assistant Secrétaire-trésorier,
50004-10-2-o Par: H. G. BRANNAN.

Province de Québec — District d'Abitibi

VILLE DE MALARTIC

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Secrétaire-trésorier de la ville de Malartic, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique, au bureau du Conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, LUNDI, le SIXIÈME (6e) jour du mois d'AVRIL 1959, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, et les frais qui seront subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Brouillette, Joseph — Lot No. 144, bloc 3 — du cadastre officiel du canton Fournière (Ville de Malartic) comté d'Abitibi-Est. Montant des taxes municipales dues: \$387.19.

Donné sous mon seing, en la ville de Malartic, ce 2ième jour du mois de mars 1959.

Vraie copie. Le Secrétaire-trésorier,
50079-11-2-o L.-C. SAVARD.

south by 2nd Street, N.W. Municipal taxes: \$19.00; school taxes: \$26.40; costs: \$1.57. Total: \$46.97.

20 — Onésime Bigras, sub. 1, Brownsburg, Qué.— Part of lot 819, range 8, village of Brownsburg.— A certain piece of land, with building situated at Brownsburg and being a part of lot 819 of the dimensions of 435 feet by 100 feet, bounded on the east by Philippe Aubin, on the west, by Armand Giroux, on the north, by the 3rd Street, N.W. and on the south by Mrs. Cécile Gagné Charlebois. Municipal taxes: \$48.80; school taxes: \$205.79; costs: \$26.65. Total: \$281.25.

21 — Roland Lépine, Brownsburg, Qué.— Part of lot 815-76, range 8, village of Brownsburg.— A certain piece of land, with building, situated at Brownsburg and being part of lot 815-76 having 50 feet in width on a depth of 100 feet, bounded on the east by 3rd Avenue, N.W., on the west, by C.I.L. on the north, by André Jarry and on the south, by Lucien Meilleur. Municipal taxes: \$54.60; school taxes: \$52.80; costs: \$2.95. Total: \$110.35.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF GORE

22 — Paul H. Scroire, River Gagnon, P.Q.— Part of lot number 14a, range 5.— A certain piece of land situated in the township of Gore, county of Argenteuil, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township as being part of lot number fourteen A, range five (Pt. 14a, R. V.) measuring twenty-eight acres in area more or less extending along the whole of the width of the said lot number fourteen A, range five, on the length there is between a small lake known by the parties up to the division of the fifth and fourth range; bounded on the west, by the vendor, on the north, by the vendor and the said lake, on the east, by Mr. Willie Woods and on the south, by Mr. Willie Robinson. Without building thereon erected. As the whole is to be found presently with the active and passive servitudes thereto attached. Municipal taxes 1956, 1957, 1958: \$6.62; school taxes 1956-57, 1957-58, 1958-59: \$4.02. Total: \$10.64.

Dated at Lachute, Quebec, this 25th of February 1959.

Municipal Council of the
County of Argenteuil,
(Seal) Per: H. G. BRANNAN.
50004-10-2-o Assistant Secretary-Treasurer.

Province of Quebec — District of Abitibi

TOWN OF MALARTIC

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Malartic, that the property hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the Municipal Council at the Town Hall aforesaid municipality, MONDAY, the SIXTH (6th) day of APRIL 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal taxes with interest mentioned in the following statement and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before this sale.

Brouillette, Joseph — Lot No. 144, Block 3 — of the official plan of the township of Fournière (town of Malartic) county of Abitibi-East. Total amount of municipal taxes due: \$387.19.

Given under my hand, in the town of Malartic, this 2nd day of the month of March 1959.

True copy. L.-C. SAVARD,
50079-11-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de l'Échequier
du Canada,
N° 151,828.

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU et amendements et **DANS L'AFFAIRE DE ADRIEN BIBEALD**, de Rochebeaucourt, du comté d'Abitibi-Est, Province de Québec.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Court of the Exchequer
of Canada,
No. 151,828.

IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT and amendments and **IN THE MATTER OF ADRIEN BIBEALD**, of Rochebeaucourt, of the county of Abitibi-East, Province of Quebec.

AVIS DE VENTE

Les droits acquis sur l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-deux (22) du rang X du canton Rochebeaucourt, comté d'Abitibi-Est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Rochebeaucourt, comté d'Abitibi-Est, le **VINGT-NEUVIÈME** jour d'**AVRIL** 1959 à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif,
Amos, 16 mars 1959. 50116-12-2-o

NOTICE OF SALE

The rights acquired on the immovable known and designated as being lot number twenty-second (22) of range X of the township of Rochebeaucourt, county of Abitibi-East, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Rochebeaucourt, county of Abitibi-East, on the **TWENTY-NINTH** day of **APRIL**, 1959, at **TWO** o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff's Office,
Amos, March 16, 1959. 50116-12-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, Montréal & Beauharnois, N° 428 464. **ROLAND POUPARD**, notaire, domicilié à Ste-Beauharnois, demandeur, et **MARCEL PILON**, domicilié à 9,715

Basile-Routhier, Montréal, district de Montréal, défendeur.

A savoir: "Un emplacement sis et situé en ladite paroisse de St-Anicet, connu et désigné au plan et dans le livre de renvoi officiels de cette paroisse et de celle de Ste-Barbe, comme étant partie du lot numéro trois cent soixante-sept (Pte N° 367) mesurant environ cent dix pieds de largeur, par la profondeur dudit lot, c'est-à-dire, quatre-vingt-treize pieds de profondeur, borné: à l'est par la rue de la Fabrique, au sud par le lot N° 368, à l'ouest par le lot N° 370, et au nord par le résidu dudit lot N° 367.

Un autre emplacement sis et situé au même lieu, connu et désigné au plan et dans le livre de renvoi officiels susdits, comme étant partie du lot numéro trois cent soixante-dix (Pte N° 370), mesurant cent trente-cinq pieds de largeur par la profondeur dudit lot, soit quatre-vingt-treize pieds, borné: à l'est par le lot N° 367, au sud par le lot N° 369, à l'ouest, par la rue St-Miche, et au nord par le résidu dudit lot N° 370. Avec ensemble les constructions édifiées sur ces deux lots."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Anicet, dit district, le **VINGT-TROISIÈME** jour d'**AVRIL**, 1959, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield,
ce 13 février 1959. **ERNEST POIRIER**,
50104-12-2-o

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, Montréal & Beauharnois, No. 428 464. **ROLAND POUPARD**, notary, domiciled at Ste-Beauharnois, plaintiff and **MARCEL PILON**, domiciled at 9,715

Basile-Routhier, Montreal, district of Montreal, defendant.

To wit: "An emplacement lying and situate in said parish of St. Anicet, known and designated on the official plan and book of reference of said parish and that of Ste. Barbe, as being part of lot number three hundred and sixty-seven (P. No. 367) measuring some one hundred and ten feet in width by the depth of the said lot, that is, ninety-three feet of depth, bounded: easterly by de la Fabrique Street, southerly by lot No. 368, westerly by lot No. 370, and northerly by the residue of said lot No. 367.

Another emplacement lying and situate in the same locality, known and designated on the official plan and book of reference mentioned above, as being part of lot number three hundred and seventy (P. No. 370) measuring one hundred and thirty-five feet in width by the depth of said lot, i.e. ninety-three feet, bounded: easterly by lot No. 367, southerly by lot No. 369, westerly by St. Miche Street, and northerly by the residue of said lot No. 370. Together with the buildings erected on said two lots."

To be sold at the door of the parochial church of St. Anicet, said district, the **TWENTY-THIRD** day of **APRIL**, 1959, at **TEN** o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield,
this February 13, 1959. 50104-12-2

LABELLE

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, { **LUCIEN CATAPHARD**,
N° 454577. { notaire, de la cité de
Verdun, district de Montréal,
et **MARC ANDRÉ LAZURE**, notaire, de Saint-
Rémi, district d'Iberville, demandeurs, vs **ER-**
NEST MICKENHAGEN, ingénieur, des cités et
district de Montréal, défendeur.

"Un immeuble sis et situé en la paroisse de
Saint-Jude de Bellerive dans le comté de Labelle,
P.Q. et composé comme suit:

a) Trois terrains vacants ayant front sur la
route Nationale dans la paroisse de St-Jude de
Bellerive, dans le comté de Labelle, en cette
Province, connus et désignés aux plan et livre de
renvoi officiels du canton Loranger, sous les
numéros vingt-et-un, vingt-deux et dix-huit,
de la subdivision officielle du lot originaire numéro
trente-cinq du rang trois (3) du canton Loranger
(35-21, 22 et 18);

b) Un terrain vacant, ayant front sur le rang
trois du canton Loranger dans la paroisse de
Saint-Jude de Bellerive, dans le comté de Labelle,
en cette province connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels du canton Loranger, sous
le numéro vingt-cinq de la subdivision officielle
de l'immeuble originaire numéro trente-six du
rang trois (3) dudit cadastre (36-25) mesurant en
superficie cinq mille pieds carrés ou onze centièmes
d'acres.

c) Un terrain de forme triangulaire, ayant
front sur le rang trois du canton Loranger, en la
paroisse de St-Jude de Bellerive dans le comté de
Labelle, en cette province, connu et désigné aux
plan et livre de renvoi officiels du canton Loranger,
comme faisant partie de l'immeuble numéro
vingt-sept de la subdivision officielle de l'immeuble
originaire numéro trente-cinq du rang trois
(3) dudit cadastre (35 pt. 27) borné au nord et
au nord-est par les immeubles numéros 35-15 à
35-25 inclusivement auxdits plan et livre de
renvoi officiels du canton Loranger et à l'est, par
la ligne de division des rangs deux et trois du
canton Loranger et à l'ouest, par une autre partie
dudit immeuble vingt-sept appartenant à Mlle
Aurore Brault; mesurant cedit terrain présentement
vendu cinq cent trente pieds (530') dans
la ligne nord, huit cent soixante-dix pieds (870')
dans la ligne de division desdits rang deux et
trois du canton Loranger et six cent cinquante
pieds (650') dans la ligne ouest et bornant une
autre partie dudit immeuble appartenant à
Mlle Aurore Brault, avec une superficie de deux
cent treize mille deux cent cinquante pieds carrés
(213,250') plus ou moins mesure anglaise. Le
tout avec bâtisses dessus construites circonstances
et dépendances."

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église
paroissiale St-Jude de Bellerive dans le district
de Labelle, le DIXIÈME jour d'AVRIL 1959
à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier,
23 février 1959.

Le Shérif,
ADRIEN LAROSE.
49974-9-2-0

LABELLE

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Superior Court, { **LUCIEN CATAPHARD**,
No. 454577. { notary, of the city of
Verdun, district of Montreal,
and **MARC ANDRÉ LAZURE**, notary, of
Saint-Rémi, district of Iberville, plaintiffs,
vs **ERNEST MICKENHAGEN**, engineer, of
the city and district of Montreal, defendant.

"An immoveable located and situated in the
parish of Saint-Jude de Bellerive in the county of
Labelle, P.Q., and composed as follows:

a) Three vacant lots of land having frontage
on the National highway in the parish of St-
Jude de Bellerive, in the county of Labelle, in
this Province, known and designated on the
official plan and in the book of reference of the
Loranger Township, under numbers twenty-one,
twenty-two and eighteen, of the official subdivi-
sion of the original lot number thirty-five of
range three (3) of the Loranger township (35-21,
22 and 18);

b) A vacant lot, having frontage on range
three of the Loranger Township in the parish of
Saint-Jude de Bellerive in the county of Labelle,
in this Province known and designated on the
official plan and in the book of reference of the
Loranger Township under number twenty-five
of the official subdivision of the original immove-
able number thirty-six of range three (3) of
the said cadaster (36-25) measuring in area
five thousand square feet or eleven/one-hun-
dredths acre.

c) A lot of triangular form, having frontage
on range three of the Loranger township, in the
parish of St-Jude de Bellerive in the county of
Labelle, in this Province, known and designated
on the official plan and in the book of reference
of the Loranger Township, as forming part of
the immoveable number twenty-seven of the
official subdivision of the original immoveable
thirty-five of range three (3) of the said cadaster
(35 pt. 27) bounded on the north and on the
northeast by the immoveables 35-15 to 35-25
inclusively on the said official plan and in the
book of reference of the Loranger Township
and on the east, by the dividing line of ranges
two and three of the Loranger Township and
on the west, by another part of the said immove-
able twenty-seven, belonging to Miss Aurore
Brault; measuring this lot presently sold five
hundred and thirty feet (530') in the north line,
eight hundred and seventy feet (870') on the
dividing line of the said ranges two and three of
the Loranger Township and six hundred and
fifty feet (650') in the west line and bounding
another part of the said immoveable belonging
to Miss Aurore Brault, with an area of two
hundred and thirteen thousand two hundred and
fifty square feet (213,250') more or less, English
measure. The whole with buildings thereon
erected, circumstances and dependencies."

To be sold in block at the parochial church
door of St-Jude de Bellerive, in the district of
Labelle on the TENTH day of APRIL, 1959, at
TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Mount-Laurier,
February 23, 1959.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff.
49974-9-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, contre **LUCIEN ROSSIGNOL**, ci-devant domicilié à St-Féréol, comté de Montmorency, Qué. et aujourd'hui à Notre-Dame d'Issoudun, comté de Lotbinière, P.Q.

"Une terre étant les lots deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six (243, 244, 245, 246) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Féréol, comté de Montmorency. Avec maison, grange et dépendances.

"A distraire des deux sources vendues par les actes du 8 septembre 1906 enregistré numéro 9533 et du 22 juillet 1910 enregistré numéro 10901. Avec les droits de passage de tuyaux et autres droits accessoires pour l'utilisation de ces sources.

"Sujets à une servitude de poteaux et fils en faveur de Québec Power Co. (Enrg.: 28240) et à la servitude en faveur de l'Hydro-Québec, sur une largeur de quatre cents pieds (400') suivant avis d'expropriation enregistré numéro 34236".

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Féréol, comté de Montmorency, le TRENTE et UNIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEIL.

Québec, le 24 février 1959. 49973-9-2-0

[Première insertion: le 28 février 1959]

[Deuxième insertion: le 21 mars 1959]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de RobervalCour Supérieure, **CÔTÉ BOIVIN & CIE**
N° 21,567. **INC.**, corps politique

et légalement constitué, ayant son principal bureau d'affaires à Chicoutimi, et un bureau d'affaires à Roberval, district de Roberval, demanderesse, vs **RENÉ GRENIER & DAME MARIE-JEANNE ROUSSEAU**, veuve de feu Raoul Grenier, tous deux de St-Félicien, défendeurs.

"Un terrain-emplacement, situé en la municipalité de la ville de St-Félicien, mesurant cinquante-neuf pieds (59') de largeur sur une longueur moyenne de deux cent dix pieds (210'), connu et désigné sous le numéro neuf-un, subdivision cadastrale du lot originaire numéro deux-A (No. 2-A-9-1) du premier (1) rang, du cadastre officiel du canton Demeules, comprenant également le magasin résidence dessus construit, les hangars et appartenances et dépendances", propriété indivise de René Grenier, et de Dame Marie-Jeanne Rousseau, veuve de feu Raoul Grenier, de St-Félicien, suivant le jugement rendu."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Félicien, comté de Roberval, le VINGT-TROISIÈME (23) jour d'AVRIL, 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, du district de Roberval,
Palais de Justice, **LÉON-AURICE LAVOIE**.

District de Roberval, 50105-12-2-0

le 14 mars, 1959. [Première insertion: le 21 mars 1959]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: **QUEBEC FARM CRE-**
No. 95,206. **DIT BUREAU**, a body

politic and incorporated, having its head office at Quebec, against **LUCIEN ROSSIGNOL**, heretofore domiciled at St-Féréol, county of Montmorency, Que., and today at Notre-Dame d'Issoudun, county of Lotbinière P.Q.

"A farm being lots two hundred and forty-three, two hundred and forty-four, two hundred and forty-five, two hundred and forty-six (243, 244, 245, 246) in the official cadaster for the parish of St-Féréol, county of Montmorency. With house, barn and dependencies.

"To be withdrawn the two springs sold by deed on September 8, 1906 registered number 9533 and on July 22, 1910, registered number 10901. With rights of way for pipes and other rights accessory for the utilisation of these springs.

"Subject to a servitude of posts and wires in favor of Québec Power Co. (Regd.: 28240) and to the servitude in favor of the Hydro-Québec, along a width of four hundred feet (400') according to the notice of expropriation registered number 34236".

To be sold "in block" at the parochial church door of St-Féréol, county of Montmorency, on the THIRTY-FIRST day of MARCH, next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,

Sheriff's Office, Québec, February 24, 1959. 49973-9-2

[First insertion: February 28, 1959]

[Second insertion: March 21, 1959]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of RobervalSuperior Court, **CÔTÉ BOIVIN & CIE**
No. 21,567. **INC.**, a body politic

and legally incorporated, having its head business office at Chicoutimi, and a business office at Roberval, district of Roberval, plaintiff, vs **RENÉ GRENIER & DAME MARIE-JEANNE ROUSSEAU**, widow of the late Raoul Grenier, both of St-Félicien, defendants.

"An emplacement lot situated in the municipality of the town of St-Félicien, measuring fifty-nine feet (59') in width along an average length of two hundred and ten feet (210'), known and designated under number nine-one, cadastral subdivision of the original lot number two-A (No. 2-A-9-1) of the first (1) range, of the official cadaster of the township Demeules, also comprising the store-residence thereon erected, the sheds and appurtenances and dependencies", undivided property of René Grenier, and of dame Marie-Jeanne Rousseau, widow of the late Raoul Grenier, of St-Félicien, according to judgment rendered."

To be sold at the church door of the parish of St-Félicien, county of Roberval, on the TWENTY-THIRD (23) day of APRIL, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-AURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Court House, the district of Roberval.

District of Roberval, 50105-12-2

March 14, 1959. [First insertion: March 21, 1959]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 15979. **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, requérant, vs **HENRI GERVAIS, LAURENT GERVAIS, FRÉDÉRIC GERVAIS et LOUIS GERVAIS**, tous domiciliés à St-Louis de France, comté de Champlain, P.Q., district de Trois-Rivières, intimés.

"1° Une terre située dans le Rang Ste-Marguerite-Nord de la paroisse de St-Louis de France, contenant environ deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro cinq cent soixante-dix-huit (578) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de St-Maurice, maintenant comprise dans les limites de la paroisse de St-Louis de France, avec toutes les bâtisses dessus construites;

2° Deux terres situées dans le rang Ste-Marguerite-Nord de la paroisse de St-Louis de France, contenant chacune quarante arpents en superficie, connues et désignées sous les numéros cinq cent soixante-dix-neuf et cinq cent quatre-vingts (579 et 580) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de St-Maurice;

3° Une terre située en la paroisse de St-Louis de France, dans le rang nord-ouest de Ste-Marguerite, contenant environ soixante arpents de terre en superficie, connue et désignée comme étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-un (581) sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de St-Maurice, dont ladite paroisse de St-Louis de France, en est un démembrement, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendues "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de France, VENDREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent cinquante-neuf, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières,
le 16 mars 1959.

Le Shérif,
L. P. MERCIER.
50117-12-2-0

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 15979. **QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its head office in Quebec, petitioner, vs **HENRI GERVAIS, LAURENT GERVAIS, FRÉDÉRIC GERVAIS and LOUIS GERVAIS**, all domiciled at St-Louis de France, county of Champlain, P.Q., district of Trois-Rivières, respondent.

"1. A farm situated in Range Ste-Marguerite-North, of the parish of St-Louis de France, containing about two arpents in front by twenty arpents in depth, more or less, known and designated under lot number five hundred and seventy-eight (578) in the official cadaster for the county of Champlain, for the parish of St-Maurice, presently comprised within the limits of the parish of St-Louis de France, with all the buildings thereon erected;

2. Two farms situated in Range Ste-Marguerite-North, of the parish of St-Louis de France, containing each forty arpents in area, known and designated under numbers five hundred and seventy-nine and five hundred and eighty (579 and 580), of the official cadaster for the county of Champlain, for the parish of St-Maurice;

3° A farm situated in the parish of St-Louis de France, in the northwest range of Ste-Marguerite, containing about sixty acres of land in area, known and designated as being lot number five hundred and eighty-one (581) on the official plan and in the book of reference of the registration cadaster for the county of Champlain, for the parish of St-Maurice, of which the said parish of St-Louis de France is a division, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "in block" at the parochial church door of St-Louis de France, FRIDAY, on the TWENTY-FOURTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and fifty-nine, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières,
March 16, 1959.

L. P. MERCIER,
Sheriff.
50117-12-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Denis vs Carignan	1282
Jeanson vs Boisvert	1282
Klein vs Jusztusz	1282

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

128-A — Verre, région de Québec	1282
128-B — Construction, région de Mont-réal	1283
128-C — Construction, Province	1284
146-A — Construction, région de Chicoutimi	1284
146-B — Bâtiment, comtés de Terrebonne et Labelle	1285
146-C — Épiceries, boucheries et restaurant-épicerie, cité de Joliette	1286

ASSEMBLÉE:

Quebec Central Railway Company	1288
--------------------------------------	------

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Denis vs Carignan	1282
Jeanson vs Boisvert	1282
Klein vs Jusztusz	1282

ORDERS IN COUNCIL:

128-A — Glass, region of Quebec	1282
128-B — Construction, region of Montreal	1283
128-C — Construction, Province	1284
146-A — Construction, region of Chicoutimi	1284
146-B — Building, counties of Terrebonne and Labelle	1285
146-C — Grocery, butcher shop and restaurant-grocery city of Joliette	1286

MEETING:

Quebec Central Railway Company	1288
--------------------------------------	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1245 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1245

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Antoine Guertin Limitée (Directeurs) ..	1289
Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc. (Règlements)....	1289
Pointe du Moulin, ville (Règlement No 15).....	1290
Richmond Wood Heel Limited (Directeurs).....	1288
Syndicat Catholiques des Employés de Garage de Québec Inc. (Nom changé). ..	1289
Syndicat des Instituteurs et Institutrices du comté de Huntingdon (Formation).....	1289

Antoine Guertin Limitée (Directors) ..	1289
Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc. (By-Laws).....	1289
Pointe du Moulin, town (By-Law No. 15).....	1290
Richmond Wood Heel Limited (Directors).....	1288
Syndicat Catholiques des Employés de Garage de Québec Inc. (Name changed).....	1289
Syndicat des Instituteurs et Institutrices du comté de Huntingdon (Formation).....	1289

COMPAGNIES DISSOUTES:

COMPANIES DISSOLVED:

Bedford Housing Corporation.....	1290
Beta Investment Corp.....	1290
Conasco-Ungava Mines Limited.....	1290
Dainty Apparel Inc.....	1291
Frandel Corporation.....	1291
Grande Allée Apartment House Company.....	1291
Helaine's Incorporated.....	1291
Jean J. Crête Limitée.....	1292
Kenzie Gold Mines Limited (Correction).....	1293
Les Développements St-Eustache & Cie Ltée.....	1292
Menuiserie Jacques-Cartier Woodcraft Inc.....	1292
Progrès Industriel de Roxton-Falls Incorporated.....	1292
St. Mary's Bowling Alley Ltd.....	1293
Vista Construction Limited.....	1293
Yukon-Ungava Mines Limited.....	1293

Bedford Housing Corporation.....	1290
Beta Investment Corp.....	1290
Conasco-Ungava Mines Limited.....	1290
Dainty Apparel Inc.....	1291
Frandel Corporation.....	1291
Grande Allée Apartment House Company.....	1291
Helaine's Incorporated.....	1291
Jean J. Crête Limitée.....	1292
Kenzie Gold Mines Limited (Correction).....	1293
Les Développements St-Eustache & Cie Ltée.....	1292
Menuiserie Jacques-Cartier Woodcraft Inc.....	1292
Progrès Industriel de Roxton-Falls Incorporated.....	1292
St. Mary's Bowling Alley Ltd.....	1293
Vista Construction Limited.....	1293
Yukon-Ungava Mines Limited.....	1293

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

*Municipalité scolaire de:**School Municipality of:*

Annonciation.....	1294
Beauceville.....	1294
Chénéville.....	1294
Disraëli.....	1294
Laurierville.....	1295
St-Germain-de-Gratham, village.....	1294
St-Grégoire-de-Greenlay.....	1295
St-Siméon, village.....	1294

Annonciation.....	1294
Beauceville.....	1294
Chénéville.....	1294
Disraëli.....	1294
Laurierville.....	1295
St-Germain-de-Gratham, village.....	1294
St-Grégoire-de-Greenlay.....	1295
St-Siméon, village.....	1294

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FOREST:

*Service du Cadastre:**Cadastral Branch:*

Lafèche, canton.....	1295
Montréal, munic. paroisse.....	1295
Ste-Rose, paroisse.....	1295
St-Eustache, paroisse.....	1295

Lafèche, township.....	1295
Montreal, munic. parish.....	1295
Ste-Rose, parish.....	1295
St-Eustache, parish.....	1295

TRAVAIL:

LABOUR:

*Industrie ou métiers de:**Industry or Trades of:*

Barbier, coiffeurs et coiffeuses, villes de Victoriaville et al (Modification).....	1308
Coiffeurs et coiffeuses, district de Saint-François (Prélèvement).....	1302
Convention collective de travail entre Le Comité des Patrons de Salons de coiffure de Hull et l'Union Internationale des coiffeuses de Hull.....	1304
Directeurs de Funérailles de Montréal et district (Prélèvement).....	1300

Barbering and hairdressing, towns of Victoriaville et al (Amendment).....	1308
Barbers and hairdressers, St. Francis district (Levy).....	1302
Collective labour agreement entered between Le Comité des Patrons de Salons de coiffure de Hull and l'Union Internationale des coiffeuses de Hull.....	1304
Funeral Directors of Montreal and district (Levy).....	1300

Distributeurs de pain, région de Montréal (Approbation).....	1300
Distributeurs de pains, région de Montréal (Prélèvement).....	1298
Industrie du Lait de Québec (Prélèvement).....	1297
Navigation côtière et intérieure du port de Montréal (Prélèvement).....	1296

Bread Delivery of the Montreal region (Approval).....	1300
Bread Delivery of the Montreal region (Levy).....	1298
Milk Industry of Quebec (Levy).....	1297
Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal (Levy).....	1296

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

A. I. Miller Corp.....	1246
Albert Roux Limitée.....	1247
Algérie Savard & Fils Ltée.....	1247
Allan Levine Inc.....	1247
Allied Extrusions Limited.....	1248
AMaBaie Proprietors League, Incorporated — La Ligue des Propriétaires d'AMaBaie, Incorporée.....	1248
Bijouterie Charles Inc.....	1248
Blue Top Co. Ltd.....	1249
Bonlac Inc.....	1249
Boxbar Investments Ltd.....	1249
Brunet Electric Inc.....	1250
Buanderie Paquette Ltée — Paquette Laundry Ltd.....	1250
Camélia Inc.....	1250
Cedarbrook Golf & Country Club Inc.....	1251
Column Realty Corporation.....	1251
Danhar Investments Inc.....	1251
Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc.....	1252
Debneda Enterprises Inc.....	1252
Du Bois Enterprises Inc.....	1253
Eli Brown Realities Inc.....	1253
Elsa Realty Inc.....	1253
Embassy Investment Corp.....	1254
Emcee Industries Ltd.....	1254
Essgey Corp.....	1254
Galerie Dresdnère Inc.....	1255
Galipeau Musique Inc.....	1255
Garage Marineau & Frères Incorporé.....	1255
Garden State Realities Inc.....	1255
Gatineau Sand & Gravel Ltd.....	1256
G. R. Brick & Stone Work Ltd.....	1256
Guizot Investment Corporation.....	1256
H. Boivin Construction Inc.....	1257
Heartlands Inc.....	1257
Hercules Realty Inc.....	1257
Hy-Bro Development Corp.....	1258
Institut Marie-Ignace Melin.....	1309
Jamar Holding Co.....	1258
Janus Corp.....	1258
Jim's Car Wash Inc.....	1259
Kitchen-Aid Inc.....	1259
Koyan Development Corporation.....	1259
La Construction Tadoussac Limitée.....	1260
Laguaynet Inc.....	1260
Lavigueur Assurance Inc.....	1260
Le Prêt d'Honneur de Jonquière Inc.....	1261
Le Publicité-Club de Montréal.....	1261
Les Entreprises Hull-Gatineau Ltée.....	1262
Les Granits du Lac Sagway Inc.....	1262
Les Immeubles Gaudreault & Gagnon Ltée.....	1262
Les Pavages Laurentiens Inc.....	1263
Les Pétroles Maskoutains Limitée.....	1263
Lomaly Investment Corp.....	1263
Lord Auto Parts Ltd.....	1264
Lucien Brouillette Inc.....	1264
Mac Enterprises Ltd.....	1264
Mathers Realities Limited.....	1265
Maxaar Realty & Investment Co. Ltd.....	1265
M.C. Houle Auto Inc.....	1265
McLabCo Inc.....	1266
Meath Investment Company.....	1266
Mechanical Service & Sales Ltd.....	1266
Mera Investment Corp.....	1267

A. I. Miller Corp.....	1246
Albert Roux Limitée.....	1247
Algérie Savard & Fils Ltée.....	1247
Allan Levine Inc.....	1247
Allied Extrusions Limited.....	1248
AMaBaie Proprietors League, Incorporated — La Ligue des Propriétaires d'AMaBaie, Incorporée.....	1248
Bijouterie Charles Inc.....	1248
Blue Top Co. Ltd.....	1249
Bonlac Inc.....	1249
Boxbar Investments Ltd.....	1249
Brunet Electric Inc.....	1250
Buanderie Paquette Ltée — Paquette Laundry Ltd.....	1250
Camélia Inc.....	1250
Cedarbrook Golf & Country Club Inc.....	1251
Column Realty Corporation.....	1251
Danhar Investments Inc.....	1251
Daughters of Erin Social and Benevolent Society Inc.....	1252
Debneda Enterprises Inc.....	1252
Du Bois Enterprises Inc.....	1253
Eli Brown Realities Inc.....	1253
Elsa Realty Inc.....	1253
Embassy Investment Corp.....	1254
Emcee Industries Ltd.....	1254
Essgey Corp.....	1254
Galerie Dresdnère Inc.....	1255
Galipeau Musique Inc.....	1255
Garage Marineau & Frères Incorporé.....	1255
Garden State Realities Inc.....	1255
Gatineau Sand & Gravel Ltd.....	1256
G. R. Brick & Stone Work Ltd.....	1256
Guizot Investment Corporation.....	1256
H. Boivin Construction Inc.....	1257
Heartlands Inc.....	1257
Hercules Realty Inc.....	1257
Hy-Bro Development Corp.....	1258
Institut Marie-Ignace Melin.....	1309
Jamar Holding Co.....	1258
Janus Corp.....	1258
Jim's Car Wash Inc.....	1259
Kitchen-Aid Inc.....	1259
Koyan Development Corporation.....	1259
La Construction Tadoussac Limitée.....	1260
Laguaynet Inc.....	1260
Lavigueur Assurance Inc.....	1260
Le Prêt d'Honneur de Jonquière Inc.....	1261
Le Publicité-Club de Montréal.....	1261
Les Entreprises Hull-Gatineau Ltée.....	1262
Les Granits du Lac Sagway Inc.....	1262
Les Immeubles Gaudreault & Gagnon Ltée.....	1262
Les Pavages Laurentiens Inc.....	1263
Les Pétroles Maskoutains Limitée.....	1263
Lomaly Investment Corp.....	1263
Lord Auto Parts Ltd.....	1264
Lucien Brouillette Inc.....	1264
Mac Enterprises Ltd.....	1264
Mathers Realities Limited.....	1265
Maxaar Realty & Investment Co. Ltd.....	1265
M.C. Houle Auto Inc.....	1265
McLabCo Inc.....	1266
Meath Investment Company.....	1266
Mechanical Service & Sales Ltd.....	1266
Mera Investment Corp.....	1267

Molson & Company Limited.....	1267	Molson & Company Limited.....	1267
Monik Realty Corp.....	1267	Monik Realty Corp.....	1267
Niagara Cyclo-Massage (Quebec) Ltd..	1268	Niagara Cyclo-Massage (Quebec) Ltd..	1268
Northway Realities Limited.....	1268	Northway Realities Limited.....	1268
Oakdale Realty Co.....	1268	Oakdale Realty Co.....	1268
One Eighty Six Investment Ltd.....	1269	One Eighty Six Investment Ltd.....	1269
Oxford Mortgage Brokers Inc.....	1269	Oxford Mortgage Brokers Inc.....	1269
P. David Construction Inc.....	1269	P. David Construction Inc.....	1269
Pointe Claire Pre-School Association...	1270	Pointe Claire Pre-School Association...	1270
Port Cartier Transport Inc.....	1270	Port Cartier Transport Inc.....	1270
Precast Marble & Stone Inc.....	1270	Precast Marble & Stone Inc.....	1270
Price Brothers Paperboard Corporation.	1271	Price Brothers Paperboard Corporation.	1271
Provincial Molybdenum Corporation, Limited.....	1271	Provincial Molybdenum Corporation, Limited.....	1271
Publicité Rocaro Inc.—Rocaro Publi- city Inc.....	1272	Publicité Rocaro Inc.—Rocaro Publi- city Inc.....	1272
Quebec StereoSound Inc.....	1272	Quebec StereoSound Inc.....	1272
Quemont Corporation.....	1272	Quemont Corporation.....	1272
Restaurant Lamandé Inc.....	1273	Restaurant Lamandé Inc.....	1273
Robar Mining Corporation.....	1273	Robar Mining Corporation.....	1273
Rolland Hallé Inc.....	1273	Rolland Hallé Inc.....	1273
Roxboro Building Company.....	1274	Roxboro Building Company.....	1274
Royal Electric Sorel Service Inc.....	1274	Royal Electric Sorel Service Inc.....	1274
Seaburt Ltd.....	1274	Seaburt Ltd.....	1274
Sherwood Construction Ltd.....	1275	Sherwood Construction Ltd.....	1275
Socquet Fortin Construction Ltée.....	1275	Socquet Fortin Construction Ltée.....	1275
South Parkways Corp.....	1275	South Parkways Corp.....	1275
Sunshine Cleaners Inc.....	1276	Sunshine Cleaners Inc.....	1276
Téléphone de St-Honoré de Shenley Inc.	1276	Téléphone de St-Honoré de Shenley Inc.	1276
The Larkin Realty Corp.....	1276	The Larkin Realty Corp.....	1276
Town-View Construction Co. Ltd.....	1277	Town-View Construction Co. Ltd.....	1277
Tropicana Realty Corp.....	1277	Tropicana Realty Corp.....	1277
Trulutor Realty Limited.....	1277	Trulutor Realty Limited.....	1277
Turcotte & Rainville Inc.....	1278	Turcotte & Rainville Inc.....	1278
Valois Garden Apartments Ltd.....	1278	Valois Garden Apartments Ltd.....	1278
W.A. Brown Ltd.....	1278	W.A. Brown Ltd.....	1278
3685 Peel Inc.....	1279	3685 Peel Inc.....	1279

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Cement & Marble Industries Ltd.—In- dustries de Ciment & Marbre Ltée..	1279
Compositeurs Mont-Royal — Mount Royal Typesetters Inc.....	1279
Cusson Frères (Limitée).....	1280
Diamond Taxicab Association Limited.	1280
Guy Building Corporation.....	1280
Hampstead Golf Club, Inc.....	1280
Hart Business Forms Ltd.....	1281
Mount Pleasant Cemetery.....	1281
Orchid Fashions Inc.....	1281
The Smokehouse Ltd.....	1281

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

The Maritime Life Assurance Company	1310
-------------------------------------	------

NOMINATIONS:

Crépeau, Lt.-Col. Richard, CD.....	1310
Gérin, Antoine, président d'élection....	1310

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché:

Producteurs de Bois de la région de Ste-Anne-de-la-Pocatière.....	1310
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Antoine Guertin Limitée.....	1316
Bonlac Inc.....	1313
Desmond-Hall Limited.....	1314

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Cement & Marble Industries Ltd.—In- dustries de Ciment & Marbre Ltée..	1279
Compositeurs Mont-Royal — Mount Royal Typesetters Inc.....	1279
Cusson Frères (Limitée).....	1280
Diamond Taxicab Association Limited.	1280
Guy Building Corporation.....	1280
Hampstead Golf Club, Inc.....	1280
Hart Business Forms Ltd.....	1281
Mount Pleasant Cemetery.....	1281
Orchid Fashions Inc.....	1281
The Smokehouse Ltd.....	1281

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

The Maritime Life Assurance Company.	1310
--------------------------------------	------

APPOINTMENTS:

Crépeau, Lt. Col. Richard, CD.....	1310
Gérin, Antoine, returning-officer.....	1310

QUEBEC AGRICULTURE MARKETING BOARD:

Notice of sanction of joint marketing plan:

The Ste-Anne-de-la-Pocatière Region Wood Producers Plan.....	1310
---	------

HEAD OFFICES:

Antoine Guertin Limitée.....	1316
Bonlac Inc.....	1313
Desmond-Hall Limited.....	1314

Dorion Development Ltd.....	1316	Dorion Development Ltd.....	1316
Les Éditions Initiatives, Compagnies Limitée.....	1315	Les Éditions Initiatives, Compagnies Limitée.....	1315
Marcel Gingras Inc.....	1315	Marcel Gingras Inc.....	1315
Oakdale Investment Corporation.....	1315	Oakdale Investment Corporation.....	1315
Quemont Engineering Ltd.....	1316	Quemont Engineering Ltd.....	1316
Quemont Ventures Ltd.....	1316	Quemont Ventures Ltd.....	1316
Salon de Chaussure Mademoiselle Inc.— Mademoiselle Shoe Salon Inc.....	1314	Salon de Chaussure Mademoiselle Inc.— Mademoiselle Shoe Salon Inc.....	1314
Société d'Importation Européenne Co. Ltd.....	1315	Société d'Importation Européenne Co. Ltd.....	1315
Tournemain Realities Limited.....	1315	Tournemain Realities Limited.....	1315
Turcotte & Rainville Inc.....	1314	Turcotte & Rainville Inc.....	1314
Ty-Coq Volant Bar B-Q, Ltée.....	1314	Ty-Coq Volant Bar B-Q, Ltée.....	1314

SOUSSIONS:

Gatineau, ville.....	1320
Jonquière, ville, comm. scolaire.....	1317
Maple Grove, comm. scolaire.....	1318
St-Martin, ville.....	1321

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company....	1322
--------------------------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Béland, Marcel.....	1324
Larouche, Fernand.....	1323
Vallée, J.-Adhémar.....	1324
Vallée, J.-Adhémar.....	1325

VENTES POUR TAXES:

Argenteuil, comté de.....	1326
Malartic, ville.....	1329

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Loi de l'impôt sur le revenu vs Bibeault.	1330
---	------

BEAUHARNOIS:

Poupard vs Pilon.....	1330
-----------------------	------

LABELLE:

Cathaphard vs Mickenhagen.....	1331
--------------------------------	------

QUÉBEC:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Rossignol.....	1332
--	------

ROBERVAL:

Côté, Boivin & Cie Inc. vs Grenier <i>et al.</i>	1332
--	------

TROIS-RIVIÈRES:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Gervais <i>et al.</i>	1333
---	------

TENDERS:

Gatineau, town.....	1320
Jonquière, town school comm.....	1317
Maple Grove, school comm.....	1318
St-Martin, town.....	1321

SALE OF UNCLAIMED GOODS:

Canadian Pacific Express Company....	1322
--------------------------------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Béland, Marcel.....	1324
Larouche, Fernand.....	1323
Vallée, J.-Adhémar.....	1324
Vallée, J.-Adhémar.....	1325

SALES FOR TAXES:

Argenteuil, county of.....	1326
Malartic, town.....	1329

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Income Tax Act vs Bibeault.....	1330
---------------------------------	------

BEAUHARNOIS:

Poupard vs Pilon.....	1330
-----------------------	------

LABELLE:

Cathaphard vs Mickenhagen.....	1331
--------------------------------	------

QUÉBEC:

Quebec Farm Credit Bureau vs Rossignol.....	1332
---	------

ROBERVAL:

Côté, Boivin & Cie Inc. vs Grenier <i>et al.</i>	1332
--	------

TROIS-RIVIÈRES:

Quebec Farm Credit Bureau vs Gervais <i>et al.</i>	1333
---	------

